LOIRE
LAYON AUBANCE

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

*Conseil communautaire du 7 MARS 2024*

Version définitive

Annexe à la délibération DELCC 2024 n°03-41

# Table des matières

**1 LE CONTEXTE 5**

**1.1 Le cadre règlementaire 6**

**1.2 Les éléments de contexte économique et financier 7**

1.2.1 Le contexte et les contraintes budgétaires .....7

1.2.2 La loi de finances 2024 .....8

1.2.2.1 Les réformes de la LF2024 9

1.2.2.2 Les objectifs et les moyens 9

1.2.2.3 Le budget 2024 en chiffres 11

1.2.2.4 Les concours financiers de l'Etat en 2024 12

1.2.2.5 La transition écologique 14

1.2.2.6 Les mesures fiscales intéressant la CCLLA 15

1.2.2.7 DETR, DSIL et FCTVA 15

**2 LE BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LOIRE LAYON AUBANCE 16**

**2.1 Le PACTE FINANCIER ET FISCAL 17**

**2.2 L'EXECUTION BUDGETAIRE 2023 19**

2.2.1 Bilan de l'année 2023 : ..... 19

2.2.2 L'exécution budgétaire 2023..... 27

2.2.2.1 Dépenses de fonctionnement 2023 27

2.2.2.2 Recettes de fonctionnement 2023 33

2.2.2.3 Dépenses d'investissement 2023 37

2.2.2.4 Recettes d'Investissement 2023 38

**2.3 Orientations budgétaires proposées pour 2024 40**

2.3.1 Le projet politique pour 2024..... 40

2.3.2 Les orientations pour la section de fonctionnement en 2024 ..... 45

2.3.2.1 Les recettes de fonctionnement 45

2.3.2.2 Dépenses de fonctionnement 49

2.3.2.3 Les provisions 51

2.3.3 Le financement des investissements en 2024..... 53

2.3.3.1 Une CAF (Capacité d'AutoFinancement) en hausse par rapport au BP 2023 53

2.3.3.2 Proposition d'affectation des résultats 54

2.3.3.3 L'Excédent cumulé/fonds de roulement permettant un niveau d'autofinancement important 54

2.3.3.4 La dette 55

2.3.4 Les orientations pour la section d'investissement en 2024 ..... 59
2.3.4.1 Les recettes d'investissement 2024 59
2.3.4.2 Les dépenses d'investissement 2024 60
2.3.5 Les relations financières Communes/Communautés ..... 61
**2.4 La prospective 2024-2027 63**
**3 Les budgets annexes 69**
**3.1 Le budget annexe assainissement collectif 70**
3.1.1 L'exécution budgétaire 2023 ..... 70
3.1.2 Proposition d'affectation des résultats ..... 72
3.1.3 CAF ..... 72
3.1.4 L'état de la dette au 31/12/2023 ..... 73
3.1.5 Les orientations budgétaires proposées pour 2024 ..... 77
3.1.6 La section de fonctionnement ..... 77
3.1.6.1 Recettes 77
3.1.6.2 Dépenses 78
3.1.7 La section d'investissement ..... 78
**3.2 Le budget annexe assainissement non collectif 79**
**3.3 Les budgets annexes économiques 81**
3.3.1 Budget annexe Lotissement : exécution budgétaire 2023 ..... 81
3.3.2 Budget Actions économiques - exécution 2023 ..... 83
3.3.3 Proposition d'affectation des résultats ..... 85
3.3.4 L'état de la dette du budget actions économiques ..... 86
3.3.5 Projections budgétaires 2024 ..... 89
3.3.5.1 Budget actions économiques 89
3.3.5.2 Budget ZONES D'ACTIVITES (lotissement) 92
**4 FOCUS SUR LES DEPENSES DE PERSONNELS 93**
**4.1 Les orientations politiques 94**
**4.2 Les effectifs 95**
4.2.1 Evolution des effectifs (nombre de postes pourvus) ..... 96
4.2.2 Mouvements en 2023 ..... 97
4.2.3 Par filière et catégorie ..... 97
4.2.4 Effectifs par catégorie et filière ..... 98
4.2.5 Structure des effectifs par temps de travail ..... 99
4.2.6 Structure des effectifs par genre ..... 99

4.2.7 Structure des effectifs par âge ..... 100

**4.3 Dépenses de personnel 101**

4.3.1 Dépenses 2023 ..... 101

4.3.2 Prévisions 2024..... 102

# 1 LE CONTEXTE

## 1.1 Le cadre règlementaire

En 2024, la communauté de communes a décidé volontairement d'adopter le référentiel comptable M57 qui soumet désormais la collectivités aux dispositions des articles L. 5217-10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L. 5217-12-5 du code général des collectivités territoriales pour l'élaboration de ses budgets.

Le conseil communautaire doit donc débattre des orientations budgétaires dans les 10 semaines précédant le vote du budget. Ce débat s'appuie sur un Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) qui comporte les informations suivantes :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de fiscalité, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre l'EPCI et les collectivités qui en sont membres ;
- La présentation des engagements pluriannuels ;
- Les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette.

Ce débat doit aussi aborder :

- le contexte national,
- les principales mesures de la loi de finances de l'année en cours.

En outre, la Communauté de Communes, comprenant une commune > à 10 000 habitants, doit présenter un rapport, joint au ROB, sur les dépenses de personnel avec notamment :

- les éléments sur la rémunération : traitement indiciaire, régime indemnitaire, bonification indiciaire, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature,
- la parité homme/femme,
- la durée effective de travail.

Il est pris acte du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) par une délibération de l'assemblée délibérante, délibération qui doit faire l'objet d'un vote. Par son vote l'assemblée délibérante prend acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB.

Le ROB est donc une formalisation de la **« commande politique** » qui va permettre de construire le budget.

Le ROB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et, celui des communes concernées par cette obligation (communes de plus de 3 500 habitants) au président de l'EPCI dont la commune est membre, dans un délai de 15 jours (décret n°2016-841du 24/06/2016) suivant la tenue du DOB.

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la CCLLA dans un délai d'un mois après son adoption et doit être mis à la disposition du public au siège de l'EPCI. Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen (site internet, publication, ...).

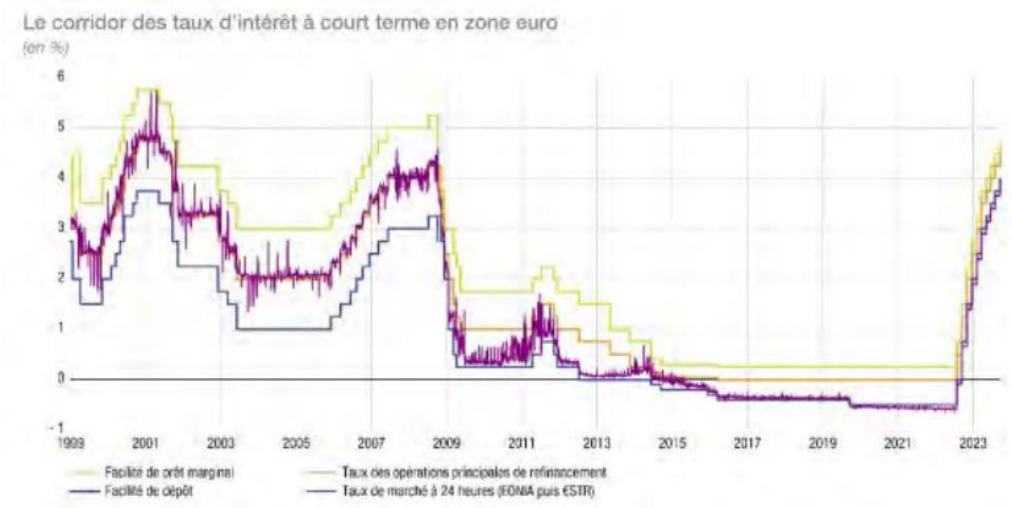
## 1.2 Les éléments de contexte économique et financier

### 1.2.1 Le contexte et les contraintes budgétaires

**Le contexte international**

D'après le rapport du fonds monétaire international de juillet 2023, la croissance mondiale devrait se situer à 3 % en 2023 (contre 3,5% en 2022). Le ralentissement s'explique principalement par la persistance de l'inflation et le durcissement des politiques monétaires.

Le 14 septembre 2023, la Banque Centrale Européenne (BCE) a augmenté ses taux directeurs de 0,25 point, portant le taux de dépôt à 4 %, un niveau jamais atteint depuis le lancement de la monnaie unique en 1999. La BCE justifie cette dixième hausse d'affilée par sa politique de resserrement monétaire pour combattre l'inflation en zone euro..




Source : La Banque Centrale Européenne

Au niveau européen, la BCE prévoyait une hausse des prix de 5,6 % en 2023, puis de 3,2 % en 2024 et de 2,1 % en 2025, se rapprochant de l'objectif à moyen terme de 2 %.

Récemment, les problèmes liés à la dette américaine ont été résolus, et des mesures énergiques ont été prises pour stabiliser les secteurs bancaires aux États-Unis et en Suisse. Cela a réduit les risques immédiats pour l'économie mondiale.

Cependant, il y a des inquiétudes sur une possible augmentation de l'inflation due à des facteurs comme la guerre en Ukraine et des événements climatiques extrêmes. De plus, le durcissement du conflit Israélo-Palestinien déstabilise la situation géopolitique de l'ensemble du Moyen-Orient, impliquant potentiellement l'Iran, très important exportateur de pétrole. Cela pourrait conduire à une aggravation de l'inflation sur les prix de l'énergie et à des mesures plus strictes de la part des banques centrales.

Le secteur financier pourrait également être instable à mesure que les marchés s'ajustent aux nouvelles politiques des banques centrales. En Chine, la reprise économique pourrait ralentir en raison de problèmes dans l'immobilier, ce qui pourrait entraîner des répercussions au-delà de ses frontières. De plus, la dette souveraine pourrait devenir un problème dans de plus en plus de pays

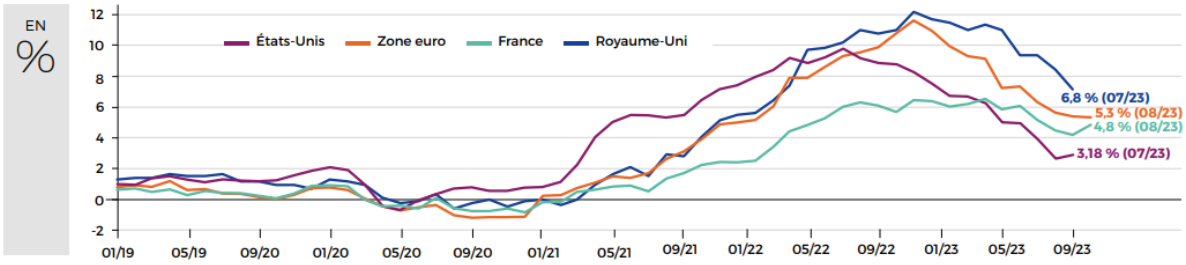
**Economie française : une faible reprise en 2023**

Au troisième trimestre 2023, la France a enregistré une légère baisse de croissance de 0,1 %, après un premier trimestre de stagnation et un second semestre en hausse de 0,6 %. Au final, l'année 2023 s'est clôturée avec une croissance modeste de 0,9 %, un chiffre légèrement en deçà de l'estimation de 1 % retenue par le Gouvernement pour élaborer le budget.

L'inflation et les conséquences des hausses des taux d'intérêts pour la maîtriser restent les principaux facteurs influençant l'économie française. La hausse récente des prix de l'énergie a contribué à porter l'inflation sur une période de douze mois à 4,9 % en 2023

**Prix à la consommation (taux de variation sur un an)**

© La Banque Postale




Source : IHS, LBP.

Du côté de l'énergie, les prix sont repartis à la hausse après une période de stabilité au printemps. Les cours du pétrole ont atteint des niveaux record début septembre, tandis que la levée progressive du bouclier tarifaire énergétique entraîne une révision à la hausse des tarifs de l'électricité. La seule augmentation de 10 % des tarifs au 1er août a déjà ajouté 0,2 point à l'indice des prix à la consommation.

**Prévisions de croissance (PIB volume)**

| Prévisions annuelles France | 2023 | 2024 |
|---|---|---|
| Insee (déc. 2023) | +0,8% | / |
| Banque de France (déc. 2023) | +0,8% | +0,9% |
| Commission européenne (nov. 2023) | +1,0% | +1,2% |
| OCDE (nov. 2023) | +0,9% | +0,8% |
| FMI (oct. 2023) | +1,0% | +1,3% |
| Gouvernement (PLF 2024) | +1,0% | +1,4% |

| Prévisions annuelles Zone euro | 2023 | 2024 |
|---|---|---|
| BCE (déc. 2023) | +0,7% | +1,0% |
| Commission européenne (nov. 2023) | +0,6% | +1,2% |
| OCDE (nov. 2023) | +0,6% | +0,9% |
| FMI (oct. 2023) | +0,7% | +1,2% |

**Prévisions d'inflation***

| Prévisions annuelles France | 2024 |
|---|---|
| Insee (déc. 2023) | / |
| Banque de France (déc. 2023) - IPCH | +2,5% |
| Commission européenne (nov. 2023) - IPCH | +3,0% |
| OCDE (nov. 2023) - IPCH | +2,7% |
| FMI (oct. 2023) - IPCH | +2,5% |
| Gouvernement (PLF 2024) | +2,6% |

| Prévisions annuelles Zone euro | 2024 |
|---|---|
| BCE (déc. 2023) - IPCH | +3,2% |
| Commission européenne (nov. 2023) - IPCH | +3,2% |
| OCDE (nov. 2023) - IPCH | +2,7% |
| FMI (oct. 2023) - IPCH | +3,3% |

### 1.2.2 La loi de finances 2024

La LF 2024 est fondée sur des hypothèses économiques de 1,4 % de croissance en 2024 et a pour objectif de « protéger » les français contre l'inflation et de ne pas creuser la dette.

Ce chiffre est remis en question et pourrait se situer en deçà des 1% avec des conséquences importantes sur le budget de l'Etat (+ de 10 Mds de recettes en moins selon les estimations).

Ce budget est également construit dans un contexte très incertain, tant au niveau politique nationale (les partis du gouvernement sont minoritaires), qu'au niveau politique internationale (guerre en Israël, en Ukraine, guerre économique entre la Chine et les USA, tension à Taïwan, tension en mer rouge…)

La Loi de Finances doit également répondre aux contraintes Européennes, tout en ménageant les collectivités territoriales en proies à la poursuite de l'évolution des prix de l'énergie et des services, au vu des niveaux d'inflation globale et de l'installation de plus en plus prononcée de l'inflation sous-jacente.

Au terme de trois mois d'un parcours parlementaire jalonné de recours à la procédure du "49.3", la loi de finances pour 2024 a été publiée au Journal officiel du 30 décembre.

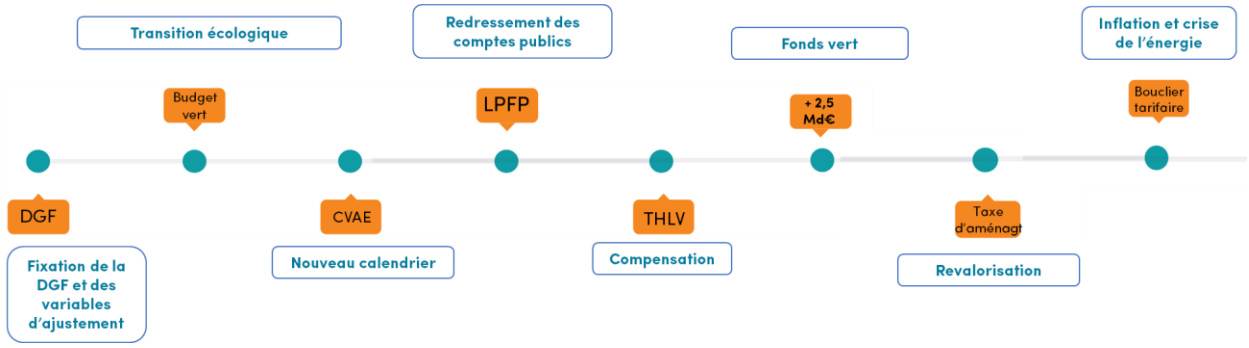
Trois principaux objectifs se dégagent de la LF 2024 avec notamment une volonté :

→ **De déterminer le niveau de ressources versées aux collectivités locales via ses concours financiers (DGF), après une phase de crise importante (voir infra),**

→ **De traduire les dernières annonces du Gouvernement sur la suppression de la CVAE,**

→ **D'accélérer la transition écologique.**

### *1.2.2.1 Les réformes de la LF2024*

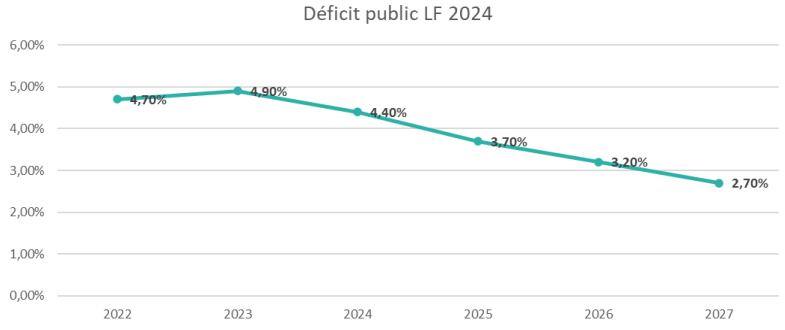



### *1.2.2.2 Les objectifs et les moyens*

Les objectifs du gouvernement au travers cette LF 2024 sont de :

- **Stabiliser la dette publique à 110 % du PIB entre 2024 et 2027**
- **Ramener le déficit public sous la barre des 3 % d'ici 5 ans.**

La chronologie des objectifs en matière de déficit public est récapitulée comme suit :



Pour atteindre ces objectifs, trois articles peuvent être mis en avant :

- **L'article 14 :** définit le montant maximal de l'ensemble des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales :

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| Total des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales | 53,15 | 53,31 | 53,89 | 54,37 | 54,57 |
| Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée | 6,7 | 7 | 7,3 | 7,5 | 7,4 |
| Autres concours | 46,45 | 46,31 | 46,59 | 46,87 | 47,17 |

- **L'article 14** illustre également la volonté de l'Etat de diminuer l'impact environnemental du budget de l'Etat en réduisant de 30 % le ratio entre les dépenses défavorables à l'environnement et les dépenses dont l'impact est favorable et mixte sur l'environnement (entre la LF 2022 et le PLF 2027)

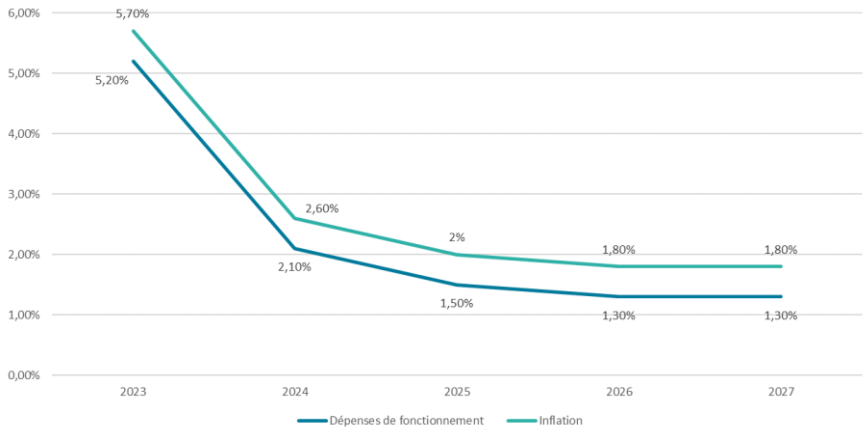
→ **Article 16 :**

- Met en avant l'objectif indicatif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités locales afin de les « associer à la maîtrise des finances publiques tout en renforçant leurs capacités d'investissement ».
- Prévoit également « l'engagement des collectivités dans une démarche de budget vert »

L'article 16 assigne aux collectivités des objectifs de contrôle des dépenses. Le non-respect de ces objectifs ne donnera pas lieu à des sanctions mais doit plutôt s'associer à un cadrage budgétaire au travers :

→ La limitation de l'augmentation de leurs dépenses, équivalente à **l'inflation – 0,5 %,** soit un effort annuel en volume de **0,5 %**. Ainsi la progression des dépenses doit idéalement se limiter à l'indice des prix (hors tabac) diminué de – 0,5 %

→ Lors du DOB, **la collectivité doit présenter son objectif concernant l'évolution de ses DRF**, exprimé en valeur (budget principal et budgets annexes)




| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| *Dépenses de fonctionnement* | *5,20%* | *2,10%* | *1,50%* | *1,30%* | *1,30%* |

### *1.2.2.3 Le budget 2024 en chiffres*

- **<u>Un objectif de croissance de 1,4 %</u>** :

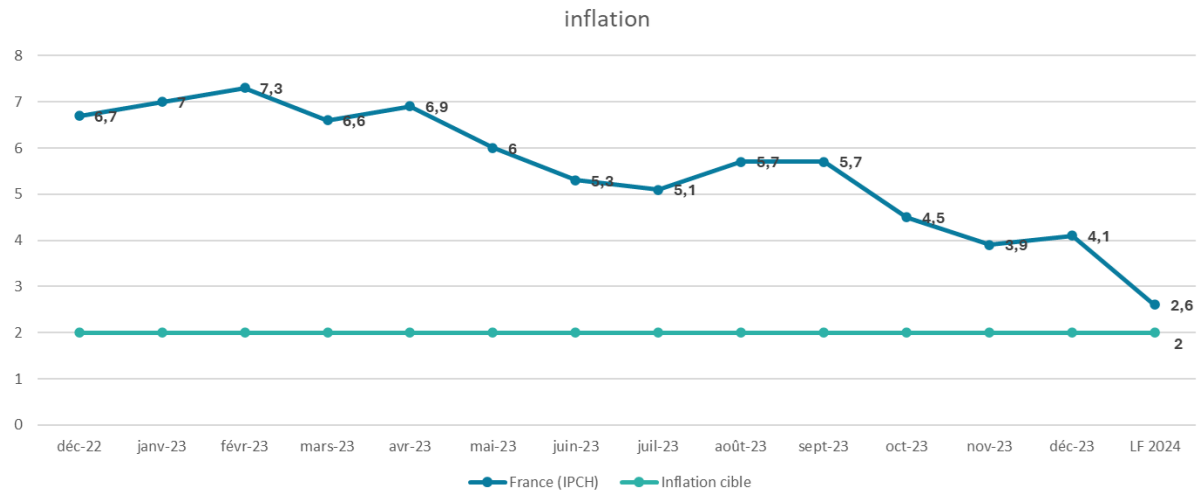
Le Haut Conseil des Finances Publiques a prévenu que les prévisions étaient « optimistes » mais « sincères ». Le Haut conseil des finances publiques explique principalement sa position par les incertitudes globales liées à la croissance économique mondiale justifiées par :

→ Les tensions géopolitiques et en particulier la poursuite du conflit en Ukraine qui peut créer plus de volatilité sur le marché des matières premières. L'exemple de la décision de l'OPEP + (Russie, Mexique, Kazakhstan, Azerbaïdjan, Bahreïn, Brunei, Malaisie, Oman, Soudan et Soudan du Sud) de restreindre son offre de pétrole a fait passer le prix du baril de 80$ à 90$ fin septembre.

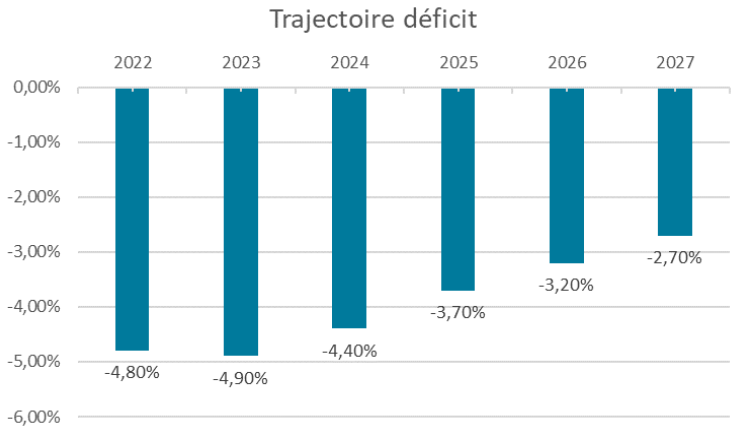
→ Le reflux de l'inflation et les conséquences de la politique monétaire. La diminution de l'inflation sera synonyme de desserrement de la politique monétaire. Néanmoins ce desserrement n'est d'aucune certitude et son calendrier n'est pas encore d'actualité. Les conséquences de la politique actuelles ne sont pas encore tangibles. Elles peuvent mettre plusieurs mois à impacter l'économie globale et leurs conséquences peuvent également freiner les prévisions de croissance.

→ Le risque sanitaire bien qu'en reflux reste également menaçant.

- **<u>Inflation LF 2024</u>** : 2,6 %




- **<u>Déficit public</u>** : 4,4 % (– 146,9 Md€ à la LF 2024, contre – 172,1 Md€ en LFR 2023)



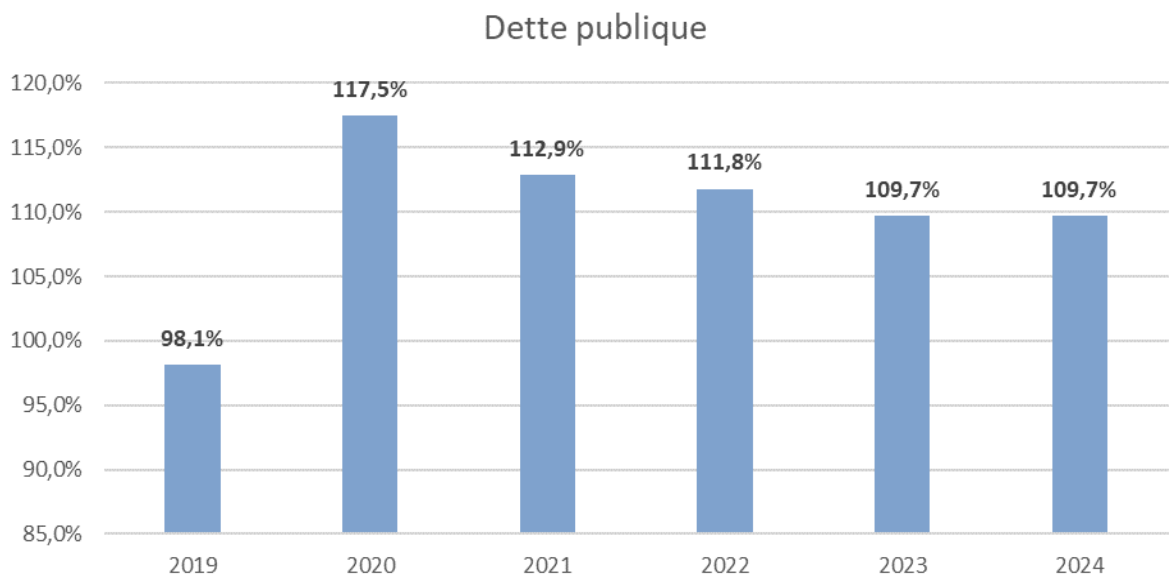
- **Dépenses de l'Etat :** 491.9 Md€, soit – 32.1 Md€ // LFR 2023 (sortie progressive des dispositifs exceptionnels déployés lors des crises sanitaires énergétiques et de l'inflation),

- **Recettes de l'Etat :** 371 Md€, soit + 13 Md€ // LFR 2023 (recettes fiscales),

- **Transition écologique :** Fonds vert pérennisé et augmenté à 2,5 Md€,

- **Création de 8 300 postes** de fonctionnaires d'Etat supplémentaires (soit -23 % en comparaison à 2023 avec 10 800 fonctionnaires).

- **Un coût de la dette en hausse :**
  - → 285 Md€ de dette levée sur les marchés financiers en 2024,
  - → + 52 Md€ de charges financières.



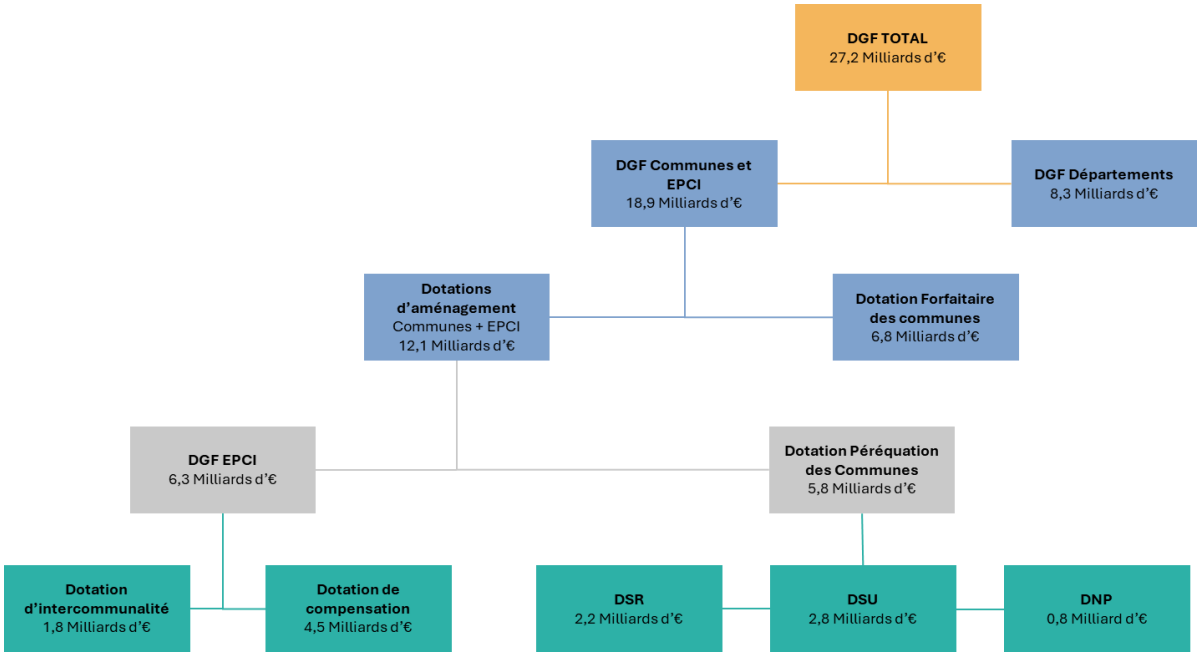

### *1.2.2.4 Les concours financiers de l'Etat en 2024*

Les Concours Financiers de l'Etat versés aux collectivités sont évalués à 54,1 Md€ dans la LF 2024. Ce montant ne tient pas compte des mesures exceptionnelles, liées aux mesures de soutien bloc communal (revalorisation du point d'indice et croissance des prix de l'énergie).

Ils progressent donc de plus 1Md€ en comparaison à la LF 2023 principalement répartis comme suit :

- → Le Prélèvement sur les Recettes de l'Etat :
  - ✓ + 320 M€ proviennent de la DGF (320 M€ également en 2023),
  - ✓ + 404 M€ du FCTVA (ouverture de l'éligibilité des aménagements des terrains),
  - ✓ + 290 M€ de compensation liée à la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels,
- → Les crédits de la mission « relations avec les collectivités territoriales » : - 304 M€,

## La DGF 2024.




Pour contrer la flambée des prix de l'énergie, les associations d'élus ont demandé l'indexation de la DGF sur l'inflation. L'AMF a ainsi proposé plusieurs options pour dynamiser cette recette :

- → Une indexation annuelle de la DGF sur l'inflation prévisionnelle afin de maintenir son montant constant. Cette demande a été rejetée.
- → De revenir à une progression équivalente de la DSU et de la DSR,
- → De supprimer la DGF négative des communes et EPCI continuant à supporter un prélèvement sur la fiscalité au titre de leur Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP).

Ainsi le Budget 2024 sera marqué par une augmentation de la DGF, avec une évolution supplémentaire de plus 320 M€ comme l'année dernière qui financeront la progression de la péréquation au profit du bloc communal.

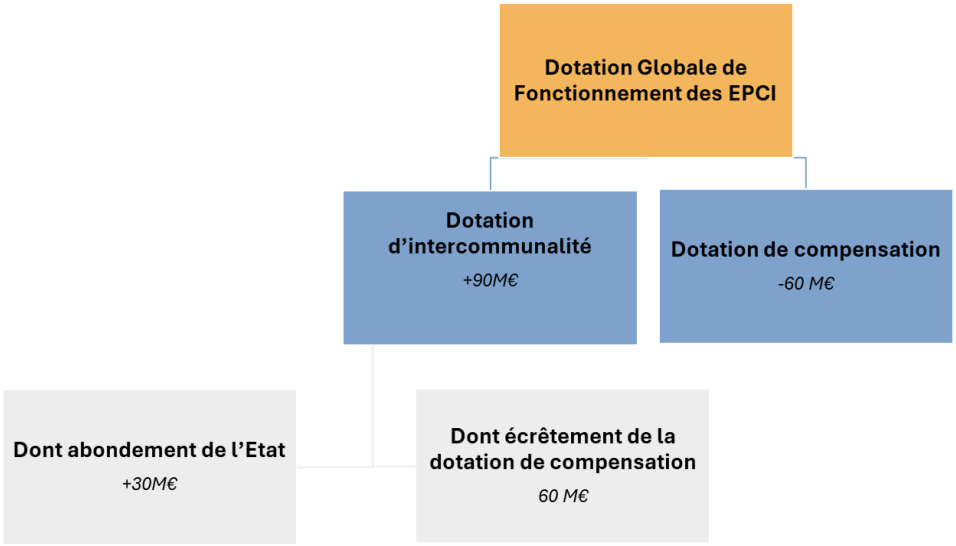
Les +320M€ sont adoptés et répartis de la manière suivante :

- → + 140 M€ pour la DSU (contre 90 M€ en 2023, contre 95 M€ en 2022)
- → + 150 M€ pour la DSR (90 M€ en 2023, contre 95 M€ en 2022)
- → + 30 M€ pour la Dotation d'Intercommunalité (comme en 2023, contre 0 en 2022)
- → Dotation forfaitaire : stable (comme en 2023, alors que - 190 M€ en 2022)

Pour les EPCI, les 2 composantes de la DGF sont :

- → **La dotation de compensation** : mise en place pour compenser la suppression de la taxe professionnelle ;
- → **La dotation d'intercommunalité :** la composante de péréquation basée sur le revenu de ses habitants, le potentiel fiscal et le coefficient d'intégration fiscale (CIF).

En 2024, l'enveloppe de cette dernière dotation devrait augmenter de +90 M€ par les deux mécanismes décris ci-après. Sans déplafonnement de la Dotation d'Intercommunalité, certains EPCI subiraient probablement une plus grande baisse de leur dotation de compensation que l'augmentation de leur Dotation d'Intercommunalité




### *1.2.2.5 La transition écologique*

**<u>Le Budget Vert, un outil de pilotage financier qui vise à accompagner la planification écologique et le suivi des flux.</u>**

- La LF 2024 s'accompagne, pour la quatrième année consécutive, d'un outil de cotation des dépenses selon leur impact environnemental : le budget vert.
- Pour la 1ère fois cette année, la Direction du Budget a utilisé le budget vert comme outil d'aide à la décision lors des discussions budgétaires et fiscales avec l'ensemble des ministères, permettant ainsi de retracer précisément les dépenses consacrées à la planification écologique et de connaître le montant de l'ensemble des dépenses de l'Etat favorables et défavorables à l'environnement

L'Etat renforce son soutien aux collectivités locales pour les accompagner et orienter leurs investissements en faveur de la transition écologique au travers :

- ✓ **<u>La poursuite du verdissement des dotations</u>**

- Engagé lors de la LFI pour 2023, l'objectif de financement de projets concourant à la transition écologique est accru pour la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (de 25 à 30 %) et introduit pour la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux et la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements, avec des objectifs respectifs de 20 % et 25 %.
- La part de ces dotations consacrée à la transition écologique devra ainsi atteindre 0,5 Md€ en 2024, soit 25 % :
  - ✓ **<u>Le Fonds vert est pérennisé et augmenté à 2,5 Md€</u>**
  - ✓ **<u>Les projets de rénovation énergétique des écoles bénéficieront, eux, d'une enveloppe de 500 M€ pour rénover 2 000 écoles dès 2024</u>**

Récapitulatif par thématique des investissements éligibles

#### *1.2.2.6 Les mesures fiscales intéressant la CCLLA*

La suppression de la CVAE s'effectuera pour les entreprises sur 4 années (au lieu de deux)avec une diminution progressive des taux et seuils applicables.

L'article 136 de la LF 2024 prévoit le versement de la fraction de TVA par 12ème à compter de janvier 2026 calculé sur la base du produit net de TVA encaissé par l'Etat lors du mois précédent, avec régularisation au mois.

La loi de finances pour 2024 prévoit la garantie d'un plancher pour la TVA perçue en remplacement de la CVAE : le niveau de compensation ne pourra pas être inférieur à ce qui a été transféré en 2023 (Articles 131 et 252 LF 2024).

Elle est composée d'une part « socle » (moyenne des produits perçus + exonérations des années 2020 à 2023 inclus) et d'une part variable liée à la dynamique de TVA nationale répartie selon la réalité économique des territoires :

- En 2023 et en 2024 : sur la base des données déclarées par les entreprises au titre de la CVAE (soit un tiers pour la valeur locative et deux tiers pour les effectifs salariés)
- à partir de 2025, mêmes critères de répartition mais basés sur la déclaration sociale nominative et non sur les déclarations des entreprises (écart de 1 à 2,5 au niveau national : source ADCF)

#### *1.2.2.7 DETR, DSIL et FCTVA*

Les dotations d'investissements sont maintenues à un niveau élevé, avec 1 milliard d'euros pour la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), 570 millions d'euros pour la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL). Le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) poursuit sa hausse pour atteindre 7Md€ (6,7 milliards en 2023) et son assiette est élargie aux dépenses d'aménagement de terrain.

# 2 LE BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LOIRE LAYON AUBANCE

## 2.1 Le PACTE FINANCIER ET FISCAL

Le vote du Pacte Financier et fiscal de la CCLLA en fin d'année 2023 à l'unanimité du conseil communautaire et par l'ensemble des conseil municipaux achève un processus de travail, de collaboration et de réflexions de plus de 2 ans.

Il en résulte des mesures équilibrées renforçant la cohésion et la solidarité territoriales, permettant la réalisation du projet de territoire communautaire et l'accompagnement des projets communaux.

Le Pacte prévoit un suivi et une évaluation de ses effets et une présentation de ces derniers dans le rapport d'orientations budgétaires soumis au débat du conseil communautaire.

Pour cette première année de mise en œuvre, il s'agit :

- De préciser certaines dispositions
- De vérifier les conditions permettant à certaines communes d'être éligibles aux mesures de soutien définies dans l'axe 2
- De rappeler aux communes
    - les modalités de présentation de projets éligibles aux fonds de concours issus du Pacte
    - l'enjeu de l'harmonisation des exonérations de Taxe foncière sur les propriétés bâties, harmonisation prévue par la convention de partage de la fiscalité foncière sur les zones d'activités communautaires
    - le lancement des réflexions sur le schéma de mutualisation

A- Précisions sur l'interprétation du Pacte

Le rappel des taux de fiscalité dans la partie « démarche » ne fige pas lesdits taux pour toute la durée du Pacte. Il s'agit donc ici de préciser que la mention de ces taux est un « rappel » et non une « fixation », le conseil communautaire restant libre chaque année de réajuster les taux selon les besoins de la Communauté de communes et ses projets.

B- Les communes éligibles

Le Pacte qualifie de fragiles les communes dont l'effort fiscal est supérieur à l'effort fiscal moyen du territoire et dont le potentiel financier est inférieur de plus de 25 % au potentiel financier moyen de la strate et /ou dont l'épargne brute par habitant est inférieure de plus de 20 % à la moyenne du territoire au moins deux fois sur les 3 dernières années.

L'aide accordée est alors de 15 € par habitant (dans le respect d'une enveloppe globale plafonnée à 150 k€) prélevée sur le montant du FPIC avant répartition. L'aide sera reconduite pour deux années supplémentaires sans nouvel examen.

La liste des communes remplissant les conditions pour 2024 est la suivante : Denée, Rochefort sur Loire, Saint Germain des Prés et Terranjou.

Pour obtenir l'aide définie, les communes concernées doivent accepter de faire réaliser une étude de stratégie financière financée par la CCLLA. Les communes devront faire connaitre leur accord pour la réalisation de cette étude avant la fin du mois de mars. Un cahier des charges sera alors proposé aux communes volontaires qui pourront émettre un avis et un cabinet conseil sera désigné pour faire un diagnostic et établir une stratégie fiscale et financière avec la commune. Les résultats de l'étude seront communiqués à la CCLLA pour un bilan à l'issue des 3 années de versement de l'aide.

C- Quelques rappels

**Les ratios du Pacte** : une CAF nette en fin d'exercice à 15 %, une capacité de désendettement inférieure à 8 ans et un fonds de roulement maintenu à 3M€.

Pour 2024, le recours à l'endettement ne sera pas nécessaire ce qui doit permettre de respecter sans difficulté ces objectifs. Cependant, le cumul des ratios CAF nette et capacité de désendettement mérite d'être réinterrogé car difficile à tenir en cas de recours à l'emprunt. La commission finances sera saisie de la question dans le courant de l'année 2024.

Les modalités de présentation des projets communaux pouvant bénéficier d'un **fonds de concours** sont précisés à l'article 6 du règlement de fonds de concours : un courrier et un formulaire de demande, un dossier technique, un plan de financement et les courriers des co-financeurs, la délibération du conseil municipal et le planning de l'opération.

Les demandes peuvent arriver au fil de l'eau.

**L'harmonisation des exonérations de taxe foncières sur les propriétés bâties** (TFPB) : l'article 3 des conventions de reversement de TFPB précise que les communes s'engagent à supprimer les exonérations votées pour la création d'entreprises sur leur territoire. La délibération supprimant ce type d'exonération doit être prise avant le 1er octobre 2024.

Le pacte prévoit dans son axe 4 une **politique de mutualisation**. Un questionnaire a été adressé à toutes les communes fin janvier pour connaitre leurs besoins/souhaits de services à mutualiser avec une réponse attendue pour la fin février 2024.

En fonction des réponses données, des propositions de mutualisations seront travaillées par les services et commissions concernées puis soumises au bureau communautaire.

## 2.2 L'EXECUTION BUDGETAIRE 2023

### 2.2.1 Bilan de l'année 2023 :

La Communauté de communes a impulsé la démarche d'élaboration d'un projet de territoire et d'un Plan Climat Air Energie qui définissent une stratégie à 10 ans et un plan d'actions 2020-2022 ayant fait l'objet d'un vote du conseil communautaire le 24 octobre 2019. La crise sanitaire a perturbé la mise en œuvre de certains projets mais d'autres ont pu se poursuivre.
2023 a donc été l'année d'élaboration du plan d'action 2024/2026.
Les orientations stratégiques pour l'année 2023 avaient été définies ; leur mise en œuvre est ici présentée :

**Défi n°1. L'urgence environnementale et climatique**

- **Habitat – rénovation énergétique de logements :**

  La CCLLA a poursuivi ses actions en matière de rénovation énergétique en s'inscrivant dans les dispositifs départementaux, régionaux et nationaux, dont la plateforme de rénovation énergétique pour tous les habitants, du premier conseil à l'accompagnement individuel pour la réalisation des travaux, avec un volet animation auprès des particuliers et du petit tertiaire. Ce dispositif s'appuie sur les Maisons France Services comme lieu de permanences sur le territoire.
  Le suivi-animation de l'OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) a été prolongé d'une année en attendant la refonte des dispositifs par l'Etat et la révision des objectifs dans le cadre de l'acte 2 du projet de territoire : 100 k€ de coût net en fonctionnement et 140 k€ en investissement
  *(Actions 1.2.3, 1.2.5, 1.2.6, 1.2.7, 1.2.8 du projet de territoire)*

- **Aménagement**.
  La mission relative à la Charte paysagère confiée à l'AURA dans le cadre de son programme de travail a été achevée avec l'analyse et les préconisations en faveur de la valorisation des Grands paysages et des paysages habités.
  Cette charte est un outil pédagogique pour faciliter, à toutes les échelles, la prise en compte du paysage dans l'aménagement du territoire, mais aussi pour adapter ce territoire aux enjeux de la transition écologique et climatique tout en conservant une qualité d'habiter et de vivre ensemble dans un contexte de limitation de l'artificialisation des sols et de densification des espaces urbanisés. (34 k€ en investissement)
  (*Action 1.5.1 du projet de territoire*)

  **Mobilité** :
  Les analyses de l'enquête EMC² sur les pratiques et les modes de déplacement des habitants du territoire ont permis d'avancer dans l'élaboration d'un schéma territorial cyclable, qui se structure autour de 11 liaisons (60km) d'itinéraires cyclables structurants en faveur des déplacements domicile-travail. **La CCLLA a été désignée lauréate de l'appel à programmes « territoires cyclables » et obtenu 6,75 M€ pour la réalisation de ses liaisons cyclables.**

  Une convention de co-maîtrise d'ouvrage a été signée avec Angers Loire Métropole pour l'engagement des études de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux pour 2 des 4 premières liaisons engagées : Rochefort – Savennières, Brissac-Quincé – Mûrs-Erigné, St-Germain – Champtocé – Actiparc Atlantique, Thouarcé – Rablay – Beaulieu : 800 k€ inscrits en investissement.
  *(Actions 1.3.1 et 1.3.2 du projet de territoire)*

Co-voiturage avec l'application Klaxit : les Communautés de communes Loire Layon Aubance et des Vallées du Haut-Anjou ont financé avec la Région des Pays de la Loire les trajets en covoiturage pour encourager l'usage des mobilités partagées au niveau local. Les objectifs sont de réduire les émissions de gaz à effet de serre, réduire les points noirs de circulation aux heures de pointe, réduire la pollution de l'air et de l'eau, baisser les coûts de déplacements pour les 472 046km effectués chaque jour par les habitants pour aller travailler : 13,4 k€ en fonctionnement

Le dispositif de subvention à l'achat de vélo à assistance électrique a été reconduit avec des critères d'éligibilités optimisés et notamment un plafond de ressources. Une aide de 300€ à 450€ a ainsi été accordée à 125 foyers (soit 40 k€ environ).

- **Transition écologique**

**La CCLLA a signé avec l'ADEME un contrat d'objectif territorial (COT) et obtenu 350 k€ de subvention pour réaliser des actions en faveur de la transition écologique.**

La sensibilisation à l'adaptation et à la lutte contre le réchauffement et le dérèglement climatique d'un large public et le développement d'une culture commune sur les défis à relever est une priorité pour favoriser les coopérations et faciliter la mise en œuvre rapide des solutions. Cette sensibilisation a été lancée en interne auprès des élus et des agents avec l'organisation d'ateliers "Fresque du Climat" depuis novembre 2022 (37 ateliers organisés avec la participation de 135 élus et 226 agents).

**La conférence « Changement climatique en Loire Layon Aubance**

Une conférence-débat sur le thème du changement climatique et de ses conséquences pour le territoire de Loire Layon Aubance a été organisée le 13 septembre avec l'intervention d'Antoine CHARLOT, secrétaire général du GIEC des Pays de la Loire, rassemblant près de 250 personnes (habitants, entreprises, élus et agents territoriaux).

**Biodiversité**

**Lauréat de l'appel à projet 2023 « Atlas de la Biodiversité Communale » de l'Office Français de la Biodiversité.** Le projet de la CCLLA a été retenu et fait partie des 100 lauréats pour l'année 2023. Un financement de 200 000 €, pour 300 k€ de dépenses inscrites en 2024, a été accordé à la collectivité pour la mise en place sur 3 ans d'actions en lien avec la biodiversité (connaissance des espèces et des trames écologiques, animation auprès des scolaires et sensibilisation de tous les publics).

**La signature de la Charte pour des projets d'énergies renouvelables à gouvernance locale en Maine-et-Loire.** La Charte propose un cadre commun à des co-porteurs de projet dans les territoires pour favoriser le déploiement de projets d'énergies renouvelables à gouvernance locale à l'échelle du Maine-et-Loire. Compte tenu des nombreux projets de production d'énergie renouvelable à différents stades d'avancement ou émergents sur le territoire et l'action déjà engagée par l'association ELLA pour le développement des énergies citoyennes sur le territoire, la CCLLA en est signataire.

- **Bâtiment** :

- Construction du site technique unique pour le secteur 1 : les travaux s'achèveront dans le courant du premier semestre 2024 = 2,15 M€ TTC
- Construction d'un atelier relais à Champtocé-sur-Loire (budget Actions économiques) : les travaux s'achèveront en 2024 = 900 k€ HT (le budget actions économiques est HT)
- Extension de la maison de l'enfance à Rochefort-sur-Loire : les travaux s'achèveront au cours du premier semestre 2024 = 280 k€ TTC

- Aménagement des trois sites techniques du secteur 3 : les études sont en phase PRO (1 M€ TTC)
- Réhabilitation et extension du multi-accueil 1.2.3 Soleil à Brissac Loire Aubance les études sont en phase PRO
- Réalisation d'un schéma directeur immobilier du patrimoine bâti communautaire. Marché notifié pour 90 k€ TTC
- Lancement du concours de maitrise d'œuvre pour le regroupement des sites administratifs.

On constate donc dans ce domaine que les dépenses prévues sont plus importante que la simple lecture du CA (réalisé + RAR) ne le laisse à paraitre

- **Assainissement.** (cf rapport d'orientations budgétaires BA assainissement).
  *(Action 1.3.7 du projet de territoire)*

- **GEMAPI – Eaux pluviales :**

- Mise en œuvre de la taxe GEMAPI sur le territoire pour un montant de 700 k€
- Consultation lancée pour l'élaboration du schéma directeur des eaux pluviales. *(Action 139 du projet de territoire)*
- Mise en place d'une trame commune de document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) pour les communes situées en zone inondable.
- La finalisation des démarches pour régulariser les digues du Petit Louet et de Saint-Georges, ainsi que les travaux de renforcement, améliorent notre préparation aux inondations. Des travaux de confortement spécifiques sur la digue du Petit Louet, notamment à l'ancienne sablière aux Garennes-sur-Loire, ont été réalisés : 400 k€ en investissement +127 k€ en report
- Labellisation du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) des Vals d'Authion et de la Loire 2023-2028.
  *(Actions 1.3.1.1, 1.3.1.5, 1.2.9, 1.5.3 du projet de territoire)*

**<u>Défi n°2. L'organisation du développement à l'échelle de ce nouveau territoire</u>**

- **Actions économiques.** (cf rapport d'orientations budgétaires Budget Annexe actions économiques et lotissement)
  *(Actions 2.1.1 et 2.1.2 du projet de territoire)*
- **Tourisme :**

Le Fil artistique paysager représente en 2023 l'événement majeur de la stratégie de développement touristique durable. Ce parcours qui se déploiera jusqu'en 2026 vise à valoriser les itinérances vélo existantes (La Loire à vélo et la boucle Anjou Vignoble Villages). La première édition a été marquée par l'installation de « l'Aigrette » à la Possonnière, œuvre pérenne réalisée par Lucie Lom, et d'un parcours artistique autour de 9 réalisations par des étudiants à St Germain des Prés. dans le cadre d'un partenariat avec l'école d'art et design d'Angers (Talm) : 10 k€ en fonctionnement et 60 k€ en investissement

- **Habitat :**

Le Programme Local de l'Habitat est en cours de finalisation avec la définition des orientations et du plan d'actions, dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre confiée à l'AURA.
En complément du dispositif d'OPAH, un soutien financier a été apporté à la ville de Chalonnes pour la mise en œuvre d'une OPAH-Renouvellement urbain à réaliser dans le cadre des actions Petites Ville de Demain (9k€).
*(Actions 2.3.2.2, 2.3.3.2, 2.3.3.3 du projet de territoire).*

- **SCOT :**

Le Projet d'Aménagement Stratégique a fait l'objet de nombreuses réunions sur le volet objectifs territorialisés de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, en fonction des orientations données par le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement

Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET). Le Document d'Objectifs et d'Orientations qui déclinent réglementairement le PAS est toujours en cours d'élaboration. L'arrêt de projet du SCOT a été décalé à l'été 2024.

**Défi n°3. La qualité de l'offre de services aux habitants**

- **Voirie :**

- Elaboration d'un règlement et d'une charte de voirie communautaire : en cours pour 40 k€ TTC
- Elaboration d'un Diagnostic de l'état des chaussées dans le but d'adapter au mieux les travaux d'entretien (techniquement et financièrement) : en cours marché notifié pour 80 k€ TTC
- Etudes des projets d'aménagement des communes (553 k€ de MOE engagés en 2023) et réalisation de ceux aboutis (2,6 M€ engagés en 2023).

- **Sport**:

Le dé-transfert de la compétence sport a été entériné par les élus en décembre 2022 et acté en janvier 2023. Divers travaux liés aux opérations de dé-transfert ont été réalisés : remise en état de salles, réparations diverses pour un total de 33k€ en INV et 64 k€ en FCT.
Le contentieux relatif à la salle de St Rémy est en cours avec un chiffrage de l'expert à 1,7 M€ pour la remise en état.
Le service poursuit le suivi de la piscine du Layon (sous DSP) et le soutien financier à la natation scolaire. Concernant la piscine, le fermier demande comme en 2022 (non suivi d'effet à ce jour) une indemnité au titre de « l'imprévision » en raison des augmentations des coûts des fluides. Les négociations sont en cours et dans l'attente de la présentation du rapport annuel qui sera transmis au printemps. Une décision modificative sera présentée le cas échéant.
Enfin, les modalités de soutien à la piscine de Rochefort se sont traduites par une participation financière communautaire à la commune de 40 000 € pour les exercices 2023 à 2026, sous la forme d'un fonds de concours de fonctionnement.

- **Culture** :

L'année 2023 a été marquée par la validation d'une charte de réseau permettant de définir l'organisation du réseau des bibliothèques entre la CCLLA et les 24 bibliothèques municipales ou associatives. Cette collaboration se concrétise également par le déploiement de la carte unique
La création d'un portail internet commun permet de regrouper toutes les informations pratiques des bibliothèques et du réseau de lecture, les animations à venir et réserver l'ensemble de l'offre documentaire du territoire en un seul site (www.rezokili.fr) répondant aux objectifs de sobriété numérique (investissement : 22 520 € et fonctionnement : 9 100 €).

Le service culture a également poursuivi la mission d'accompagnement ayant permis de déboucher sur la fusion des écoles de musique. Depuis juin 2023, le Quartet est la plus grosse école de musique du Département et rassemble toute l'offre d'enseignement musical (450 428 k€ dont 28 580 €en subvention d'investissement)

**Contrat Local d'Education Artistique**

Au niveau du CLEA 2022-2023, la première édition a permis de proposer :
- 9 parcours « spectacle vivant » pour les scolaires et 2 pour le tout public, portés par Villages en scène
- 1 parcours « arts visuels » porté par la CCLLA en lien avec le Village d'artistes et le Musée Mobile (Mumo)
-1 parcours « rencontre avec une autrice », porté par le Rézokili
La CCLLA poursuit le soutien à Villages en scène (subvention de fonctionnement de 230 k€ incluant le CLEA pour 86,5 k€ et 5 k€ en investissement) et au Village d'artistes dont le fonctionnement est en

cours d'évaluation (47 k€). L'artothèque a été équipée de nouveaux éclairages plus performants et moins énergivores et des travaux d'étanchéité ont été réalisés (14,5 k€ en investissement).

- **Actions sociales**.

la Communauté de Communes Loire Layon Aubance a atteint une étape significative dans la structuration de la coopération territoriale intercommunale dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG) signée avec la CAF. Cela s'est concrétisé par la signature du contrat d'engagement le 18 avril 2023, impliquant les communes, la Communauté de communes Loire Layon Aubance, la CAF et les associations gestionnaires. Pour renforcer cette coopération, quatre chargés de coopération locaux ont été recrutés, trois en janvier et un en septembre, en complément des trois chargés de coopération thématique de la Communauté de communes Loire Layon Aubance (stratégique, Petite Enfance, Action Sociale Accueil Gens du Voyage). La CCLLA aide au financement à hauteur de 7 500€ par micro-territoire. Ce financement est complété par la CAF et les communes.
Une réflexion collective s'est engagée sur la question du maillage, du portage et de l'itinérance des France Services, ainsi que du déploiement et de l'accessibilité du numérique sur le territoire de la CCLLA.

- **Petite enfance** :

En 2023, la CCLLA a entamé les réflexions pour l'élaboration d'un schéma directeur de la politique petite enfance autour de 4 grands axes :

  - Réorganisation des Relais Petite Enfance
  - Evolution des bâtiments
  - Taux de couverture souhaité en matière d'accueil des jeunes enfants sur le territoire et l'équilibre nécessaire entre l'offre publique et privée
  - Mise en œuvre du projet social petite enfance.

Finalisation du schéma en juin 2024.
L'année a également été marquée par la continuité des projets engagés (cf batiment):

  - Extension et rénovation des locaux du multi-accueil de Rochefort-sur-Loire (280 k€ TTC)
  - A Brissac-Quincé, le projet est d'augmenter le nombre de places de 18 à 24. Les études sont en phase Pro. (estimation : 1,5 M€)
  - Ces 2 projets sont soutenus par la CAF de Maine et Loire et par le Département.

- **Accueil des gens du voyage** :

L'année 2023 a été principalement marquée par :

  - La création de 2 emplacements estivaux enherbés sur l'aire d'accueil de Chalonnes permettant ainsi l'accueil des familles lors des fortes chaleurs (11 K€) ; et la réalisation de travaux sur le réseau électrique.
  - La finalisation des études (phase pro) pour la réalisation du projet d'aménagement de l'aire d'accueil sur Brissac Loire Aubance – St Saturnin sur Loire (981 K€ en investissement).
  - La végétalisation du terrain familial de Saint Georges. Cette action a permis de créer des zones ombragées et des îlots de fraîcheur par la plantation d'érables, de jasmins et de plantes aromatiques, améliorant ainsi le cadre de vie pour les voyageurs

*(Actions 2.3.3.5 et 2.3.3.6 du projet de territoire)*

**<u>Défi n°4 Les services ressources</u>**

- **Communication** :

L'année 2023 est marquée par la mise en œuvre du plan d'actions de la stratégie de communication Loire Layon Aubance :

- Le lancement du nouveau site internet et d'un intranet dédié aux agents de la Communauté de Communes Loire Layon Aubance (44 k€)
- Le renforcement du service communication : un Community Manager a été intégré pour dynamiser notre présence en ligne
- La refonte du magazine communautaire : l'Actu'

Le budget com était passé de 60 k€ en 2021 à 120 k€ en 2022 et se solde à 113 k€ en 2023.

- **DSIP :**

**Ressources numériques**.

L'année 2023 a été l'occasion de repenser le schéma directeur informatique pour la période 2023-2026 en définissant de nouveaux enjeux autour de la collaboration, de la mutualisation, de la gestion de la donnée, et du sujet d'actualité qu'est la sécurité informatique et la Cyberdéfense, mais aussi en initiant une réflexion autour des nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle.

Une politique d'achat et d'usage numérique responsable a été formalisée avec pour objectif de moderniser le parc informatique tout en utilisant, d'ici 2026, un parc de machines (ordinateurs, écrans, smartphone) composé de 50% de matériels reconditionnés.

En investissement, 2023 a été marqué par le renouvellement du logiciel finances RH (25 k€)

Le budget des ressources numériques qui regroupe tous les besoins de la CCLLA (matériels – PC, photocopieurs…- logiciels - à l'exception de certains logiciels métiers portés par les services,- infrastructures) s'établit en 2023 à 328 k€ en FCT (contre 331,5 k€ en 2022) et 138,5 en INV (63,5 k€ en 2022)

**Système d'information Géographique (SIG)**

L'année 2023 a été marquée par l'installation, le paramétrage et les tests du nouveau SIG. (49 k€ en investissement).

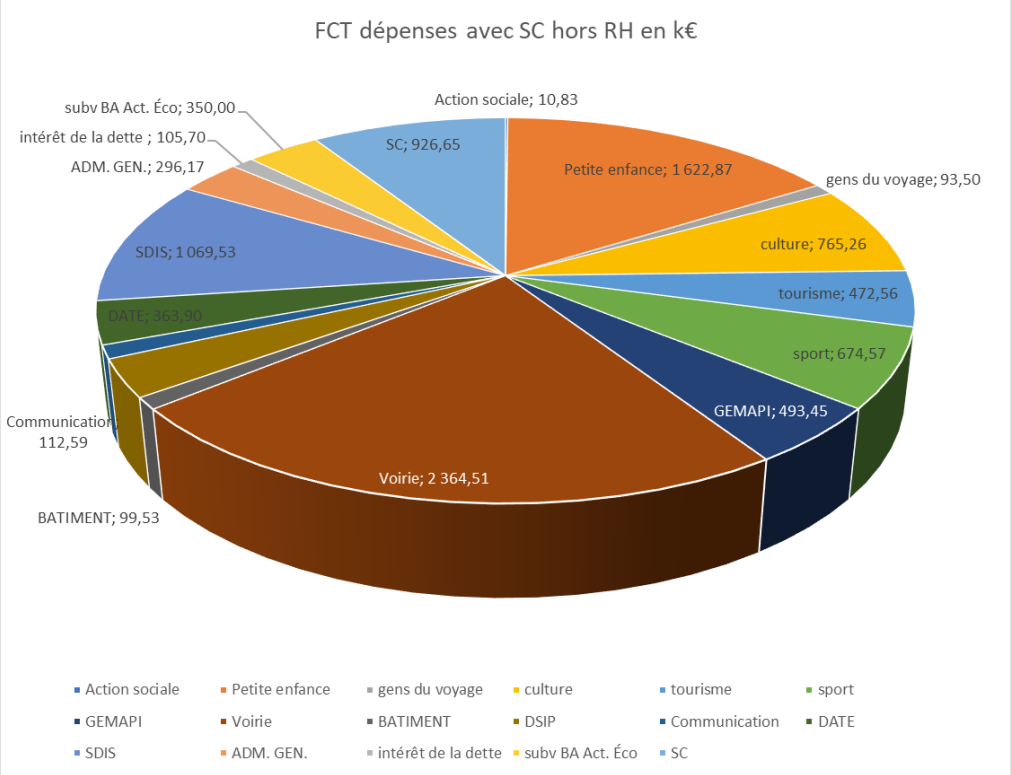
- **Les services communs**

- Services techniques : ils pèsent pour 5,1 M€ dans les charges de personnel de la CCLLA et environ 900 k€ de dépenses au chapitre 011(charges à caractère général)
  Les travaux du site technique secteur 1 seront achevés au premier semestre 2024 pour 2,15 M€ (subvention attendue 397 k€) et pour le secteur 3, les études de maitrise d'œuvre en sont au stade Pro. Pour le secteur 4, les DGD ont été soldés, la subvention régionale a été encaissée pour 161 k€ ; il ne manque que la DETR pour environ 300 k€. Quelques travaux ont aussi été réalisés sur le secteur 2 pour 75 k€. 830 k€ ont été dépensés pour acquérir du matériel technique à l'échelle des 5 territoires.

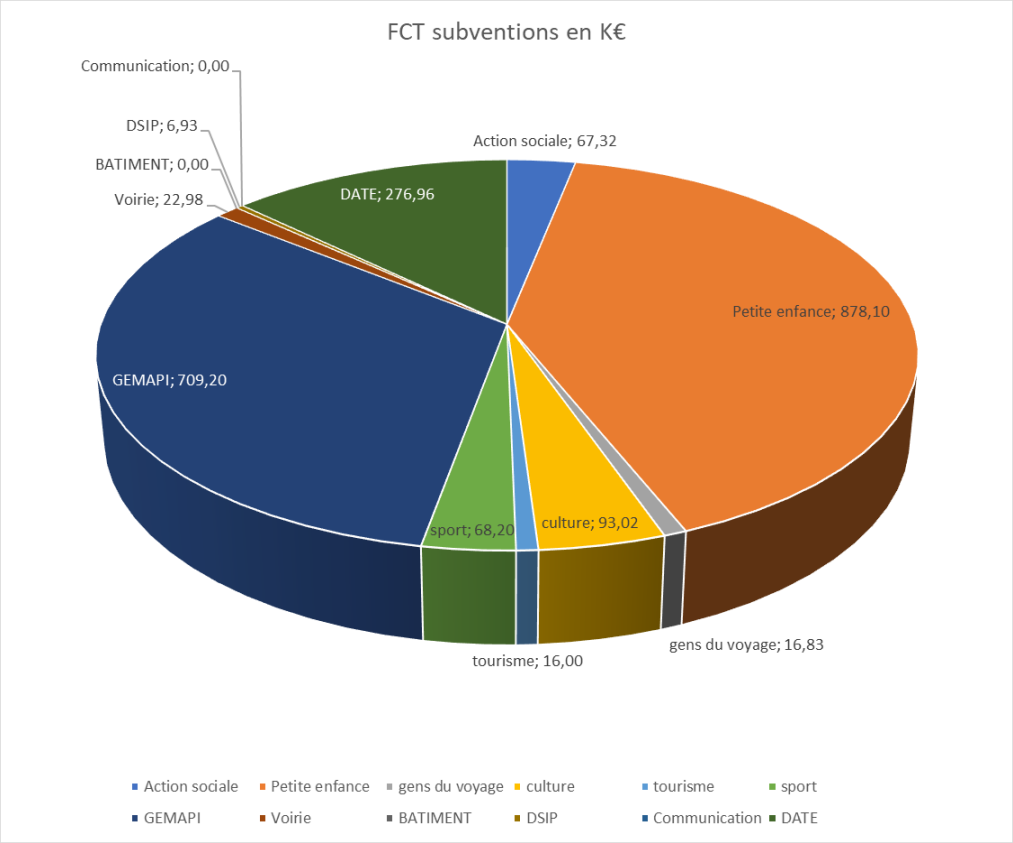
- ADS : en 2023, le cout du service augmente de 28 k€ par rapport à 2022 ; cela est dû principalement au renfort du service en RH (+25 k€).

Total en FCT pour les politiques publiques concernées :

**10 141 k€**

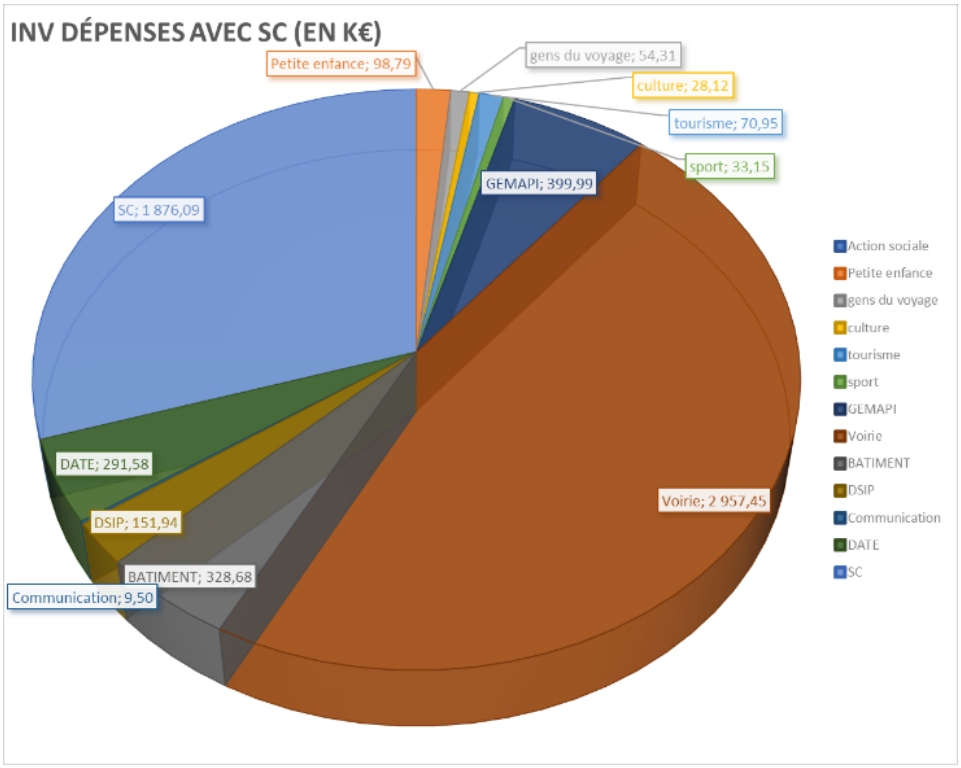



**2 155 k€**

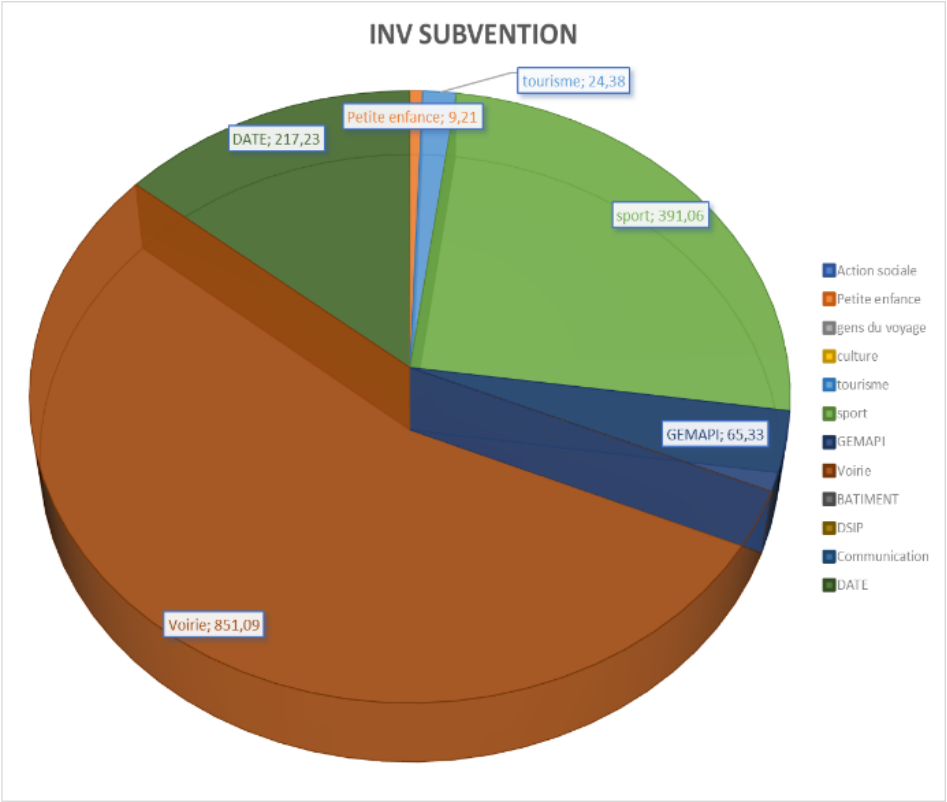


Total en INV pour les politiques publiques concernées :

**6 300 k€**



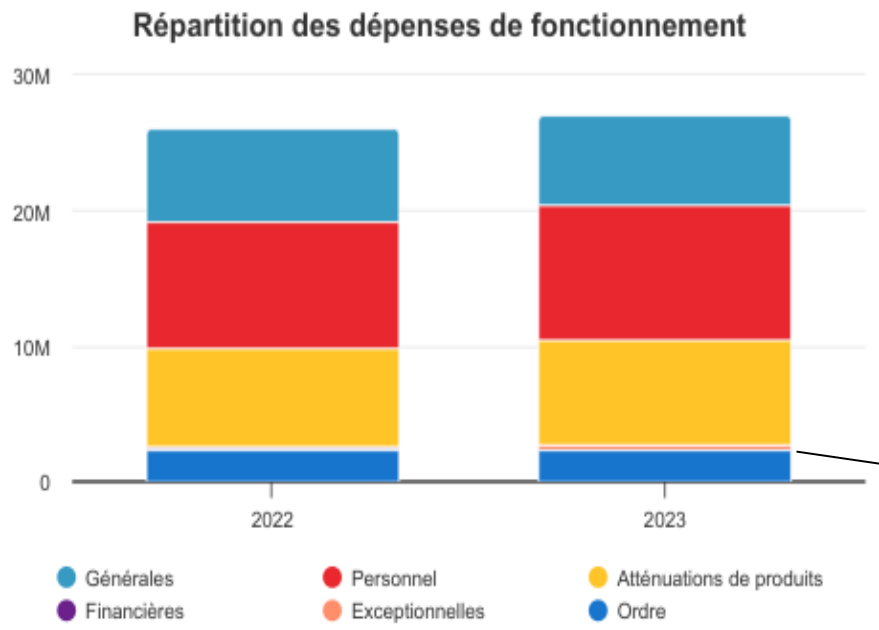

**1 158 K€**



## 2.2.2 L'exécution budgétaire 2023

### *2.2.2.1 Dépenses de fonctionnement 2023*

| | Total des dépenses réelles de fonctionnement | Variation DRF | Corrigée RI en 2022 |
|---|---|---|---|
| 2022 | 27 435 709,44 | 25.52 % | 6,87 % |
| 2023 | 28 770 305,27 | 4.86 % | |




**Evolution 2023/2022**

**6,6 M€** - 230 K€ = -110 k€ petite enfance nouveau mode de calcul, -250 k€ dé-transfert sport, - 120 k€ d'étude

+3,3 % pour les autre politique publiques

**10 M€** : + 580 k€ = année pleine de la réorganisation

**7,7 M€** : +515 k€ dont 480 de reversement à 3 R D'Anjou

+ 220 k€ d'autres charges
+150 k€ de charges exceptionnelles
+ 212 k€ de provisions

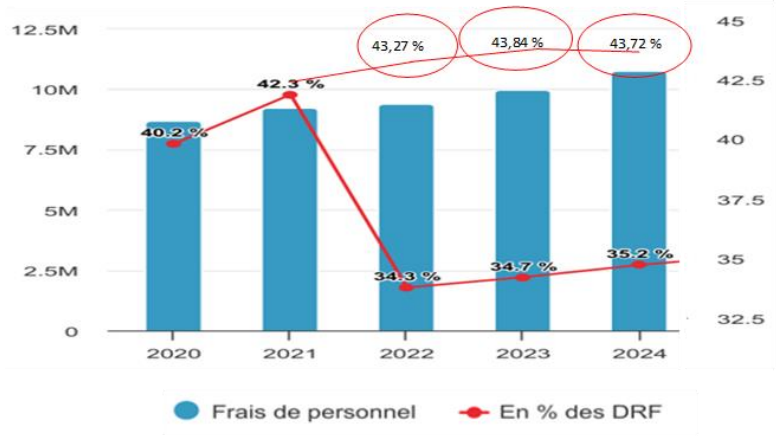
La répartition des dépenses est la suivante :

| | 2022 | % D Réelle | 2023 | % D Réelle | Observations |
|---|---|---|---|---|---|
| Charges à caractère général | 6 849 893,81 | 25 % | 6 618 269,87 | 23 % | - 230 K€ = -100 k€ petite enfance nouveau mode de calcul, -250 k€ dé-transfert sport, - 120 k€ d'étude<br>+3,3 % pour les autre politique publiques |
| Charges de personnel | 9 405 180,07 | 34 % | 9 986 819,93 | 35 % | Réorganisation en année pleine |
| Atténuations de produits | 7 208 789,67 | 26 % | 7 723 384,99 | 27 % | + 480k€ RI 2023 reversée : 5,9 M€ |
| Autres charges de gestion courante | 3 626 343,88 | 13 % | 3 848 694,38 | 13 % | +100 k€ pour le BA Act.éco. ; 40 k€ pour piscine Rochefort ; + 60 k€ pour le SDIS ; +90 k€ en Gemapi et -90 k€ en petite enfance |
| Provisions | 99 399,00 | 0 % | 212 909,00 | 1 % | assurance du personnel communautaire hors SC |
| **Total des dépenses de gestion courante** | **27 189 606,43** | **99 %** | **28 390 078,17** | **99 %** | |
| Charges financières | 117 020,24 | 0 % | 105 696,62 | 0 % | Des Remboursements anticipés qui limitent la charge de la dette |
| Charges exceptionnelles (Hors cessions d'immo.) | 129 082,77 | 0 % | 279 790,77 | 1 % | 144 k€ indemnité imprévision TPPL |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | **27 435 709,44** | **100 %** | **28 775 565,56** | **100 %** | |
| Dépenses de fonctionnement, opérations d'ordre | 2 325 512,42 | | 2 373 359,57 | | Régularisation Vente bâtiments Thouarcé pour 490 k€ + 1860 k€ d'amortissement |
| **TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT** | **29 761 221,86** | | **31 148 925,13** | | |

- Frais de personnel

Coefficient de rigidité : charges de personnel / DRF

| | 2022 | 2023 |
|---|---|---|
| Sans correction | 34,3 % | 34,7 % |
| Corrigé RI | 43,27 % | 43,84 % |
| **Poids des seuls service communautaire BP** | **24,5 %** | **26 %** |




| Dépenses RH refacturées | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|
| ASSAINISSEMENT | 66 320 | 210 395 | 295 760 | 327 474 |
| ADS | 202 386 | 188 249 | 226 524 | 241 576 |
| SC | 4 466 042 | 4 734 635 | 4 920 852 | 4 962 790 |
| St Jean | 25 921 | 29 453 | 37 546 | 39 816 |
| **Total** | **4 760 669** | **5 162 732** | **5 480 682** | **5 571 656** |
| | | | | |
| évolution | | 8,45% | 6,16% | 1,66% |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Cout total RH | 8 674 506,44 | 9 239 78,70 | 9 405 180,07 | 9 986 819,93 |
| évolution | | 6,52% | 1,79% | 6,18% |
| à la charge CCLLA | 3 913 837,56 | 4 076 996,33 | 3 924 498,00 | 4 415 164,21 |
| évolution | | 4,17% | -3,74% | 12,50% |

2023 :

- Mise en place de la nouvelle organisation en année pleine + poste en communication =350 k€

- Renfort = 75 k€

- hausse de la valeur du point d'indice (98 k€)

- Les charges de fonctionnement (chapitre 011)

| | Charges à caractère général | Dont service commun | Variation charges à caractère général |
|---|---|---|---|
| 2022 | 6 849 893,81 | 792 000.00 | 11.63 % |
| 2023 | 6 618 269,87 | 855 000.00 | -3.38 % |

Les charges liées aux services communs techniques augmentent de 7,9 % de manière diverse selon les secteurs et pour des raisons exceptionnelles vues en commission de gestion. La baisse générale est liée à la restitution des équipements sportifs (250 k€), au nouveau mode de calcul de la CAF qui reverse directement aux gestionnaires en matière de petite enfance (-100 k€ avec parallèlement une baisse de recettes conséquente) et il a été réalisé moins d'études qu'en 2022 (-120 k€). Pour le reste des politiques publiques, on constate une hausse globale d'environ 5 %.

Le détail des charges à caractère général les plus importantes (chapitre 011) :

| | 2022 | % D Réelle | 2023 | % R Réelle | |
|---|---|---|---|---|---|
| 615231 - Voiries | 1 639 822,06 | 24 % | 1 640 635,72 | 25 % | |
| 611 - Contrats de prestations de services | 1 357 508,06 | 20 % | 1 200 049,42 | 18 % | -100 k€ en petite enfance et -50 k€ pour la DATE |
| 62875 - Remboursements de frais Aux communes | 666 853,17 | 10 % | 780 500,00 | 12 % | Convention petite enfance avec Chalonnes |
| 60622 - Carburants | 441 713,89 | 6 % | 411 531,03 | 6 % | Niveau stable |
| 6284 - Redevances pour services rendus | 177 718,79 | 3 % | 316 260,28 | 5 % | Piscine (5 trimestres rejet trésorerie fin d'année 2022)+ RI |
| 61551 - Matériel roulant | 264 237,02 | 4 % | 214 965,51 | 3 % | Légère baisse : renouvellement du matériel |
| 60612 - Énergie - Électricité | 268 498,61 | 4 % | 184 419,60 | 3 % | Détransfert sport |
| 60633 - Fournitures de voirie | 113 806,13 | 2 % | 177 750,86 | 3 % | |
| 6068 - Autres matières et fournitures | 68 146,30 | 1 % | 140 230,73 | 2 % | |
| 60632 - Fournitures de petit équipement | 88 253,97 | 1 % | 132 672,27 | 2 % | |
| 6156 - Maintenance | 139 259,98 | 2 % | 115 990,35 | 2 % | |
| 6168 - Autres | 104 824,93 | 2 % | 103 912,84 | 2 % | assurance |
| 61558 - Autres biens mobiliers | 105 341,68 | 2 % | 101 051,37 | 2 % | Stabilisation des réparations de matériels |
| 615221 - Bâtiments publics | 107 734,75 | 2 % | 100 066,89 | 2 % | |
| 6184 - Versements à des organismes de formation | 73 780,73 | 1 % | 99 096,84 | 1 % | |
| 617 - Études et recherches | 197 988,99 | 3 % | 80 438,22 | 1 % | En 2022 : Audit (10k€), PFF (32k€), stratégie de com (40k€), enquête mobilité (85k€), musée (14 k€), fin étude SMITOM 15k€<br>2023 : fin du PFF pour 22 k€, école musique pour 8k€, fin audit SC 17k€, zone blanche 11 k€, cerema 10 k€ |
| 6262 - Frais de télécommunications | 120 120,57 | 2 % | 73 237,64 | 1 % | Nouveaux contrats |
| 6283 - Frais de nettoyage des locaux | 243 684,82 | 4 % | 66 387,64 | 1 % | Détransfert sport |
| Autres | 670 599.36 | 10 % | 679 072,66 | 10 % | |
| **TOTAL** | **6 849 893,81** | | **6 618 269,87** | | |

- charges de gestion courante

Elles comprennent les dépenses du chapitre 65.

| | Autres charges de gestion courante | Variation autres charges de gestion courante |
|---|---|---|
| 2022 | 3 626 343,88 | -18.22 % (contribution SMITOM en – /2021) |
| 2023 | 3 848 694,38 | 6.13 % |

Le détail des autres principales charges de gestion courante (chapitre 65) :

| | 2022 | % R Réelle | 2023 | % R Réelle | |
|---|---|---|---|---|---|
| 6553 - Service d'incendie | 1 010 197,00 | 28 % | 1 069 531,00 | 28 % | |
| 6574 - Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé | 1 058 731,40 | 29 % | 963 797,00 | 25 % | Baisse liée à la petite enfance : 130 k ; + 10 k€ pour écoles de musique + 15 k€ pour le village d'artistes |
| 65548 - Autres contributions | 475 756,08 | 13 % | 569 769,23 | 15 % | GEMAPI |
| 657363 - A caractère administratif | 250 000,00 | 7 % | 350 000,00 | 9 % | BA actions éco |
| 65737 - Autres établissements publics locaux | 250 923,00 | 7 % | 207 160,00 | 5 % | VES |
| 6531 - Indemnités | 180 015,62 | 5 % | 202 037,16 | 5 % | |
| 6512 - Droits d'utilisation - informatique en nuage | 159 561,18 | 4 % | 175 093,12 | 5 % | Renouvellement logiciels finances RH pour 15 k€ |
| 657358 - Autres groupements | 88 048,00 | 2 % | 106 348,00 | 3 % | SIRSG |
| 657341 - Communes membres du GFP | 0,00 | 0 % | 60 087,00 | 2 % | Piscine de Rochefort – reversement subvention perçue pour les communes « grandir en milieu rural » |
| 6534 - Cotisations de sécurité sociale - part patronale | 46 533,78 | 1 % | 49 445,48 | 1 % | |
| 6558 - Autres contributions obligatoires | 31 275,00 | 1 % | 35 275,00 | 1 % | |
| 65738 - Autres organismes publics | 1 864,00 | 0 % | 22 148,00 | 1 % | ADIL |
| 6533 - Cotisations de retraite | 14 575,20 | 0 % | 17 034,64 | 0 % | |
| 6541 - Créances admises en non-valeur | 31 142,82 | 1 % | 12 111,69 | 0 % | |
| 6542 - Créances éteintes | 26 712,04 | 1 % | 6 001,10 | 0 % | |
| Autres | 1 008,76 | 0 % | 2 855,96 | 0 % | |
| **TOTAL** | **3 626 343,88** | | **3 848 694,38** | | |

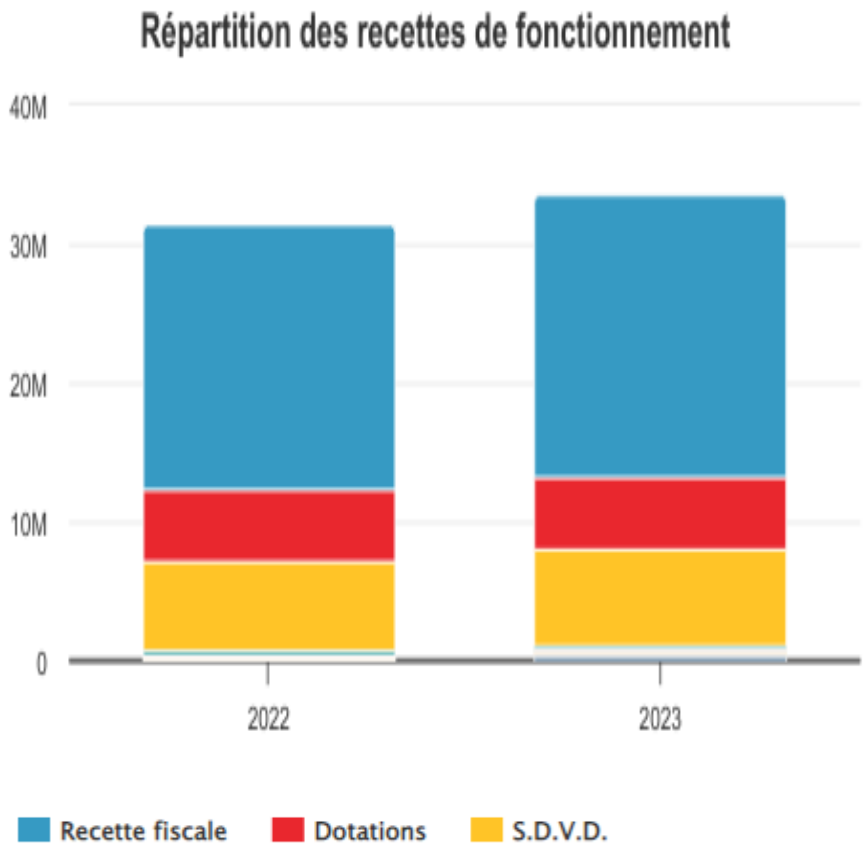
TABLEAU SUBVENTIONS VERSEES

| | VERSEE 2022 | VERSEE 2023 | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| **ECOLES DE MUSIQUE** | 414 328 | 450 428 | 23 580 € en INV |
| **CULTURE** | 281 423 | 254 005 | Village d'artistes 46 845 € ; VES 166 210 € ; CADC : 40 950 € |
| **TOURISME** | 367 140 | 373 140 | Musée + OT |
| **PETITE ENFANCE** | 332 811 | 216 812 | Bonus territoire perçu par les associations en direct |
| | **1 358 698 €** | **1 319 086 €** | |

### *2.2.2.2 Recettes de fonctionnement 2023*

| | Total des recettes réelles de fonctionnement | Variation RRF | Variation corrigée RI |
|---|---|---|---|
| 2022 | 31 429 054,78 | 21.0 % | 6,7 % |
| 2023 | 33 267 266,62 | 5.85 % | |




SDVD = produit des services et du domaine, ventes diverses (Chap. 70)

= reversement REOM/RI au syndicat 3R D'Anjou pour 5,5 M€

Les évolutions sont les suivantes :

| | 2022 | % R Réelle | 2023 | % R Réelle | |
|---|---|---|---|---|---|
| Impôts et taxes | 19 108 898,41 | 61 % | 20 402 344,89 | 61 % | Taxe Gemapi pour 700 k€ |
| Dotations et subventions | 5 134 535,87 | 16 % | 5 177 342,37 | 16 % | + 200 k€ de FCTVA +200 k€ de compensation de l'Etat mais 360 k€ de subvention en moins de la part de la CAF |
| Autres produits courants stricts (chap 70, 75, 78 ) | 6 605 959,71 | 21 % | 7 162 566,54 | 22 % | + 480 k€ de RI |
| Atténuations de charges | 162 286,22 | 1 % | 221 353,67 | 1 % | Remboursement CDG et Sécurité sociale |
| **Total des recettes de gestion courante** | **31 011 680,21** | **99 %** | **32 963 607,47** | **99 %** | |
| Produits financiers | 1 941,48 | 0 % | 1 700,00 | 0 % | |
| Produits exceptionnels (Hors cessions d'immobilisations) | 415 433,09 | 1 % | 301 959,15 | 1 % | Remboursements d'assurance |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | **31 429 054,78** | **100 %** | **33 267 266,62** | **100 %** | |
| Recettes de fonctionnement, opérations d'ordre | 21 041,56 | | 369 914,37 | | Amortissement des subventions |
| Produits des cessions d'immobilisations | 964 484,99 | | 271 562,00 | | Vente maison de la santé en 2022 – vente bâtiments Thouarcé en 2023 |
| Excédent de fonctionnement reporté | 9 679 834,89 | | 10 380 797,52 | | |
| **=== TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ===** | **42 094 416,22** | | **44 289 540,51** | | |
| Excédent ou déficit de fonctionnement | 12 333 194,36 | | **13 155 615,38** | | |

- En matière de fiscalité :

| | Base nette Foncier Bâti | Variation FB | Base nette Foncier non bâti | Variation FNB | Base nette CFE | Variation CFE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2022 | 47 373 387 | 4.74 % | 3 835 971 | -0.72 % | 12 452 522 | -22.18 % |
| 2023 | 51 494 000 | 8.7 % | 4 112 000 | 7.2 % | 13 189 513 | + 5,9 % |
| Evolution physique des bases | 757 103 | 1.47 % | 3 675 | 0.09 % | 323 032 | 2.24 % |

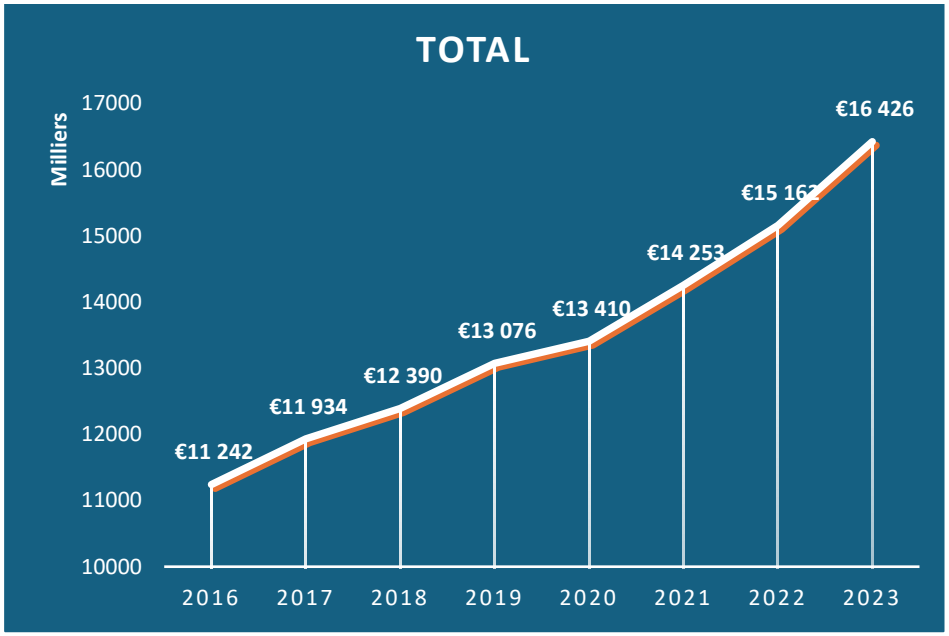



Schéma Fiscalité hors taxe GEMAPI – hors AC - avec bases comparables malgré les réformes (incluant les compensations de l'Etat comptabilisées en chapitre 74)

En 2023, la revalorisation loi de finances à + 7.1 % génère une augmentation très importante du produit des impositions

Les bases physiques de TFPB augmentant de 1,47% (+757 103 de base) contre 1,24 % en 2022 (+589 000 de base).

Pour la CFE même constat avec une évolution des bases physiques de 2,24 % contre 2,4 % en 2022

| | 2022 | % R Réelle | 2023 | % R Réelle | |
|---|---|---|---|---|---|
| 7382 - Fraction de TVA | 6 403 131,00 | 34 % | 6 573 989,00 | 33 % | Compensation TH |
| 73111 - Taxes foncières et d'habitation (RS) + CFE | 4 998 842,00 | 26 % | 5 455 560,00 | 26 % | |
| 73211 - Attribution de compensation | 3 178 782,00 | 17 % | 2 956 727,05 | 17 % | Dé-transfert sport |
| 7388 - Autres taxes diverses (ex CVAE) | 2 117 271,00 | 11%0 % | 2 302 394,00 | 11 % | |
| 73223 - FPIC | 947 189,00 | 5 % | 908 392,00 | 5 % | |
| 7346 - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention de inondations | 0,00 | 0 % | 700 452,00 | 3 % | Taxe GEMAPI |
| 7328 - Autres reversements de fiscalité | 336 830,08 | 2 % | 562 097,19 | 3 % | Part 2 des services communs |
| 73113 - Taxe sur les surfaces commerciales | 488 248,00 | 3 % | 495 582,00 | 2 % | Quelques impayés constatés qui seront reversés en 2024 |
| 73114 - Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau | 254 495,00 | 1 % | 277 232,00 | 1 % | |
| 7318 - Autres impôts locaux ou assimilés | 317 958,00 | 2 % | 167 280,00 | 1 % | |
| 7362 - Taxes de séjour | 60 333,31 | 0 % | | | Taxe 2023 perçue mais non enregistrée en comptabilité : correction à faire sur 2024 |
| **TOTAL** | **19 108 898,** | | **20 402 344.89** | | |

- Les dotations et participations :

Les dotations et participations comprennent les recettes du chapitre 74 hors dotation globale de fonctionnement.

| | 2022 | % R Réelle | 2023 | % R Réelle | |
|---|---|---|---|---|---|
| 74834 - État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières | 942 500,00 | 42 % | 1 164 255,00 | 51 % | +7,1 % revalorisation loi de finances |
| 744 - Dotations : régularisation de l'exercice écoulé | 158 141,74 | 7 % | 362 388,17 | 16 % | FCTVA |
| 7478 - Autres organismes | 561 571,43 | 25 % | 260 176,56 | 11 % | CAF : CEJ 2022 = 550 k€ ; CEJ 2023 : 153.5 k€ + chargé de coopération CTG 35 k€ + CLIC + DRAC |
| 7472 - Régions | 53 179,33 | 2 % | 179 882,60 | 8 % | Poste mobilité leader (50 k€), HTH (30 k€), sentier rando (36 k€), mobilité douce (23 k€), PTRE (39 k€), enquête mobilité (8 k€), chiroptères (9 k€) |
| 74833 - État - Compensation au titre de la Contribution Economique Territoriale taxe ) | 135 625,00 | 6 % | 158 642,00 | 7 % | |
| 7473 - Départements | 223 649,00 | 10 % | 144 270,14 | 6 % | Clic, OPAH, CLEA, tourisme, musée (en 2022 la subvention CADC a été perçue par anticipation pour 2023 = 40 k€)) |
| 74718 - Autres | 71 300,00 | 3 % | 8 450,00 | 0 % | |
| 7488 - Autres attributions et participations | 10 296,37 | 0 % | 8 331,53 | 0 % | |
| 74748 - Autres communes | 23 791,00 | 1 % | 8 090,37 | 0 % | |
| 74758 - Autres groupements | 0,00 | 0 % | 2 500,00 | 0 % | |
| Autres | 72 212,00 | 3 % | 0,00 | 0 % | |
| **TOTAL** | **2 252 265,87** | | **2 296 986,37** | | |
| | | | | | |

La dotation globale de fonctionnement (DGF), instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement opéré sur le budget de l'État et distribué aux collectivités locales.

| | DGF | Variation DGF | DGF par habitant | DGF par habitant - Moyenne Nationale |
|---|---|---|---|---|
| 2022 | 2 882 270,00 | 1.44 % | 51,11 | 49,00 |
| 2023 | 2 880 356,00 | -0.07 % | 51,08 | 49,00 |

Les autres recettes sont constituées des chapitres 70 et 75.

| | 2022 | % R Réelle | 2023 | % R Réelle | Observations |
|---|---|---|---|---|---|
| 70611 - Redevance d'enlèvement des ordures ménagères | 5 449 474,80 | 84 % | 5 911 735,13 | 84 % | RI 2023 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 70875 - Remboursements de frais par les communes membres du GFP | 449 833,77 | 7 % | 682 683,99 | 10 % | Convention petite enfance avec Chalonnes + fluides salles de sport |
| 70841 - Mise à disposition de personnel facturée aux budgets annexes, régies municipales, C.C.A.S. et caisse des écoles | 291 607,99 | 4 % | 332 808,49 | 5 % | Budgets ass. Co. et ANC ; le BA act.éco supporte directement les charges RH |
| 70845 - Mise à disposition de personnel facturée aux communes membres du GFP | 89 071,47 | 1 % | 50 093,25 | 1 % | St Jean de la Croix et archivage à Chaudefonds |
| 704 - Travaux | 3 070,99 | 0 % | 22 983,29 | 0 % | Remboursement des bateaux voirie |
| Autres | 224 500,95 | 3 % | 40 172,96 | 1 % | |
| **TOTAL** | **6 507 559,97** | | **7 040 477,11** | | |

| | 2022 | % R Réelle | 2023 | % R Réelle | Observations |
|---|---|---|---|---|---|
| 752 - Revenus des immeubles | 98 000,20 | 100 % | 106 908,07 | 100 % | |
| 7588 - Autres produits divers de gestion courante | 399,54 | 0 % | 181,36 | 0 % | |
| **TOTAL** | **98 399,74** | | **107 089,43** | | |

### *2.2.2.3 Dépenses d'investissement 2023*

Environ 6,8 millions d'investissements réalisés en 2023 (+1,3 M€ /2022) et environ 5,15 M€ de restes à réaliser (dont 1 088 k€ pour compte de tiers) et notamment :

- 2,1 M€ de travaux de voirie (450 k€ en Reste à Réaliser - RAR) et 570 k€ de matériels (+383 k€ en RAR)

- 850 k€ d'acquisition de matériels pour les services communs (+431 k€ en RAR)
- 880 k€ pour l'achèvement du CT sur le secteur 1 (+1,25 M€ de RAR) et 425 k€ de RAR pour le secteur 3 (acquisition des CT et MOE)
- 40 k€ d'aide à l'acquisition de vélos électriques et 140 k€ pour la rénovation énergétique des logements
- 55 k€ pour la maison de l'enfance de Rochefort + 270 k€ de RAR
- 400 k€ en GEMAPI + 127 k€ de RAR
- 100 k€ de matériels/outils informatiques +45 k€ en RAR
- 100 k€ d'études aménagement : PLH, schéma cyclable, Charte paysagère
- 200 k€ pour l'achèvement des modulaires de St Georges
- 84 k€ = solde des FDC Loire Layon
- Schéma directeur immobilier = 88 k€ en RAR
- 423 k€ de travaux en co-maitrise d'ouvrage (1 088 k€ en RAR)

| | 2022 | RAR | 2023 | *RAR* | Observations |
|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses d'équipement brut | 4 735 296,92 | *4 417 617.77* | 6 575 727,01 | *5 150 755.45* | DONT 1088 K€ = op. Pour compte de tiers |
| Dépenses financières d'investissement | 1 165 170,40 | *112 037.00* | 345 385,13 | | Subvention d'équipement |
| Remboursement de capital | 526 299,14 | | 1 145 960,51 | | Rembst anticipé pour 750 k€ |
| Opérations d'ordre | 32 297,55 | | 717 707,16 | | |
| **Dépenses d'investissement** | **6 459 064,01** | ***4 529 654.77*** | **8 784 779,81** | ***5 150 755.45*** | |

De nombreux projets sont lancés même si les dépenses ne sont pas juridiquement et donc comptablement engagées : TAGV et multi-accueil à Brissac Loire Aubance, le CT du secteur 3….

### *2.2.2.4 Recettes d'Investissement 2023*

| | 2022 | RAR | 2023 | RAR | Observations |
|---|---|---|---|---|---|
| Dotations (FCTVA) et subventions | 4 016 825,25 | 3 149 108.46 | 5 080 222,95 | 1 314 581,48 | **1,5 M€ de subventions encaissées :** 391 k€ pour salles de sport |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 162 k€ pour CT 4<br>73 k€ pour la DATE dont 60 k€ pour Atlas<br>143,5 k€ pour bornes et véhic. Elec.<br>747 k€ en voirie + 100 € de FDC |
| Réduction réelle des dépenses d'investissement | 16 964,17 | | 15 311,28 | | |
| Autres recettes réelles d'investissement (hors emprunts) | 60 831,70 | 931 681,25 | 637 805,77 | 1210 596,75 | |
| Opérations d'ordre | 2 336 768,41 | | 2 721 152,36 | | |
| Excédent d'investissement reporté | 1 135 523,79 | | 1 163 468,22 | | |
| Excédent capitalisé 1068 | 55 618,91 | | 1 952 396,84 | | |
| **Recettes d'investissement** | **7 622 532,23** | 4 080 789,71 | **11 570 357,42** | **2 525 178,23** | |

## 2.3 Orientations budgétaires proposées pour 2024

Le Pacte financier et fiscal fixe quelques caps à respecter :

- Respect des ratios de CAF nette (15% en réalisé), de capacité de désendettement (8 ans) et de fonds de roulement en fin d'exercice (au moins 3 M€)
- Augmentation du taux de CFE en utilisant la majoration spéciale
- Répartition du FPIC pour soutenir les communes fragiles et reversement sur la part communautaire des IFER photovoltaïques et éoliennes
- Inscription d'une enveloppe annuelle de fonds de concours d'investissement de 420 k€ soit 2,5 M€ sur une période de 6 années

L'année 2024 verra également la mise en œuvre de l'acte 2 du projet de territoire : environ 550 k€ de dépenses supplémentaires en fonctionnement et plus de 3M€ en Investissement qui s'ajoutent aux projets déjà engagés pour environ 14 M€ hors voirie soit un total de 17 M€.

### 2.3.1 Le projet politique pour 2024

2024 sera donc la première année du plan d'action 2024/2026 du projet de territoire.
Sur ces bases, les orientations stratégiques pour l'année 2024 sont les suivantes :

**Défi n°1. L'urgence environnementale et climatique**

***La collectivité a signé avec l'ADEME le Contrat d'objectif territorial pour financer des actions en faveur de la transition écologique : 350 k€ en tout dont 75 k€ pour le BP 2024***

- **Habitat – rénovation énergétique de logements :**
  Poursuite et renforcement des dispositifs de conseils en matière de rénovation de l'habitat pour les habitants
  Étant donné que la rénovation d'un logement contribue significativement au confort, aux économies d'énergie, et s'avère indispensable pour la transition écologique, le dispositif actuel est confirmé et renforcé pour l'année 2024. Des points d'accueil spécifiques ont été identifiés dans les 4 France Services du territoire afin d'assister les personnes dans l'orientation de leurs projets de rénovation. (144 k€).

- **Aménagement/transition écologique**.

  **Patrimoine naturel et paysager** :
  Réalisation de l'Atlas de la Biodiversité Communal d'échelle intercommunale, (300 k€ en investissement avec 140 k€ de subvention en plus des 60 k€ déjà perçus en 2023).
  Dans le cadre de l'aménagement de l'Actiparc Anjou Atlantique, la plantation d'une bande boisée en frange ouest est en cours de finalisation. (30 k€ en investissement)

  **Mobilité** : **La CCLLA est lauréate de l'appel à programmes « Territoires cyclables »**

  - **Développement de l'usage du vélo et du covoiturage pour les trajets du quotidien**
    - Réaliser les 11 liaisons cyclables communautaires (13,5 M€HT sur la période avec au moins 50 % de prise en charge et 2,13 M€TTC à inscrire en 2024),
    - subventions versées pour l'achat de Vélo à Assistance Electrique (50 k€ d'aide proposés pour le BP 2024),
    - programme de recherche-action avec le Collège des Transitions écologiques et sociétales pour accompagner les changements de pratiques visant à augmenter la part

modale du vélo, pour les déplacements du quotidien (2% actuellement pour les déplacements tous motifs, EMC²) (23 k€).

- Continuer la promotion du covoiturage en doublant le nombre de trajets annuel passant par une plateforme. (30k€)
- **Elaboration du Plan de Mobilité simplifiée :36,75 k**
- **Elaboration du Schéma directeur de la Transition Energétique :** définir les objectifs de sobriété énergétique et de développement des énergies renouvelables et la programmation des projets à mettre en œuvre par filière (priorité : éolien, photovoltaïque en toiture, en ombrières de parking ou sur sols anthropisés) pour atteindre ces objectifs : 40 k€ dont 80% de subvention.

- **Assainissement.** (cf rapport d'orientations budgétaires BA assainissement).
- **GEMAPI – Eaux pluviales.**

Les priorités 2024 sont les suivantes :

- Lancement du schéma directeur des eaux pluviales.(1 050 k€)
- Réalisation de diagnostics de vulnérabilité aux inondations d'habitations/bâtiments publics/entreprises/lieux culturels (fait par EPL estimé à 80 k€)
- Conception et pose de panneaux d'information sur le rôle des digues du Petit Louet et de Saint-Georges-sur-Loire.(5 k€)
- Etudes sur les remblais de l'île de Chalonnes et sur le val du Louet (50k€).
- Etudes et travaux sur les systèmes d'endiguement classés : (904 k€ en dépenses et 621 k€ en recettes)
    - Digue du Petit Louet : travaux de fiabilisation au droit de la RD160 et sous l'A87
    - Digue de Saint-Georges : travaux de génie civil sur certains ouvrages traversants et travaux de confortement au niveau de la RD 15
- Poursuite des programmes d'actions des syndicats de bassin dans le cadre des CT Eau. (395 k€ de contributions aux syndicats)

- **Bâtiment** :

- Remise du schéma directeur immobilier et énergétique du patrimoine bâti communautaire (90 k€).
- Poursuite des travaux de transition écologique et de rénovation thermique : changement éclairage par LED, isolation thermique (43 k€).

**<u>Défi n°2. L'organisation du développement à l'échelle de ce nouveau territoire</u>**

- **Actions économiques.** (cf rapport d'orientations budgétaires Budget Annexe actions économiques et lotissement)
- **Tourisme**.
    - Déploiement du fil artistique paysager : 13 800 € en fonctionnement et 65 200 € en investissement. Subventions acquises du Département : 110 000 € HT et de la Région : 86 580 € pour la période 2024-2026 - 62600 € du programme leader pour l'édition 2023.
    - Organisation en lien avec les acteurs du territoire de l'inauguration du circuit équestre européen d'Artagnan 10 K€
    - Travaux aux Malécots : 10 800 € en fonctionnement.
    - Office de tourisme (OT) : 900 € de travaux d'entretien du bâtiment en fonctionnement et 1 040 € en investissement. Subvention de fonctionnement à l'association gestionnaire : 347 200 €. Une mission d'accompagnement par un prestataire sera engagée afin de définir et mettre en place un nouveau statut pour l'OT en janvier 2025 (35 k€ en FCT).

- Musée : 14 800 € pour le fonctionnement (fluides, maintenances, matériel de conservation) ; 3 250 € de petits travaux et 25 940 € de subvention à l'association des amis de la vigne et du vin.
- Poursuite de l'étude oenoparc et de la recherche d'investisseurs en vue d'un arbitrage sur le devenir du Musée de la vigne et du vin d'Anjou (fermeture envisagée du musée fin 2024).
- Participation de la CCLLA au passage de la flamme olympique à Chaudefonds sur Layon

- **Aménagement :**

La stratégie d'aménagement économique du territoire sera précisée en 2024 avec la définition des types d'activités souhaitées par zone, le choix des sites d'extension préférentiels et les actions à engager pour favoriser la densification des zones existantes (20 k€ avec prestataire externe).
Subvention PMLA = 100k€ - financement SCOT et PCAET

**SCOT :** Finalisation en 2024

- **Habitat :**

Le Programme Local de l'Habitat sera finalisé en 2024 avec la validation (pas de dépense en 2024 – recette attendue 12 k€) :

- d'un objectif de production annuel de logements par commune.
- d'un plan d'actions 2024-2029 avec des engagements financiers pluriannuels

En complément du dispositif d'OPAH, un soutien financier pourra être apporté aux communes pour la mise en œuvre d'une OPAH-RU ou d'étude centre bourg à hauteur de 30 k€.

**<u>Défi n°3. La qualité de l'offre de services aux habitants</u>**

- **Voirie**

- Réaménagements des voiries de la Possonnière dans le cadre des aménagements communaux visant à requalifier le centre-bourg (485 K€)
- Réaménagement et adaptation de la traversée de Beaulieu-sur-Layon (625 k€)
- Requalification de la rue Rabelais à Terranjou (Martigné-Briand) dans le cadre de l'arrivée de la déviation du centre-bourg (1 190 k€)
- Création d'une liaison-douce entre le centre-bourg et la gare de Chalonnes-sur-Loire (531 k€)
- Aménagements des voiries des abords de la mairie et du complexe sportif de Saint-Jean-des-Mauvrets (Les Garennes-sur-Loire) (191 k€)
- Requalification des centres-bourg de Saint-Melaine-sur-Aubance (650 k€), Saint-Remy-le-Varenne (Brissac-Loire-Aubance) (345 k€) et Chavagnes-les-Eaux (Terranjou) (783 k€)

  Par ailleurs en termes d'entretien des chaussées et d'amélioration du service, des démarches stratégiques sont engagées et doivent se concrétiser en 2024 :
- Inspection des ouvrages d'art (48 k€) et réalisation d'interventions curatives (60 k€) ;
- Réflexions et mises en œuvre d'une homogénéisation des niveaux de services rendus sur l'ensemble du territoire pour les domaines de compétences communautaires techniques.

- **Bâtiment** :

- Les priorités 2024 sont les suivantes :
  - Réception du site technique unique pour le secteur 1 (1,38 M€)
  - Réception d'un atelier relais à Champtocé-sur-Loire (900 k€)
  - Réception de l'extension de la maison de l'enfance à Rochefort-sur-Loire (430 k€ reste 310 k €à financer en 2024)
  - Aménagement des trois sites techniques du secteur 3 (2 M€)

- Réhabilitation et extension du multi-accueil 1.2.3 Soleil à Brissac Loire Aubance (1,5 M€)
- Engagement des études de conception avec le lauréat du concours de maîtrise d'œuvre pour le site unique de Juigné-sur-Loire

- **Sport**.

Les perspectives 2024 se concentrent sur l'offre de natation scolaire et le soutien aux sportifs de haut niveau.

Pour la natation, ce sera la stabilisation de l'offre de natation avec les équipements présents sur le territoire. Des travaux de remplacement du « liner » (65 k€)et de rénovation du carrelage antidérapant (7 k€) devraient aussi être réalisés en 2024 à la piscine communautaire du Layon.

Dans le cadre des échanges autour de la restitution des équipements sportifs, il a été convenu du versement d'un fonds de concours à la commune de Brissac Loire Aubance de 186,5 k€ pour le remplacement du système de chauffage de la salle de l'Evière que la CCLLA avait prévu de réaliser avant transfert. Ce fonds de concours ne sera pas forcement utilisé pour ce motif mais obligatoirement au profit d'un équipement sportif de la commune.

- **Culture** :

- Rézokili : Réseau de lecture publique (acquisition de documents et matériel, programme d'action culturelle, logiciels : 56100 en fonctionnement, mise en place d'une application mobile et acquisition de mobilier : 7600 €).
- CLEA : 103 720 € en actions portées par la CCLLA- financements prévisionnels : 43 400 € et 27 000 € (pour le poste, et les actions VES +CCLLA).
- Villages en scène : Programmation = 210 500 € en fonctionnement et 16 000 € en investissement (gradins mobiles et projecteurs).
- Le soutien à la structuration de l'école de musique le Quartet : 485 700 € en fonctionnement (+6%).
- Village d'artistes : 47 000 € en fonctionnement et 25 000 € en investissement

- **Actions sociales**.

- Poursuite des actions de partenariat et implication dans les projets concernant les seniors, la prévention de la perte d'autonomie et l'accompagnement du vieillissement
- Poursuite des actions « bien-être » pour les aidants et RDV des aidants
- Finalisation de l'écriture du projet de service
- Développement des actions CTG sur chaque micro-territoire (7 500 € X 4 micro-territoires)
- Mise en place de postes de conseillers numériques sur l'ensemble de la CCLLA
- Communication France Services
- Evaluation-diagnostic en vue du renouvellement de la CTG à compter de janvier 2025

- **Petite enfance.**

- Extension du MA « 1,2,3 Soleil » de Brissac : de 18 à 24 places. (1,5M€) Travaux de rénovation de l'existant sur l'isolation du bâtiment – installation d'une pompe à chaleur. Réflexion sur la pose de panneaux solaires.
- Continuité du programme d'amélioration des bâtiments au niveau énergétique et du confort thermique : éclairage LED – pose d'occultants solaires et de volets – végétalisation de cours et plantations d'arbres.(118,5 k€)
- Construction et évolution des structures EAJE : Création d'un multi accueil sur la commune de St Lambert du Lattay (385 k€) et projet d'une micro crèche à Martigné-Briand. (108 k€) et à Vauchrétien (38 k€)

- **Accueil des gens du voyage** :
  - Ouverture d'une aire d'accueil permanente de 8 emplacements sur Brissac Loire Aubance (1,5 M€)
  - Ouverture d'une aire de petit passage de 3 emplacements sur Bellevigne en Layon (35 k€)
  - Lancement du projet d'habitat adapté sur Terranjou (24 k€)
  - Participation à l'élaboration et approbation du nouveau Schéma Départemental 2025-2031
  - Renouvellement du marché de gestion des aires d'accueil (52 k€ pour 2024)
  - Poursuite des actions partenariales en matière d'inclusion des familles du voyage : soutien à la scolarité, accès aux droits

**<u>Défi n°4 Les services ressources</u>**

- **Communication**. 150 k€ en dépenses de FCT

L'année 2024 sera marquée par la poursuite du plan d'actions de la stratégie de communication Loire Layon Aubance :

  - Création d'un kit de bienvenue pour les nouveaux agents
  - Poursuite de la campagne de notoriété avec la diffusion d'affichages grand format sur tout le territoire Loire Layon Aubance ainsi qu'une campagne print et digital dans les éditions du Courrier de l'Ouest et Ouest France
  - Création d'une charte graphique valorisant les liens de la CCLLA avec ses "satellites" (Office de tourisme, Villages en scène)
  - Lancement de la campagne de recrutement d'abonnés sur nos réseaux sociaux et professionnels

- **Ressources numériques**.

Pour couvrir l'ensemble des besoins des services en matière de ressources numérique (matériel et fournitures, logiciels bureautique et métiers, réseau et téléphonie, hébergement applicatif, impression). Il est prévu un budget de fonctionnement et maintenance de **398K€** pour l'année 2024. Dans le cadre des projets d'optimisation et d'évolution des systèmes, les investissements en matière de matériel (Wifi, évolution d'infrastructure, poste de travail et accessoires) représenteront un budget prévisionnel annuel de 55 K€, complété par un budget prévisionne annuel de 42K€ en matière de logiciels et service (Outils collaboratifs, site intranet et internet, logiciels ADS, outils bureautique) et de 22K€ en matière d'études. Comme en 2023, une part significative des budgets d'investissement seront consacrés à des acquisitions d'équipements reconditionnés.

- **Système d'information Géographique (SIG)**

- Début 2024, mise en ligne de la nouvelle plateforme SIG (formation utilisateurs et déploiement progressif)
- l'hébergement et la maintenance représentent un montant annuel de 16 K€.

- **Archives (2 ETP dont un dédié aux communes)**

- En 2024, 12 nouvelles communes seront visitées dans le cadre de la prestation, ainsi que le classement du fond situé sur le site de Saint Georges Début

- **Moyens généraux**

- Mise en place des marchés « Mobiliers de bureau » ( budget annuel < 20 k€) et « Nettoyage des locaux administratifs » (budget annuel : 45 k€)
- Poursuite de la prospection et fidélisation des traiteurs et producteurs locaux sur l'ensemble du territoire (budget annuel : 32 k€)

- **Les services communs**

- Services techniques : ils pèsent pour 5 230 k€ dans les charges de personnel de la CCLLA et un peu plus d'1 000 k€ de dépenses au chapitre 011.

Les travaux des sites techniques secteurs 1 (achèvement des travaux) et 3 (lancement des travaux) sont prévus pour respectivement 1 380 k€ (subvention attendue 397 k€) et 1 980 k€ (dont 380 k€ d'acquisition de bâtiment et subvention attendue de 220 k€). Pour le secteur 4, reste la DETR à percevoir pour un montant estimé à 299 k€.

Et :

- Mise en place d'un marché d'équipement de protections individuelles (EPI) afin d'équiper tous les agents et d'harmoniser les équipements.
- Poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions de l'audit des services communs.
- Développement d'outils de connaissance patrimoniale.

- ADS : Mise en place de nouvelles procédures et méthodes de travail pour l'évolution de l'instruction dématérialisée ; formations des agents du service commun ADS et des agents communaux pour la prise en charge dématérialisée des dossiers ; établissement d'une seconde convention pour les communes souhaitant transférer la totalité de l'instruction au service ADS.

### 2.3.2 Les orientations pour la section de fonctionnement en 2024

#### *2.3.2.1 Les recettes de fonctionnement*

La prévision de recettes pour 2024 est supérieure au budget primitif de 2023 de 3,35 M€ (+11%) en raison du réajustement du montant à percevoir au titre de la redevance incitative sous-estimée en 2023 (+1,8 M€) et de la fiscalité (+1,3 M€). En revanche, elle est équivalente au CA 2023 qui comporte 500 k€ de recettes exceptionnelles et plus de subvention de fonctionnement (ex : fin des versements CAF pour la petite enfance - reliquat 2022 perçu en 2023 pour la dernière fois-100 k€) et en raison de prévisions prudentes.

##### 2.3.2.1.1 La taxe GEMAPI

Le conseil communautaire a validé l'instauration d'une taxe GEMAPI sur le territoire de la CCLLA dans sa séance de septembre 2022. Son produit a été voté en 2023 pour un montant de 700 k€.

Il s'agit d'une taxe affectée dont le produit de l'année ne peut excéder les dépenses prévues au budget de la même année.

Il est proposé au budget 2024, 390 k€ de dépenses GEMAPI en fonctionnement (une fois déduites les attributions de compensations versées par les communes) et 935 k€ en investissement (620 k€ de subvention attendue).

Il est donc proposé de reconduire le produit de 700 k€ pour 2024.

##### 2.3.2.1.2 Fiscalité foncière

Les valeurs locatives (ou bases) 2024 devraient augmenter selon la loi de finances pour 2024 **de 3,9%,** hors évolution physique des bases.

Il est proposé de retenir 4,5 % pour tenir compte de l'évolution physiques des bases.

Les taux sont actuellement de :

FB : 2,54 FNB : 9,8 CFE : 22,75

Il est proposé de ne pas augmenté les taux de TF.

Dans le cadre du Pacte financier et fiscal, il a été débattu de l'augmentation de la CFE dans le cadre de la possibilité exceptionnelle offerte par la majoration spéciale de CFE qui permettrait de porter le taux à 24.08 % sans lien avec les autres taux.

Ainsi, le conseil communautaire, lors de sa séance du 14 septembre 2023, a modifié les montants des bases minimum pour limiter l'impact de cette augmentation sur les plus petites entreprises.

Cette augmentation doit permettre la réalisation des projets de l'acte 2 et de respecter les ratios fixés dans le pacte.

Il est donc proposé de recourir à la majoration spéciale de CFE et de porter le taux de CFE à 24,08 % l'augmentation attendue de produit est d'environ 120 k€ pour 2024.

#### 2.3.2.1.3 La Fraction de TVA

La TH a été remplacée par une fraction de TVA ; la loi de finances pour 2024 fait état d'une augmentation prévisible de 2,6 %. Il a est proposé de retenir prudemment 2,5 % pour établir le budget.

#### 2.3.2.1.4 La CVAE

La CVAE a été remplacée dès 2023 par une fraction de TVA et son montant est le montant moyen des CVAE perçues entre 2020 et 2023. Il est proposé d'inscrire le montant perçu en 2023 + 2,5 %.

#### 2.3.2.1.5 La TASCOM

En fin d'année 2023, la DGFIP a encore procédé à plusieurs redressements d'entreprises qui n'avaient pas déclaré correctement leur imposition. Il est donc proposé d'inscrire 526 840 € (contre 496 582 € perçus en 2023)

Par ailleurs, le conseil communautaire a validé en septembre 2022, l'augmentation du coefficient de 1.10 à 1.15. Il est proposé de saisir le conseil en septembre 2024 et de le porter à 1,20 qui sera le maximum autorisé par la loi.

#### 2.3.2.1.6 Les IFER (imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau)

Le produit des IFER a augmenté de 32 k€ en 2021 et en 2022, puis +23 k€ en 2023. Il est proposé d'inscrire, en 2024, 280 k€.

La CCLLA perçoit 5 930 € d'IFER au titre de centrales photovoltaïques. A compter de 2024, un part de cette somme sera reversée aux communes concernées (1963 € répartis sur 6 communes) sur la part communautaire du FPIC.

Synthèse fiscalité hors GEMAPI

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | *2020* | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TH/TVA** | **4 833 252 €** | **5 312 490 €** | **5 442 874 €** | **5 603 638 €** | ***5 792 460 €*** | ***6 128 857 €*** | ***6 718 287 €*** | ***6 958 195 €*** | ***7 150 000 €*** |
| **TFPB** | **1 053 433 €** | **1 076 489 €** | **1 111 751 €** | **1 156 912 €** | ***1 199 500 €*** | ***1 214 434 €*** | ***1 274 877 €*** | ***1 413 283 €*** | ***1 476 881 €*** |
| **TFNPB** | **414 622 €** | **420 669 €** | **433 611 €** | **443 211 €** | ***448 332 €*** | ***447 734 €*** | ***451 730 €*** | ***484 134 €*** | ***504 000 €*** |
| **CFE** | **2 822 090 €** | **2 905 367 €** | **3 205 662 €** | **3 308 824 €** | ***3 428 280 €*** | ***3 665 738 €*** | ***3 856 807 €*** | ***4 494 429 €*** | ***4 650 000 €*** |
| **TASCOM** | **397 573 €** | **423 322 €** | **321 861 €** | **400 213 €** | ***367 455 €*** | ***374 768 €*** | ***488 248 €*** | ***495 582 €*** | ***526 840 €*** |
| **CVAE** | **1 524 170 €** | **1 598 730 €** | **1 680 284 €** | **1 975 712 €** | ***1 984 068 €*** | ***2 198 493 €*** | ***2 117 271 €*** | ***2 302 394 €*** | ***2 359 550 €*** |
| **IFER** | **197 099 €** | **196 669 €** | **193 829 €** | **187 256 €** | ***189 772 €*** | ***222 646 €*** | ***254 495 €*** | ***277 632 €*** | ***280 000 €*** |
| **TOTAL** | 11 242 239 € | **11 933 736 €** | **12 389 872 €** | **13 075 766 €** | ***13 409 867 €*** | ***14 252 670 €*** | ***15 161 715 €*** | ***16 425 649 €*** | ***16 947 271 €*** |
| **évolution/N-1** | | 6,15% | 3,82% | 5,54% | 2,56% | 6,28% | 6,38% | 8,34% | 3,18% |

#### 2.3.2.1.7 La DGF

Il est proposé de retenir par prudence les montants suivants :

- 100 % de la dotation d'intercommunalité 2023 = 1 780 k€
- 100 % de la dotation de compensation 2023 = 1 100 k€

#### 2.3.2.1.8 Le FPIC

Le CIF de 2023 a atteint 0,605 (contre 0,602 en 2022 ; 0,579 en 2021 et 0,505 en 2020).
Le montant global pour le territoire a baissé du fait des nouvelles règles définies en loi de finances 2023 : 1 500 571 € (contre 1 571 989 € en 2022)
En 2024, le CIF devrait être stable de même que ses conséquences sur la part communautaire dans le FPIC.
La CCLLA était placée à la 589ème place en 2023 (581ème place en 2022, 600ème place en 2021, 546ème place en 2020 et 427ème en 2017), le rang limite pour une sortie du dispositif est fixé à la 745ème place (sur 1253 EPCI en France). Les revenus des habitants du territoire sont en hausse depuis 2017 (15 398 € contre 14 930 € en 2022 et 13 300 € en 2017), la moyenne nationale en métropole étant à 16 193 €.

Le Pacte financier et fiscal prévoit une répartition dérogatoire du FPIC pour :

- Restituer aux communes, accueillant des installations photovoltaïques et éoliennes soumises à l'IFER, 20 % de l'imposition prélevée sur les entreprises pour porter leur part à 40 % au total (30% pour le département et 30% pour la CCLLA contre 50 % pour cette dernière en 2023)

| Collectivités percevant l' IFER | Avant PFF | Après PFF |
|---|---|---|
| Département | 30 % | 30 % |
| CCLLA | 50 % | 30 % |
| Communes | 20 % | 40 % |

- Soutenir les communes fragiles dans les conditions définies par le Pacte.

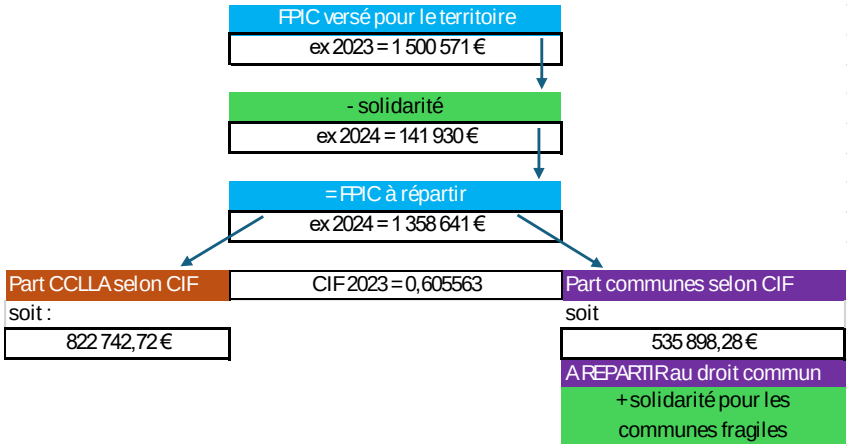
Pour 2024 les montants à reverser aux communes éligibles sont les suivants :

Denée : 22 440 €
Rochefort sur Loire : 36 330 €
Saint Germain des Prés : 21 555 €
Terranjou : 61 605 €

Soit un total de 141 930 € qui sera prélevé sur le montant global du FPIC avant répartition.

La répartition se fera entre les communes et la CCLLA en fonction du CIF puis la part communale sera répartie entre les commune proportionnellement au droit commun. Soit 85 900 € pour la CCLLA sur la base des chiffres 2023 (inscription FPIC 2024 pour la CCLLA = 820 k€)

Puis seront ajoutés les montants des IFER prélevés sur la part communautaire aux communes bénéficiaires et les montants ci-dessus attribués aux communes fragiles auxdites communes



| | MONTANTS FORFAITAIRE - FONDS DE SOLIDARITE -Fonds de concours d'investissement | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Catégorie 1 | Catégorie 2 | Catégorie 2bis | Catégorie 3 | *Catégorie 4* |
| | **PETITES COMMUNES <1000 hab** | **COMMUNES fragiles PF< 25% inf moy** | **COMMUNES fragiles critère EB** | **COMMUNES AVEC EQUIPT. STRUCTURANTS** | ***AUTRES*** |
| | accès facilité à la mutualisation | + aide en fct | + aide en fct | | |
| ENVELOPPE FORFAITAIRE PAR COMMUNE SUR UN MANDAT | **50 000 €** | **50 000 €** | **50 000 €** | **300 000 €** | ***40 000 €*** |

RAPPEL DES REGLES D'ATTRIBUTION
- **un seul projet par mandat :**
- **projet structurant pour le territoire pour les polarités**
- **projet générant des économies de FCT pour les communes fragiles**
- 50 % du reste à charge de la commune

| | | |
|---|---|---|
| RELIQUAT APRES ENVELOPPE FORFAITAIRE PAR COMMUNE SUR UN MANDAT | **630 000 €** | **11 €/hab.** |

| AIDE EN FONCTIONNEMENT PRELEVEE SUR LE FPIC max 150 k€ | |
|---|---|
| CRITERE 1 | CRITERE 2 |
| **POTENTIEL FINANCIER < 25 % / moy. nat. de la strate & EFFORT FISCAL > 1,17 - hors petites communes et polarités Max : 15€/hab** | **EB < 20% /moy. Communes CCLLA 2 fois sur 3 denrières années / EF>1,17- hors petites communes et polarités Max : 15€/hab** |

| | POP DGF 2022 | CATEGORIE | 1 | 2 | 3 | 4 | effort fiscal < moy 1,17 | FOND DE CONCOURS D'INVESTISSEMENT Montant Forfaitaire | Montant Reliquat / Hab. | Montant TOTAL | SOUS RESERVE D'UNE ETUDE FINANCIERE FINANCEE PAR LA CCLLA MONTANT | MONTANT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AUBIGNE-SUR-LAYON | 387 | 1 | 50 000 € | | | | 1,28 | 50 000 € | 4 148 € | **54 148 €** | | |
| BEAULIEU-SUR-LAYON | 1408 | *4* | | | | 40 000 € | 1,14 | 40 000 € | 15 189 € | **55 189 €** | | |
| BLAISON-SAINT-SULPICE | 1386 | *4* | | | | 40 000 € | 1,2 | 40 000 € | 14 760 € | **54 760 €** | | |
| BRISSAC LOIRE AUBANCE | 11361 | 3 | | | 300 000 € | | 1,24 | 300 000 € | 121 779 € | **421 779 €** | | |
| CHALONNES-SUR-LOIRE | 6780 | 3 | | | 300 000 € | | 1,1 | 300 000 € | 72 675 € | **372 675 €** | | |
| CHAMPTOCE-SUR-LOIRE | 1915 | *4* | | | | 40 000 € | 1,05 | 40 000 € | 20 623 € | **60 623 €** | | |
| CHAUDEFONDS-SUR-LAYON | 968 | 1 | 50 000 € | | | | 1,18 | 50 000 € | 10 376 € | **60 376 €** | | |
| TERRANJOU | 4107 | 2 | | 50 000 € | | | 1,25 | 50 000 € | 44 023 € | **94 023 €** | **61 605 €** | |
| DENEE | 1496 | 2 | | 50 000 € | | | 1,33 | 50 000 € | 16 036 € | **66 036 €** | | **22 440 €** |
| LES GARENNES SUR LOIRE | 4772 | *4* | | | | 40 000 € | 1,19 | 40 000 € | 50 680 € | **90 680 €** | | |
| MOZE-SUR-LOUET | 2094 | 4 | | - € | | 40 000 € | 1,02 | 40 000 € | 22 285 € | **62 285 €** | | |
| POSSONNIERE | 2527 | *4* | | | | 40 000 € | 1,25 | 40 000 € | 27 076 € | **67 076 €** | | |
| ROCHEFORT-SUR-LOIRE | 2422 | 2 | | 50 000 € | | | 1,27 | 50 000 € | 25 961 € | **75 961 €** | **36 330 €** | |
| SAINT-GEORGES-SUR-LOIRE | 3776 | 3 | | | 300 000 € | | 1,19 | 300 000 € | 40 475 € | **340 475 €** | | |
| SAINT-GERMAIN-DES-PRES | 1437 | *2* | | 50 000 € | | | 1,17 | 50 000 € | 15 478 € | **65 478 €** | | **21 555 €** |
| SAINT-JEAN-DE-LA-CROIX | 235 | 1 | 50 000 € | | | | 0,97 | 50 000 € | 2 540 € | **52 540 €** | | |
| VAL-DU-LAYON | 3571 | 4 | | | | 40 000 € | 1,04 | 40 000 € | 37 795 € | **77 795 €** | | |
| SAINT-MELAINE-SUR-AUBANCE | 2236 | *4* | | | | 40 000 € | 1,25 | 40 000 € | 23 485 € | **63 485 €** | | |
| BELLEVIGNE-EN-LAYON | 6028 | 3 | | | 300 000 € | | 1,13 | 300 000 € | 64 614 € | **364 614 €** | | |
| TOTAL | **58 906 hab.** | | | | | | | | | | | |
| | | TOTAL FORFAITAIRE | | | | | | | | | | |
| | | 1 870 000 € | 150 000 € | 200 000 € | 1 200 000 € | 320 000 € | | 1 870 000 € | 630 000 € | **2 500 000 €** | **97 935 €** | **43 995 €** |
| | | | | | | | | | | | **141 930 €** | |

### *2.3.2.2 Dépenses de fonctionnement*

#### 2.3.2.2.1 Les orientations 2024 :

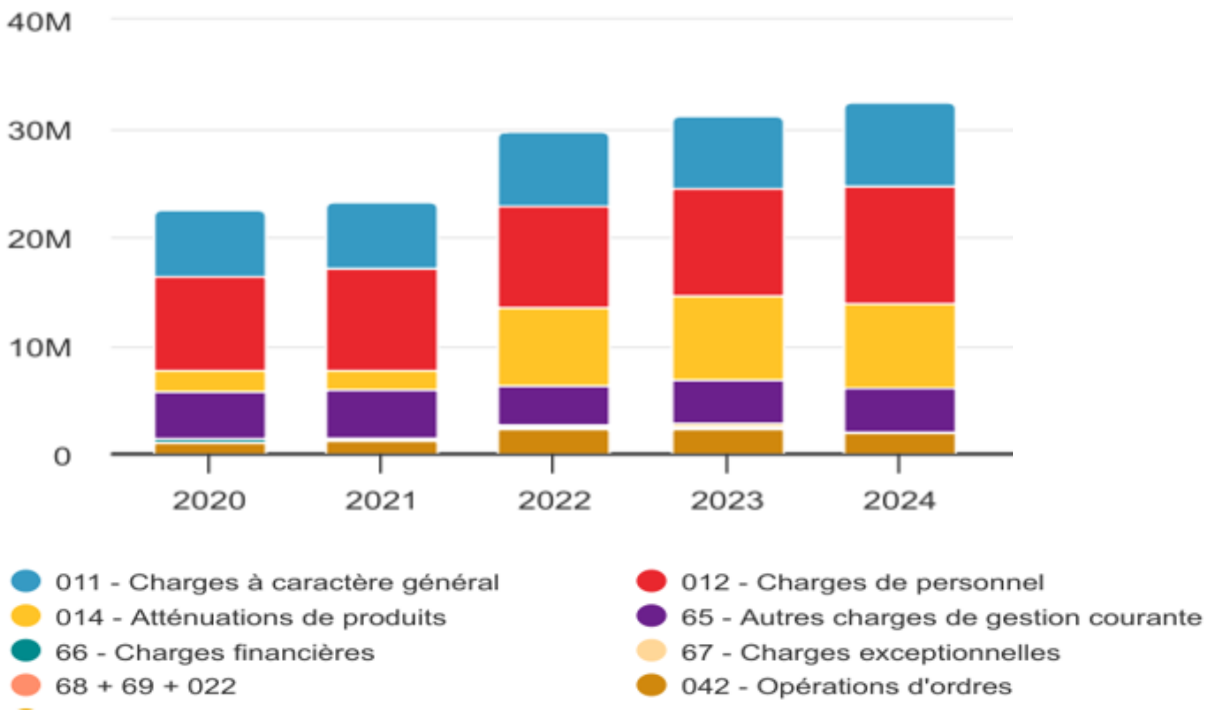
2024 est la première année de mise en œuvre de l'Acte 2 du projet de territoire.

En 2024, les mesures nouvelles génèrent 510 k€ (dont près de 300 k€ pour l'acte 2) de dépenses supplémentaires qui s'ajoutent à 530 k€ de dépenses d'ajustement des fiches actions présentées pour le budget 2023. Ces dépenses se répercutent essentiellement sur le chapitre 011 et un peu sur le chapitre 65.

Les dépenses de personnel augmentent également (voir partie consacrée aux RH) de 780 k€/CA 2023 (515 k€/BP2023).

**En fonctionnement, le montant des dépenses réelles est donc en hausse par rapport au CA 2023 de 1 850 k€ soit + 6,4 %.**

**Pour mémoire la loi de finances 2024 préconise – sans que cela ne soit contraignant – une évolution des dépenses de fonctionnement de 2,10 %**




#### 2.3.2.2.2 Une augmentation des charges de personnel liée à l'organisation définie en 2022 qui se met peu à peu en place et à des mesures nationales (+ 780 k€/CA 2023 ; +515 k€ /BP 2023))

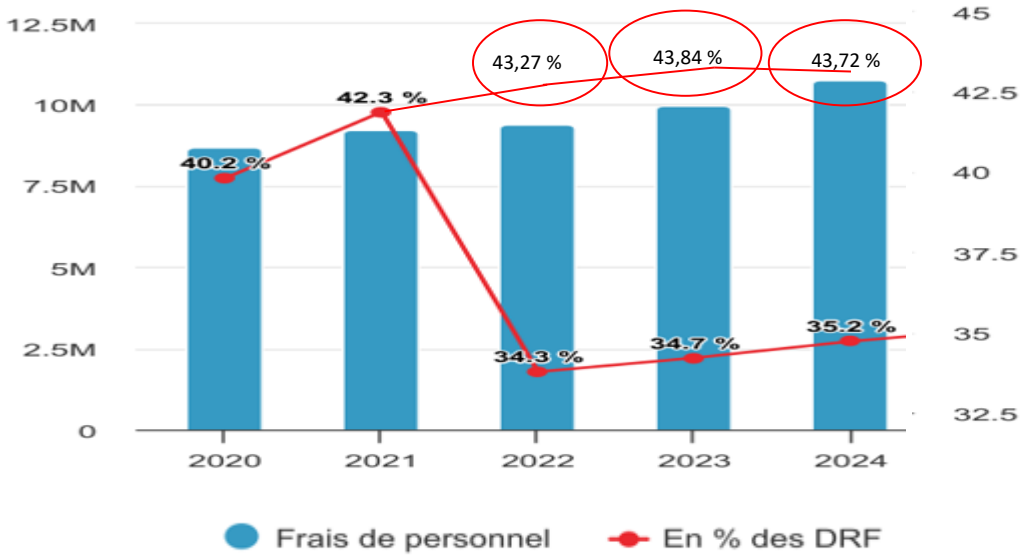
*En 2024, le budget du personnel sera impacté notamment par :*

- Evolution réglementaire = 120 k€ (points d'indice et augmentation d'1% des cotisations patronales CNRACL, avancements de carrière, le forfait mobilité durable, la GIPA…)
- Des mesures en année pleine hors services communs : +243K€ pour les postes de community manager et créateur de supports graphiques, technicien SIG, Responsable Administrative et Financière, responsable service RN, chargé de mission urbanisme, techniciens BE voirie, technicien assainissement, un poste agent opérationnel voirie S3
- Des créations de postes hors services communs : +150K€

- Responsable service bâtiments
- Un poste assistant administratif DAF-DATE
- Un poste de rédacteur marchés publics
- Un poste coordinateur CLIC
- Un poste responsable CTG
- Un poste d'agent opérationnel voirie S5

- Les effets en année pleine également pour les services communs et les besoins pour les services communs validés en commission de gestion +265K€

L'augmentation du chapitre 012 est égale à **7,8 % par rapport au CA 2023 (5% par rapport au BP 2023)**
Le poids relatif des dépenses de personnel au sein des dépenses réelles de fonctionnement doit être corrigé des dépenses RI




### 2.3.2.2.3 Une augmentation importante des charges à caractère général (011) :

Elles progressent de 18,5 % par rapport au CA 2023 (6,9% par rapport au BP 2023)

Les charges « contraintes » (fluides, marchés publics ou conventions signés…) hors services communs techniques passent de 5 159 k€ à 5 773 k€ soit environ 12 % :

- + 180 k€ en petite enfance,
- +340 k€ en voirie ;
- certaines actions nouvelles en 2023 sont devenues récurrentes pour 95 k€ (communication, sentiers rando, CLEA, TAGV)

Et, un peu plus de 1 000 k€ de dépenses supplémentaires et nouvelles et notamment :

- Le cycle management décalé en 2024 pour 40 k€
- Les études voirie décalées à 2024 : 206 k€ (règlement, ouvrage d'art, diagnostic chaussées)
- Les travaux sur les ouvrages d'art : 60 k€
- L'étude sur les levées « île de Chalonnes » et Val du Louet décalée à 2024 : 50 k€
- Gemapi – décalage d'actions (panneaux, DICRIM, convention SLAL) : 46 k€
- Poursuite des dispositifs HTH :22 k€
- Poursuite animation OPAH : 144 k€
- Evaluation du Projet de territoire et communication : 60 k€

- Réévaluation d'actions fil artistique : 25 k€
- PFF : +40 k€ pour les études financières
- Stratégie de communication : 27 k€
- Tourisme : 60 k€
- Ressources numériques : 30 k€

… au titre de l'acte 2 :

- DATE : 125 k€ (renouvellement urbain, mobilité, TE, …)
- Développement social : 30 k€ (micro-territoire)
- Tourisme : 50 k€ (office de tourisme et valorisation évènementielle)

#### 2.3.2.2.4 Une augmentation également des autres charges de 7 % / CA 2023 :

Pour le chapitre autres charges de gestion courante (chap. 65), une hausse d'environ 240 k€ est proposée dont 100 k€ sont liées au projet de territoire (conseiller numérique, densification, école de musique …) et aux augmentations de contribution (SDIS, SIRSG, …)

L'augmentation des subventions versées aux associations est masquée par l'introduction du versement direct au structures petite enfance du bonus territoire.

| | VERSEE 2022 | VERSEE 2023 | PROPOSEE POUR 2024 | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|
| ECOLES DE MUSIQUE | 414 328 | 450 428 | 490 692 | |
| CULTURE | 281 423 | 254 005 | 272 520 | Village d'artistes 62 k€ ; VES 210 520 € |
| TOURISME | 367 140 | 373 140 | 373 140 | Musée + OT |
| PETITE ENFANCE | 332 811 | 216 812 | 135 500 | Mauvaise imputation du SIRSG : contribution et non subvention (130 k€) |
| | **1 395 702 €** | **1 294 385** | **1 271 852** | |

#### 2.3.2.2.5 Dépenses imprévues / Fongibilité des crédits

Avec le passage en M57, et parce que la collectivité n'a pas décidé de mettre en place les autorisations de programme/crédits de paiement (AP/CP),il n'est plus possible d'inscrire des dépenses imprévues.

L'instruction M57 autorise, en revanche, la fongibilité des crédits entre chapitre d'une même section dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section. Elle prévoit que le conseil communautaire puisse autoriser le Président à transférer les crédits d'un chapitre vers un autre dans la limite susvisée et à l'exception des dépenses de personnels (chapitre 012). Le président informe le conseil de sa décision de transfert à la prochaine séance suivant sa prise de décision.

Il est proposé de se saisir de cette souplesse pour l'exécution budgétaire 2024.

### *2.3.2.3 Les provisions*

L'article 11 du décret n°2022-1008 du 15 juillet 2022 est venu modifier les disposition du Code Général de Collectivités Territoriales relatives aux provisions et dépréciations. Il met fin à l'obligation de produire une délibération de l'Assemblée délibérante à l'appui de la constitution, de l'ajustement, de la reprise des provisions et dépréciations et, le cas échéant, de leur étalement sur plusieurs exercices précédant la réalisation du risque.

Au vote de chaque Budget Primitif, un état des dépréciations et des provisions constituées au 1er janvier de l'exercice est soumis au Conseil communautaire afin qu'il puisse apprécier l'opportunité de maintenir, compléter ou reprendre les provisions déjà constituées en fonction de l'existence et du niveau de risque ou de la dépréciation provisionnée. Un second tableau présente les nouvelles provisions à constituer (leur nature, leur objet, leur montant)

| **PROVISIONS** | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Constituées sur le BP | | | | |
| objet | montant | compte | proposition | délibération |
| pour risque à répartir du fait des compétences - exemples cités : salle de sport et rupture de digues | 400 000 | 15181 | reprise de provisions : détransfert salles de sport et programme de travaux arrêté pour les digues | DELCC-2019-38 |
| pour dépréciation (créances douteuses - reprise du budget déchets ménagers) | 15 000 | 4911 | reprise car inscription budgétaire : créance éteintes et ANV | DELCC-2019-38 |
| pour risque et charges financiers : avances de trésorerie et garantie d'emprunt des aménageurs | 160 000 | 15171 | capital restant dû 2024 = 5 M€ ; annuité 2024 = 742 k€ | DELCC-2019-38 |
| pour risque à répartir la CCLLA ayant décidé d'être son propre assureur en matière statutaire (services communs) | 99 399 | 15181 | reprise de 13 751 € = remboursements aux communes > dotations des communes | DELCC-2022-03-34 |
| pour risque à répartir la CCLLA ayant décidé d'être son propre assureur en matière statutaire (services communs) | 6 909 | 15181 | | DELCC-2023-03-34 |
| pour risque à répartir la CCLLA ayant décidé d'être son propre assureur en matière statutaire (personnels communautaires) | 206 000 | 15181 | | DELCC-2023-03-182 |

| A constituer sur le BP | | | |
|---|---|---|---|
| objet | montant | compte | proposition |
| Pour risque contentieux salle de St Rémy | 425 000 | 15181 | Contentieux en cours : l'expert estime à 1,7M€ le montant des réparations - part de responsabilité de la CCLLA incertaine et estimée à 25 %. La provision pourrait être constituée sur 2 ou 3 exercices |
| Compte Epargne Temps- | 32 750 | | Montant total 2023 = 131 K€ - 10 k€ inscrit au BP<br>si constitution : quel pourcentage : 25 % ? |

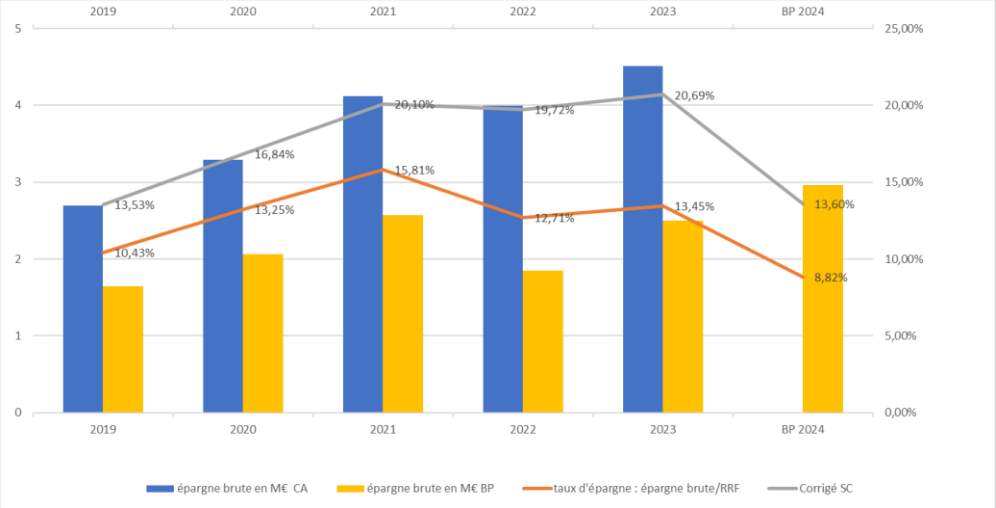
### 2.3.3 Le financement des investissements en 2024

#### *2.3.3.1 Une CAF (Capacité d'AutoFinancement) en hausse par rapport au BP 2023*

L'épargne brute progresse beaucoup entre 2022 et 2023, en raison notamment de la maitrise des dépenses de fonctionnement (hors RH : mise en place en année pleine de la nouvelle organisation) et de la mise en place de la taxe GEMAPI.

La CAF brute prévisionnelle 2024 (8,69 %), doit être corrigée du poids des services communs qui pèsent pour environ 6 M€ en recettes comme en dépenses (avec un décalage lié à la part 2 payée ou remboursée en N+1) et de la RI perçue sur le budget principal et transférée ensuite au grand Syndicat 3RD'ANJOU (5,91 M € en 2023). Elle est supérieure d'environ 400 k€ par rapport à la CAF du BP 2023.

| | CA 2022 | CA 2023 | BP 2024 |
|---|---|---|---|
| Recettes de fonctionnement courant : chap. 73 + 74 + 70 +75 +78 (provisions) +013 hors produit exceptionnel 77 et hors 76 – hors cessions | 31 011 680,21 | 32 981 198,93 | 33 456 910,34 |
| Dépenses de fonctionnement courant : chap. 011 + 012 +014 +65 + 68 (provisions) hors dépenses exceptionnelles 67 et 66 | 27 189 606,43 | 28 389 582,18 | 30 469 633,50 |
| **Epargne de gestion** | **3 822 073,78** | **4 591 616,75** | **2 987 276,84** |
| Résultats financiers (intérêts – rembt intérêts par BA) | -115 078,76 | -103 996,62 | -58 300,00 |
| Résultats exceptionnels 77 (hors cessions immo) - 67 . | 286 350,32 | 25 932,68 | 32 550,00 |
| **Epargne brute** | **3 993 345,34** | **4 513 552,81** | **2 961 526,84** |
| Remboursement courant du capital de la dette | 526 299,14 | 1 145 960,51 | 384 000.00 |
| **Epargne Disponible (Autofinancement net)** | **3 509 786,19** | **3 367 592,30** | **2 577 526,84** |
| Taux d'épargne : épargne brute / RRF | 12.71 % | 13.45 % | 8,82 % |
| Dette au 31 12 | 4 254 599,88 | 3 108 639,37 | 2 724 987,89 |
| **Capacité de désendettement** | **1,06** | **0,69** | **0,94** |
| **Ratios corrigés des services communs techniques + OM** | CA 2022 | CA 2023 | BP 2024 |
| **Montant corrigés SC + RI** | *-5 726 237 - 5 449 475* | *- 5 831 000 - 5 910 000* | *-5 900 000 -5 910 000* |
| Recettes de fonctionnement courant : chap. 73 + 74 + 70 +75 +78 (provisions) +013 hors produit exceptionnel 77 et hors 76 – hors cessions | *19 835 968,21* | *21 240 198,93* | *21 646 910,34* |
| Dépenses de fonctionnement courant : chap. 011 + 012 +014 +65 + 68 (provisions) hors dépenses exceptionnelles 67 et 66 | 16 013 894,43 | 16 648 582,18 | 18 659 633,50 |
| Taux d'épargne : épargne brute / recettes réelles de fonctionnement | **19,72 %** | **20,69 %** | **13,60 %** |



### 2.3.3.2 Proposition d'affectation des résultats

Le résultat net de l'exercice s'établit à :

| | SECTION DE FONCTIONNEMENT | SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 2 782 301,71€ | 1 655 879,97 |
| RESULTAT REPORTE | 10 380 797,52 € | + 1 163 468,22 € |
| RESULTAT CUMULE | 13 163 099,23 € | 2 819 348,19 € |
| RESTES A REALISER | | - 2 625 577,22 |

La section d'investissement est excédentaire et couvre le delta des restes à réaliser.

Les communes versent des attributions de compensation en investissement pour la voirie et pour les services communs. La CCLLA fait l'avance pour les centres techniques qui sont amortis sur 25 ans.

En matière de voirie les communes n'ont pas consommées intégralement leurs AC faute de projet abouti en matière d'aménagement de voirie pour un montant de 3 239 k€. Mais la CCLLA a d'ores et déjà avancé 1,7 M€ pour l'acquisition et la construction des sites techniques et 1 M€ de restes à réaliser concerne les sites techniques des secteurs 1 et 3.

Il n'est donc pas proposé d'affectation de résultat.

### 2.3.3.3 L'Excédent cumulé/fonds de roulement permettant un niveau d'autofinancement important

Les excédents cumulés au 31/12/2023 atteignent près de 16 M€ pour le budget principal. Ils doivent cependant être consolidés avec les budgets annexes hors SPIC :

| | | Budget principal | Actions économiques | lotissement | Assainissement collectif | SPANC | TOTAL TOUS BUDGETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Résultat de cloture 2022 | (a) | 13 496 662,58 | 1 541 597,42 | -3 385 163,70 | 4 646 785,22 | 21 955,99 | **16 321 837,51** |
| Résultat exercice 2023 | (b) | 4 437 549,58 | -187 597,47 | -192 811,95 | -522 121,92 | -26 847,42 | **3 508 170,82** |
| part du résultat n-1 affecté | (c) | 1 952 396,84 | | | 1 479 540,25 | | **3 431 937,09** |
| Résultat de cloture 2023 | (d) = a+b+c | 15 981 815,32 | 1 353 999,95 | -3 577 975,65 | 2 645 123,05 | -4 891,43 | **16 398 071,24** |
| Report (rar) | (e) | -2 625 577,22 | -700 537,04 | | -1 590 000,00 | 8 652,82 | **-4 907 461,44** |
| Excédent ou déficit | (f) = d+e | 13 356 238,10 | 653 462,91 | -3 577 975,65 | 1 055 123,05 | 3 761,39 | **11 490 609,80** |

On constate que le budget annexe lotissement est déficitaire de plus de 3,5 M€ ce qu'il faudra corriger en 2024 par le versement d'une avance du budget principal le temps de vendre les terrains aménagés.

Ainsi le FDR 2023 avec les budgets annexes économiques est égal à 13,8 M€ et à 10,4 M€ si on ajoute les restes à réaliser.

Dans ce FDR sont inclus :

- 3,24 M€ d'attribution de compensation voirie non consommés et dédiées aux aménagements de voirie communale.

- 6 M€ de projets politiquement validés mais non engagés comptablement: TAGV, multi-accueil, Schéma directeur eaux pluviales, atlas de la biodiversité, CT secteur 3….

Le Pacte financier et fiscal a fixé le plancher de FDR à 3M€.

### *2.3.3.4 La dette*

#### 2.3.3.4.1 La situation de la CCLLA - L'état de la dette au 1er janvier 2024

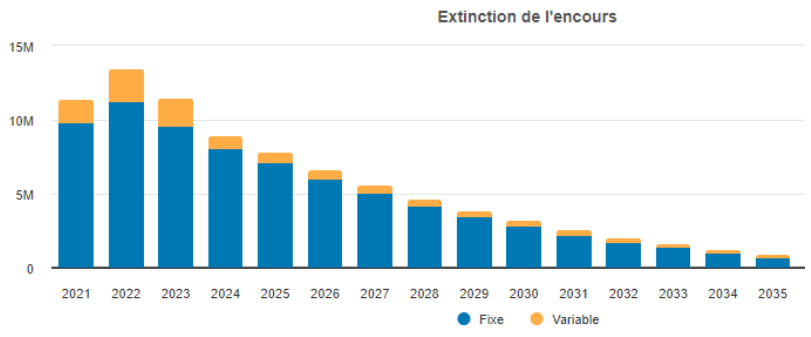
| BUDGET | CAPITAL INITIAL RESTANT DU | ANNUITE 2023 | CAPITAL RESTANT DU (CRD) AU 31/12/2023 |
|---|---|---|---|
| PRINCIPAL | 4 254 600 € | 1 256 588 € | 3 108 664 € |
| ASSAINISSEMENT | 3 342 700 € | 522 217 € | **2 885 262 €** |
| ACTION ECO | 3 906 656 € | 984 870 € | 3 002 589€ |
| TOTAL | 11 503 956 € | 2 727 675 € | 8 996 514 € |

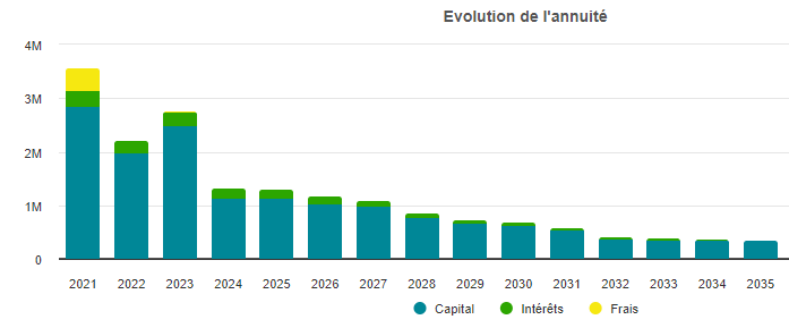
Pour le budget principal, 3 emprunts (surlignés en jaune dans le tableau ci-dessous) ont été remboursés par anticipation en 2023 faisant baisser l'annuité de plus de 170 k€ pour 2024 (/2022). L'annuité restera stable en 2024 et 2025. Une nouvelle chute d'annuité est prévue en 2026 (90 k€ à nouveau). Il reste 12 emprunts en cours.

Sur le budget annexe actions économiques, 2 emprunts ont pris fin à l'échéance en 2023 et 3 ont été remboursés par anticipation faisant baisser l'annuité de plus de 190 k€ pour 2024 (/2022). L'annuité restera relativement stable (354 k€ à 326 k€) jusqu'en 2027 puis les annuités baissent chaque d'année de 30 à 40 k€/ an jusqu'en 2031 ; il ne restera alors plus qu'un seul emprunt. Il reste, en 2024, 9 emprunts en cours

Pour le budget assainissement collectif, 3 emprunts ont pris fin en 2023. Il en reste 16. Une chute d'annuité de 55 k€ en 2027 puis une brutale chute en 2028 qui redonnera d'importantes marges de manœuvre (160 k€) à la fin du premier volet du PPI voté fin 2020.

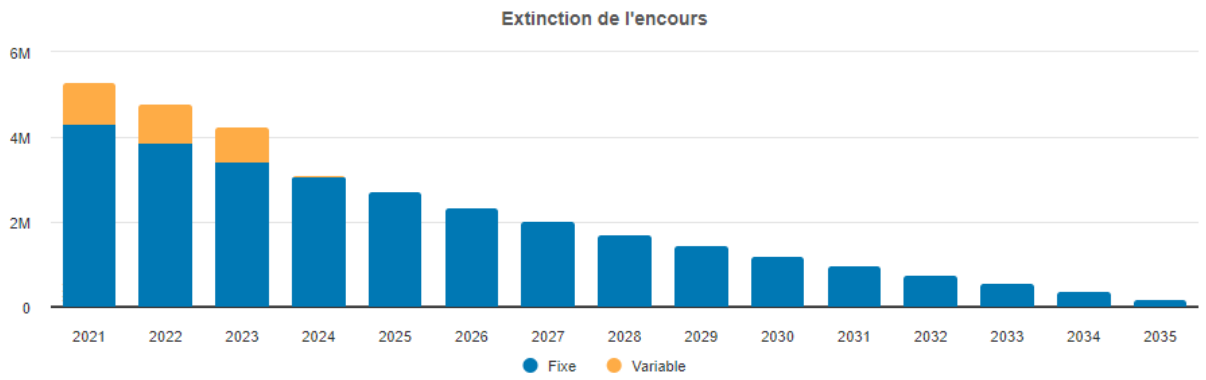
Cependant, l'accélération de la mise en œuvre du PPI va nécessiter de recourir à l'emprunt probablement en fin d'année 2024 (voir partie Budget annexe assainissement collectif).

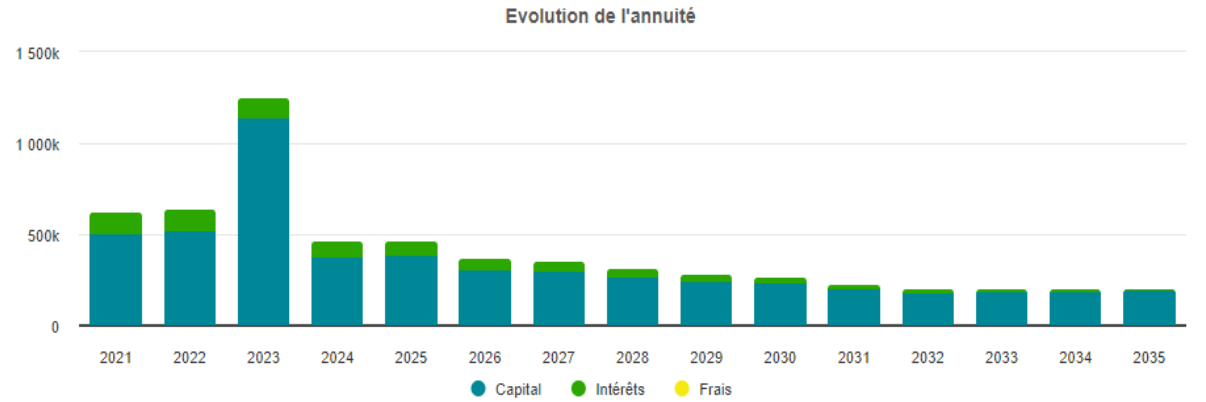


Liste des emprunts encore en cours sur le budget principal : en jaune les emprunts qui ont fait l'objet d'un remboursement anticipé en 2023

| Réf. interne | Objet de la dette | Date de 1e échéance | Date de fin | Montant initial | Organisme Prêteur | Index de Taux | Amortissement | Intérêts | Annuité | Capital Restant Dû au 31/12/2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BP-E15 | Travaux d'infrastructures Chalonnes sur Loire | 15/03/2010 | 15/12/2024 | 88 500,00 | Crédit Agricole | EURIBOR03M | 6 028,90 | 353,55 | 6 382,45 | 6 251,25 |
| BP-E18 | Travaux d'infrastructures Chalonnes sur Loire | 10/03/2011 | 10/12/2025 | 122 800,00 | Crédit Agricole | MOYEURIBOR03M | 8 177,38 | 753,04 | 8 930,42 | 17 221,28 |
| BP-E24 | Investissements | 01/04/2014 | 01/07/2023 | 110 000,00 | La Banque Postale | EURIBOR03M | 45 833,45 | 1 175,30 | 48 339,75 | 0,00 |
| BP-E26 | Investissements | 01/04/2014 | 01/07/2023 | 170 000,00 | La Banque Postale | EURIBOR03M | 70 833,45 | 1 816,37 | 74 706,82 | 0,00 |
| BP-E28 | Investissements | 01/01/2017 | 01/10/2031 | 400 000,00 | La Banque Postale | FIXE | 26 666,68 | 2 530,00 | 29 196,68 | 213 333,24 |
| BP-E32 | Investissements | 15/07/2011 | 15/07/2025 | 900 000,00 | Crédit Agricole | FIXE | 73 620,00 | 3 806,17 | 77 426,17 | 157 460,00 |
| BP-E38 | Travaux d'infrastructures Juigne sur Loire | 15/10/2010 | 15/05/2023 | 1 250 000,00 | Crédit Agricole | MOYEURIBOR03M | 657 675,17 | 7 902,12 | 665 577,29 | 0,00 |
| BP-E41 | Salle des sports La Limousine St Jean des Mauvrets | 25/11/2015 | 25/08/2030 | 292 000,00 | Credit Mutuel | FIXE | 19 498,84 | 2 276,20 | 21 775,04 | 139 537,11 |
| BP-E42 | site technique St Saturnin | 05/03/2016 | 05/12/2035 | 800 000,00 | Credit Mutuel | FIXE | 37 767,58 | 11 000,42 | 48 768,00 | 518 227,95 |
| BP-E44 | Travaux d'infrastructures Juigne sur Loire | 15/03/2011 | 15/12/2035 | 1 300 000,00 | Crédit Agricole | FIXE | 50 455,80 | 27 196,68 | 77 652,48 | 761 236,76 |
| BP-E46 | Investissements | 25/03/2007 | 25/03/2026 | 270 000,00 | Caisse d'Epargne | FIXE | 16 450,03 | 2 749,81 | 19 199,84 | 53 342,08 |
| BP-E49 | Investissements | 25/03/2008 | 25/12/2027 | 452 000,00 | Caisse d'Epargne | FIXE | 28 188,25 | 6 797,07 | 34 985,32 | 126 898,05 |
| BP-E50 | Investissements | 25/01/2011 | 25/10/2035 | 1 300 000,00 | Caisse d'Epargne | FIXE | 50 455,80 | 27 196,68 | 77 652,48 | 761 236,76 |
| BP-E52 | Investissements | 01/04/2014 | 01/01/2029 | 490 000,00 | La Banque Postale | FIXE | 34 367,62 | 8 052,30 | 42 419,92 | 202 099,44 |
| BP-E53 | Investissements | 01/01/2016 | 01/01/2030 | 300 000,00 | La Banque Postale | FIXE | 19 917,32 | 3 658,00 | 23 575,32 | 151 819,67 |
| **TOTAL** | | | | **8 245 300,00** | | | **1 145 936,27** | **107 263,71** | **1 256 587,98** | **3 108 663,59** |




Le profil d'extinction de la dette laisse apparaitre des marges de manœuvre sur le budget principal en 2026 et 2029.

#### 2.3.3.4.2 Orientations 2024 : pas de nouvel emprunt et consommation du fonds de roulement

Aucun nouvel emprunt ne sera nécessaire en 2024 pour financer les projets communautaires, notamment dans le cadre de l'acte 2, y compris les centres techniques des services communs.

*Au regard du fond de roulement important dont dispose la CCLLA, il avait été décidé de ne pas recourir à l'emprunt pour l'acquisition et la construction des centres techniques des services communs tant que la CCLLA n'en aura pas besoin pour ses propres projets.*

*Fin 2023, la CCLLA a avancé 1,7 M€ pour l'acquisition et la construction des centres techniques et il est prévu environ 3,5 M€ en 2024 pour les centres techniques des secteurs 1 et 3 (900 k€ de recettes attendues sur ces secteurs + le 4). La CCLLA dispose en avance des attributions de compensation voirie pour plus de 3,2 M€.*

Les taux d'emprunt prévisionnels ont fortement augmenté en 2022 et 2023 (400 points de base depuis le début de l'année 2022 sur les emprunts à 15 et 20 ans). Malgré une situation internationale très incertaine, les marchés financiers anticipent une baisse de taux à l'été.

L'objectif en 2024 est de consommer le fonds de roulement qui au regard de la prospective devrait suffire jusqu'en 2025 au moins.

Les conditions sont toujours favorables pour le remboursement anticipé d'emprunt car les taux sont encore élevés faisant mathématiquement baisser les indemnités actuarielles

Il reste notamment un emprunt avec un CRD de 760 k€ dont le remboursement anticipé génèrerait 8 k€ de frais mais 164 k€ d'intérêt restant dus.

#### 2.3.3.4.3 Capacité de désendettement

Ce ratio met en exergue le nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette d'une collectivité en fonction de sa Capacité d'Autofinancement (CAF).

- Capacité moyenne : entre 5 et 7 ans
- Seuil critique : entre 10 et 12 ans

Cette durée était, pour le budget principal, de 2,83 années en 2019, 3,2 en 2020, à 2,4 en 2021 et 2022 avec le budget annexe actions économiques ; elle chute à 1,36 en 2023 grâce à une excellente épargne brute et les remboursements anticipés.

Pour 2024, elle serait de 1,85 ans avec la CAF brute budgétaire.

.

### 2.3.4 Les orientations pour la section d'investissement en 2024

Le budget est voté par opération (en jaune opération ajoutée pour 2024).

| | | | |
|---|---|---|---|
| 540 | MUSEE DE LA VIGNE ET DU VIN | 91014 | TRAVAUX VOIRIE ST GEORGES |
| 901 | MATERIELS ADMINISTRATIFS ET DIVERS | 91015 | TRAVAUX VOIRIE ST GERMAIN |
| 902 | BATIMENTS SIEGES | 91016 | TRAVAUX VOIRIE ST JEAN |
| 9021 | CONSTRUCTION D'UN SIEGE UNIQUE | 91017 | TRAVAUX VOIRIE ST MELAINE |
| 904 | VOIRIE MATERIELS MOE DIVERS | 91018 | TRAVAUX VOIRIE TERRANJOU |
| 9041 | 11 LIAISONS CYCLABLES | 91019 | TRAVAUX VOIRIE VAL DL |
| 91001 | TRAVAUX VOIRIE AUBIGNE | 915 | TOURISME |
| 91002 | TRAVAUX VOIRIE BEAULIEU | 920 | AIRES D'ACCUEIL GENS DU VOYAGE |
| 91003 | TRAVAUX VOIRIE BELLEVIGNE | 939 | FONDS DE CONCOURS |
| 91004 | TRAVAUX VOIRIE BLAISON | 941 | HABITAT/AMGT/MOBILITE/TE |
| 91005 | TRAVAUX VOIRIE BRISSAC LA | 944 | GEMAPI |
| 91006 | TRAVAUX VOIRIE CHALONNES | 947 | CRECHES - HALTE GARDERIES |
| 91007 | TRAVAUX VOIRIE CHAMPTOCE | 95001 | INV SECTEUR 1 |
| 91008 | TRAVAUX VOIRIE CHAUDEFONDS | 95002 | INV SECTEUR 2 |
| 91009 | TRAVAUX VOIRIE DENEE | 95003 | INV SECTEUR 3 |
| 91010 | TRAVAUX VOIRIE GARENNES | 95004 | INV SECTEUR 4 |
| 91011 | TRAVAUX VOIRIE MOZE | 95005 | INV SECTEUR 5 |
| 91012 | TRAVAUX VORIE POSSONNIERE | 960 | SPORT |
| 91013 | TRAVAUX VOIRIE ROCHEFORT | 970 | CULTURE |

#### *2.3.4.1 Les recettes d'investissement 2024*

Les restes à réaliser en recettes concernent : le centre technique du secteur 4 (299 k€), du secteur 1 (397 k€), la petite enfance (292,5 k€),les véhicules électriques (130 k€), le tourisme (36 k€), et le fonds de concours de la commune de Brissac Loire Aubance et Chalonnes (136 k€).

Il est envisagé environ 2 M€ de nouvelles subventions en investissement :

- Nouvelles subventions à percevoir

- 1 478 k€ en voirie

- 1 066 k€ pour les liaisons douces

- 125,5 k€ en tourisme

- 220 k€ pour le centre technique secteur 3

- 157 k€ pour le siège unique

- 167 k€ pour la biodiversité (atlas, zones humides, plantations)

- 596 k€ en remboursement des communes pour l'étude pluviale

- 634 k€ pour la GEMAPI

- 974 k€ en petite enfance

- 219 k€ pour un TAGV

### *2.3.4.2 Les dépenses d'investissement 2024*

**PROJETS D'INVESTISSEMENT 2024 avec RAR**

| POLITIQUE PUBLIQUE | PROJET | MONTANT | |
|---|---|---|---|
| | FONDS DE CONCOURS PFF. | **420 000,00 €** | |
| **voirie** | toutes les communes y compris MOE | 8 416 000,00 € | **9 022 000,00 €** |
| | Matériels de voirie | 606 000,00 € | |
| **service commun** | travaux sur site technique secteurs 1, 3, 4 | 3 367 000,00 € | **4 614 000,00 €** |
| | acquisitions de matériels/renouvellement | 1 247 000,00 € | |
| **bâtiment** | siège unique | 700 000,00 € | |
| | Schéma directeur | 88 000,00 € | |
| | Autres travaux + mobilier | 85 000,00 € | |
| **sport** | Fonds de concours BLA (186,5 k€) + liner et sols piscine | 258 000,00 € | |
| **Hab/Amgt/Mobilité/TE** | PLH, liaisons douces, biodiversité, ZH, VAE, rénovation énergétique | 2 812 000,00 € | |
| **gens du voyage** | TAGV Bellevigne, Chalonnes, BLA, MOUS et Tx divers | 1 630 000,00 € | |
| **Gemapi/ENV** | TRAVAUX ET ETUDES<br>étude eaux pluviales | 940 000,00 €<br>1 050 000,00 € | |
| **petite enfance** | projet Rochefort, BLA, VDL, terranjou + divers travaux | 2 494 000,00 € | |
| **tourisme** | FIL ARTISTIQUE + divers | 283 000,00 € | |
| **informatique** | Matériel/logiciel/Site internet-intranet | 139 000,00 € | |
| **Culture** | divers | 43 000,00 € | |
| | **TOTAL INVESTISSEMENT 2024** | **24 578 000,00 €** | |

- Les fonds de concours et subventions d'équipement

En 2023, les deniers fonds de concours Loire Layon ont été versés.

En 2024, sont prévus en fonds de concours à verser aux communes :

- 420 k€ au titre du PFF (1/6ème de 2,5 M€)
- 186,5 k€ pour le système de chauffage de la salle de l'Eviere

### 2.3.5 Les relations financières Communes/Communauté

Les attributions de compensations (AC) représentent la principale relation financière entre les communes et la CCLLA.

Elles sont composées d'éléments financiers qui se sont additionnés au fil des années et des transferts de fiscalité ou de compétences :

- A l'origine les AC sont mises en place de manière obligatoire lors du passage de l'EPCI à la fiscalité professionnelle unique (2000 pour l'ex CC Loire Layon, 2005 pour l'ex CC Loire Aubance, 2016 pour l'ex CC Coteaux du Layon) ; elles ont alors vocation à compenser le transfert de la fiscalité économique, jusqu'alors perçue par la commune, à la communauté de communes,

- Lors de la fusion en 2017, il a été décidé de neutraliser pour le contribuable l'harmonisation des taux des ex communautés communes. Cela a généré des compensations d'attribution de compensations négatives ou positives selon que les communes devaient augmenter ou diminuer leurs taux.

- Puis, à chaque transfert de compétence dans un sens ou dans l'autre (« dé-transfert » ou retour aux communes), les charges de ladite compétence sont évaluées et leur montant sera versé par la collectivité qui transfère à la collectivité qui exercera la compétence.

- Enfin, les AC peuvent être la compensation financière d'une part fixe d'un service commun ; ce dernier devant être remboursé à l'euro près fait nécessairement l'objet d'un ajustement annuel (dite « part 2 »), la part fixe n'étant qu'une estimation.

Depuis la loi de finances de 2017, des AC d'investissement sont autorisées : elles servent à financer des investissements par la collectivité qui exerce la compétence ou le service commun. Cela évite aux communes de prévoir en fonctionnement une dépense qui sera réalisée en investissement par la CCLLA et de diminuer/augmenter artificiellement les ratios de CAF des communes/CCLLA.

Les montants des attributions de compensation ont été modifiés de manière très importante en 2019 pour tenir compte de l'harmonisation des compétences facultatives et optionnelles et de la création des services communs, avec la mise en place, de surcroit, d'attributions de compensation d'investissement.

En 2020, les attributions avaient évolué pour tenir compte du passage en année pleine des services communs.

En 2021, des ajustements de clés de répartition pour les services communs avaient également provoqué un ajustement à la marge sur certains secteurs.

En 2022, la clé de répartition du secteur 1, la dotation matériels du secteur 5 et les attributions de compensations d'investissement liées à la compétence voirie ont été modifiées.

Enfin en 2023, le dé-transfert des salles de sports a généré une restitution d'AC pour les 4 communes concernées mais l'application des dispositions des conventions de gestion a entrainé l'augmentation des attributions de compensation liées à la « part 1 » des services communs techniques, avec pour un secteur un lissage de cette augmentation sur 3 ans

En 2024, les attributions de compensations seront les suivantes :

## Montants des AC provisoires

| AC - : la commune verse à la CC<br>AC + : la CC verse à la Cne | 2024 | |
|---|---|---|
| | MONTANT DES AC DE FONCTIONNEMENT | MONTANT DES AC D'INVESTISSEMENT |
| AUBIGNE SUR LAYON | 26 713,00 | 8 000,00 |
| BEAULIEU SUR LAYON | - 118 430,00 | - 116 710,47 |
| BELLEVIGNE EN LAYON | - 503 152,00 | - 207 987,54 |
| BLAISON-SAINT SULPICE | - 166 892,00 | - 73 162,00 |
| BRISSAC LOIRE AUBANCE | - 189 703,00 | - 569 120,00 |
| CHALONNES SUR LOIRE | - 197 066,00 | - 297 841,85 |
| CHAMPTOCE SUR LOIRE | 297 977,00 | - 66 874.40 |
| CHAUDEFONDS/ LAYON | - 134 103,00 | - 50 534,15 |
| DENEE | - 110 474,00 | - 53 016,63 |
| GARENNES SUR LOIRE | - 215 355,00 | - 251 905,000 |
| LA POSSONNIERE | - 194 658,00 | - 76 156,00 |
| MOZE SUR LOUET | - 96 568,00 | - 83 234,08 |
| ROCHEFORT SUR LOIRE | - 323 586,00 | - 117 991,77 |
| SAINT MELAINE/ AUB | 73 949,00 | - 250 205,93 |
| ST GEORGES SUR LOIRE | - 118 745,00 | - 158 789,00 |
| ST GERMAIN DES PRES | - 73 601,00 | - 36 385,60 |
| St JEAN DE LA CROIX | - 9 751,00 | - 3 057,45 |
| TERRANJOU | - 494 830,00 | - 205 491,46 |
| VAL DU LAYON | - 175 977,00 | - 159 261,60 |
| | 398 729<br>- 3 122 891 | - 2 785 724,93 |

La part 2 du service commun ADS est de 94 k€ en 2023. La question de son intégration dans les AC pourra donc être posée en 2024.

**AUTOASSURANCE DU PERSONNEL**

En 2020, il a été décidé de ne plus recourir à un assureur externe pour les risques statutaires et il a été proposé de créer une auto-assurance pour les services techniques alimentée par les communes sur la base des montants versés en 2020.

En 2021, les communes avaient versé 126 083 € à la CCLLA (via leur AC et la part 2 de 2021) qui leur a reversé 26 684 € comme l'aurait fait l'assureur privé. Le solde était donc de 99 399 € et a constitué une provision semi-budgétaire en 2022. En 2022, les communes ont à nouveau versé 126 082 € au titre de l'auto-assurance et la CCLLA a reversé 112 372 €. 6 909 € ont donc fait l'objet d'une provision en 2023. En 2023, la CCLLA a reversé 139 833 € soit 13 751 € de plus que la dotation versée par les communes. Le Président va donc effectuer une reprise de provision pour ce montant en 2024 (voir chapitre « provisions »).

## 2.4 La prospective 2024-2027

En 2022, était annoncée, depuis la première prospective réalisée à l'appui du projet de territoire en 2019, une chute brutale de la CAF en raison de la suppression de la TEOM au profit de la redevance incitative et la nécessité de subventionner le budget annexe actions économiques à hauteur de 350 k€. S'est ajoutée la crise économique liée, pour l'essentiel, aux conséquences de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine. Cette crise a fait grimper les prix des matières premières et de l'énergie mais a été assez largement compensée par l'inflation qui, elle, joue sur nos recettes (fraction de TVA).

Depuis 2021, l'épargne brute se maintient donc autour de 4 M€ et son taux autour des 20 %, un peu au-dessus de la moyenne nationale de la strate.

Pour 2024, les réflexions sur l'acte 2 du projet de territoire ont été formalisées et soumises à la validation du bureau. Les actions validées ont été intégrées comme base de la prospective.

La nouvelle prospective s'établit en fonction des prévisions budgétaires 2024 puis des progressions et projets intégrés comme suit :

- Pour la section de fonctionnement

- Dépenses :
  - ✓ Charges à caractère général (chap. 011) +6,3 % en 2024 (intégration acte 2 + mise à jour FA 2023) par rapport au BP 2023 (+17,8 par rapport au CA 2023) puis progression de +2 % sauf dépenses particulières (3% pour énergies, par exemple : 400 k€ d'études en 2024, montant ramené à compter de 2025 à 100 k€ d'étude/an) ;
  - ✓ Pour le chapitre 65 : +7 % par rapport au CA 2023 puis +2 %.
  - ✓ Pour le personnel, + 5 % en 2024 par rapport au BP 2023 (+7 % / au BP 2023) puis, à compter de 2024, +1,5%/an.
  - ✓ Une subvention annuelle au budget Actions Economiques de 350 k€/an.
- Recettes :
  - ✓ Progression des produits de taxe foncière : 4,5 % en 2024 (3,9 % annoncé en loi de finances 2024) puis +2% par an.
  - ✓ Compensation de TH : + 2,5 % en 2024 (2,6 % annoncé en loi de finances) puis 2%/an à compter de 2025 ;
  - ✓ CFE = +4,5% en 2024 + majoration spéciale puis +2%/an ensuite.
  - ✓ Compensation de CVAE = + 2,5 % en 2024 (2,6 % annoncé en loi de finances) puis 2%/an à compter de 2025 ;
  - ✓ TAXE GEMAPI avec un produit constant de 700 k€.
  - ✓ Progression de la part des attributions de compensation relatives aux services communs conformément aux prévisions sur les chapitres 011 (+2%) et 012 (+1.5%).
  - ✓ Stabilité des dotations (sauf compensation des valeurs locatives des bâtiments industriels : même progression que les bases fiscales) et subventions.

- Pour la section d'investissement :

**PPI 2023/2027 hors voiries communales après 2024**

**Planning détaillé - FA2023+PFF+acte2-hors voiries communales**

Budget [01000] BUDGET PRINCIPAL

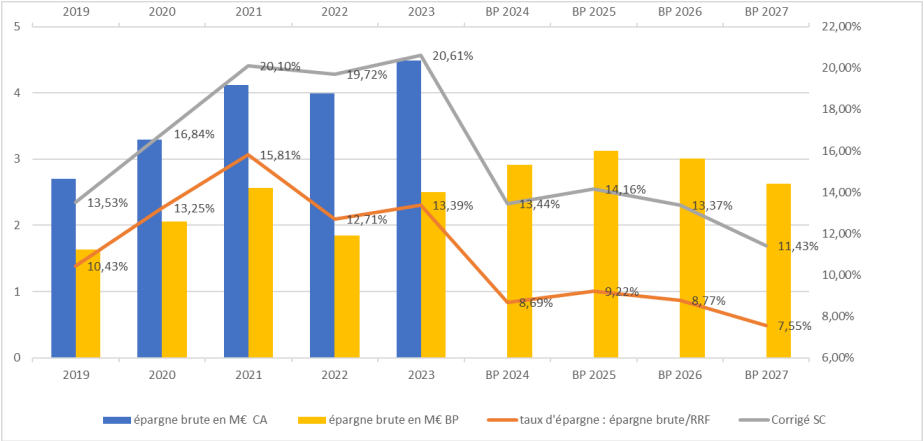
| | Nature | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BP 2024 ajustement | Invest. | | 54 773 | | | | 54 773 |
| CA2023 ajustement | Invest. | 20 312 | | | | | 20 312 |
| | Subv. | 48 460 | | | | | 48 460 |
| DSIP-SIG | Invest. | 57 672 | | | | | 57 672 |
| DST-VOIRIE Secteur 1 et 2 matériel | Invest. | | | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 300 000 |
| DST-VOIRIE Secteur 3 matériel | Invest. | | | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 300 000 |
| DST-VOIRIE Secteur 4 matériel | Invest. | | | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 300 000 |
| DST-VOIRIE Secteur 5 matériel | Invest. | | | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 300 000 |
| Programme d'équilibrage par emprunt | Emp. | | | 654 959 | 5 554 413 | 3 360 610 | 9 600 012 |
| [DATEHAB] DATE-HABITAT | Invest. | 221 665 | 150 000 | 530 000 | 465 000 | 465 000 | 1 831 665 |
| | Subv. | 13 733 | 12 000 | | | | 25 733 |
| [OPAH-FDC] OPAH -FDC communes FA 33 | Invest. | 5 770 | | 230 000 | 165 000 | 165 000 | 568 770 |
| [OPAH-OPHLM] OPAH -LOG SOC FA 20 | Invest. | | | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 450 000 |
| [OPAH] OPAH - FA21 | Invest. | 138 983 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 738 983 |
| [PLH] PLH - FA 24 | Invest. | 73 912 | | | | | 73 912 |
| | Subv. | 13 733 | 12 000 | | | | 25 733 |
| [DATEMOB] DATE-MOB | Invest. | 69 912 | 2 206 570 | 2 537 100 | 2 934 200 | 2 670 000 | 10 419 782 |
| | Subv. | | 1 074 000 | 1 073 550 | 1 282 000 | 1 260 000 | 4 689 550 |
| [11 LIAISONS CYCLABLES] 11 LIAISONS CYCLABLES | Invest. | | 2 132 000 | 2 147 100 | 2 564 200 | 2 520 000 | 9 363 300 |
| | Subv. | | 1 066 000 | 1 073 550 | 1 282 000 | 1 260 000 | 4 681 550 |
| [FA24-26] Incitation modes actifs | Invest. | | | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 450 000 |
| [MOB-durable] alternative à la voiture-experimentation | Invest. | | | 240 000 | 220 000 | | 460 000 |
| [SCH DIR CYCL] Finalisation de l'élaboration du schéma directeur cyclable-FA20 | Invest. | 30 030 | 26 570 | | | | 56 600 |
| | Subv. | | 8 000 | | | | 8 000 |
| [SUBV VAE] Subvention pour l'acquisition de vélo électrique -FA22 | Invest. | 39 882 | 50 000 | | | | 89 882 |
| [DATETE] DATE-TRANSITION ECOLOGIQUE | Invest. | | 438 000 | 151 000 | 152 000 | 30 000 | 831 000 |
| | Subv. | 60 000 | 312 000 | 45 000 | 45 000 | 15 000 | 477 000 |
| [ATLAS BIO-ABIc] Atlas de la biodiversité inter communale-FA30 | Invest. | | 300 000 | | | | 300 000 |
| | Subv. | 60 000 | 140 000 | | | | 200 000 |
| [BIODIV-TE-acte2] FA34-35-37 | Invest. | | 85 000 | 101 000 | 102 000 | | 271 000 |
| | Subv. | | 145 000 | 15 000 | 15 000 | | 175 000 |
| [INV ZON HUM] Inventaire zones humides - FA31 | Invest. | | 40 000 | 50 000 | 50 000 | | 140 000 |
| | Subv. | | 12 000 | 15 000 | 15 000 | | 42 000 |
| [plantations] TE-plantations | Invest. | | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 120 000 |
| | Subv. | | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 60 000 |
| [DDEVCULT] DDEV-CULTURE | Invest. | 21 020 | 43 000 | 28 980 | 5 000 | | 98 000 |
| [LECTURE PUB-CARTE ] Lecture publique - carte unique -FA 105 | Invest. | 16 020 | 7 000 | 4 980 | | | 28 000 |
| [VA-acte2] VILLAGE ARTISTES FA2024-121 | Invest. | | 25 000 | 10 000 | 5 000 | | 40 000 |
| [VES-SUBV ANNUELLE] VES-SUBVENTION ANNUELLE-FA108 | Invest. | 5 000 | 11 000 | 14 000 | | | 30 000 |

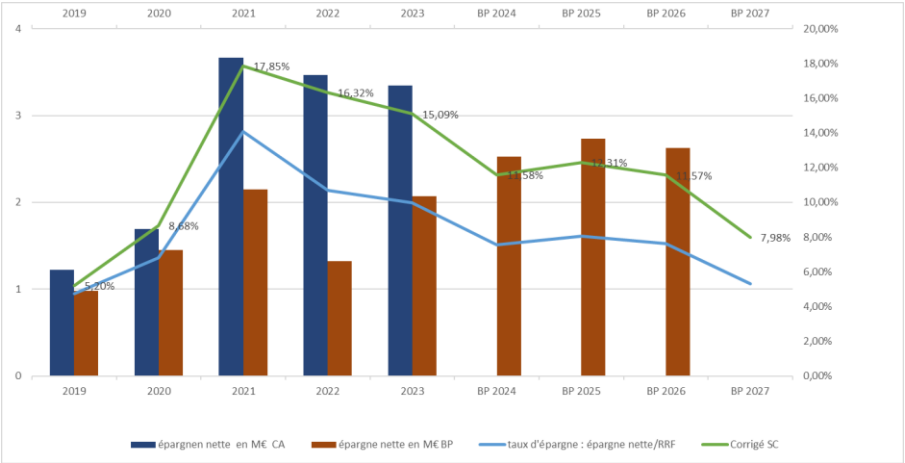
| | Nature | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| [DDEVGDV] DDEV-GENS DU VOYAGE | Invest. | 54 315 | 1 720 352 | 115 000 | 161 000 | 15 000 | 2 065 667 |
| | Subv. | | 219 000 | 140 000 | 56 000 | | 415 000 |
| [GDV -MISE AUX NORMES] AIRE CHALONNES+FA102+REC | Invest. | | 10 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 55 000 |
| [HAB ADAPTE Acte2] habitat adapté FA130 | Invest. | | 124 000 | 100 000 | 146 000 | | 370 000 |
| | Subv. | | | 140 000 | 56 000 | | 196 000 |
| [TAGV BLA TX] Aire BLA- TX - FA 101 | Invest. | 54 315 | 1 551 352 | | | | 1 605 667 |
| | Subv. | | 219 000 | | | | 219 000 |
| [TAGV THOUARCE-ETUD] Aire Thouarcé - Etudes-FA100 | Invest. | | 35 000 | | | | 35 000 |
| [DDEVSOCPE] DDEV-SOCIAL/PETITE ENFANCE | Invest. | 95 792 | 2 492 366 | 950 440 | 954 066 | 495 760 | 4 991 446 |
| | Subv. | 9 213 | 1 267 063 | 577 654 | 588 069 | 305 330 | 2 747 569 |
| [EAJE-TX] EAJE-TX - FA124 + rec 15k/an | Invest. | 2 242 | 159 475 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 281 721 |
| | Subv. | 9 213 | | | | | 9 213 |
| [MICRO CRECHE CHEMELIER] extension microcreche-chemBLA-FA112 | Invest. | | | | 17 280 | 75 120 | 92 400 |
| | Subv. | | | | 11 578 | 50 330 | 61 908 |
| [MICRO CRECHE martigne] extension microcreche-martigneFA113 | Invest. | | 106 000 | 270 000 | 188 000 | | 564 000 |
| | Subv. | | 66 960 | 167 400 | 115 320 | | 349 680 |
| [MICRO CRECHE ST SAT] extension microcreche-stsatBLA-FA111 | Invest. | | | 31 680 | 132 720 | | 164 400 |
| | Subv. | | | 21 226 | 88 922 | | 110 148 |
| [MICRO CRECHE THOUARCE2] extension microcreche-thouarce-FA107 | Invest. | | | | 92 160 | 380 640 | 472 800 |
| | Subv. | | | | 61 747 | 255 000 | 316 747 |
| [MICRO CRECHE THOUARCE] extension microcreche-thouarce-FA110 | Invest. | | | 25 920 | 109 680 | | 135 600 |
| | Subv. | | | 17 368 | 73 484 | | 90 852 |
| [MICRO CRECHE VAUCH] extension microcreche-vauchretien-FA109 | Invest. | | 37 440 | 155 760 | | | 193 200 |
| | Subv. | | 24 710 | 102 802 | | | 127 512 |
| [MULTI ACC BLA] MULTI ACCU BLA-FA123 | Invest. | 39 880 | 1 428 774 | | | | 1 468 654 |
| | Subv. | | 640 467 | | | | 640 467 |
| [MULTI ACC ROCHEFORT] MULTI ACCU ROCHEFORT-FA122 | Invest. | 56 669 | 373 842 | | | | 430 511 |
| | Subv. | | 292 502 | | | | 292 502 |
| [PICCOLO] PICCOLO | Invest. | | 354 832 | 427 080 | 376 248 | | 1 188 160 |
| | Subv. | | 242 444 | 269 080 | 237 036 | | 748 540 |
| [DDEVTOUR] DDEV-TOURISME | Invest. | 69 350 | 287 720 | 210 920 | 206 756 | 5 000 | 779 747 |
| | Subv. | 24 155 | 161 923 | 125 500 | 100 000 | | 411 578 |
| [FIL ARTIS] FIL ARTISTIQUE - FA113 | Invest. | 69 350 | 252 972 | 205 920 | 201 756 | | 760 000 |
| | Subv. | | 125 500 | 125 500 | 100 000 | | 351 000 |
| [OFF TOUR-musee-ENTRETIEN] OFFICE TOURISME-ENTRETIEN-FA112 | Invest. | | 4 747 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 19 747 |
| | Subv. | 24 155 | 36 423 | | | | 60 578 |
| [DSIPCOM] DSIP-COMMUNICATION | Invest. | 9 500 | 44 000 | | | | 53 500 |
| [INTRANET-EXTRANET] INTRANT-EXTRANET-FA9 | Invest. | 9 500 | 44 000 | | | | 53 500 |
| [DSIPRNU] DSIP-RESSOURCES NUMERIQUES | Invest. | 94 266 | 93 900 | 55 000 | 55 215 | 50 085 | 378 465 |
| | Subv. | | 2 800 | | | | 2 800 |
| [AUDIT SECU] étude sécurité informatique | Invest. | | 15 000 | | | | 15 000 |
| [HEBERG INFRA SERVEURS] HEBERGEMENT INFRASTRUCTURE SERVEURS-FA1 | | 12 015 | 23 900 | 20 000 | 20 000 | 20 085 | 96 000 |
| [MAT + VISIO SALLES REUNION] EQUIPEMENTS MAT + VISIO SALLES REUNION-FA10 | | 51 824 | | | | | 51 824 |
| [OUTIL FI-RH] HERBERGEMENT-MAINTENANCE OUTIL FINANCES-JVS-FA4 | | 24 785 | | | 35 215 | | 60 000 |
| [RNVLT MAT INFO-TEL] RENOUVELLEMENT MAT INFORMATIQUE ET TELEPHNIQUE-FA14 | | 5 641 | 55 000 | 35 000 | 30 000 | 30 000 | 155 641 |
| | Subv. | | 2 800 | | | | 2 800 |

| | Flux | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| [DSTBAT] DST-BATIMENT | Invest. | 1 335 152 | 4 276 045 | 1 520 000 | 4 320 000 | 6 129 348 | 17 583 549 |
| | Subv. | 307 752 | 1 074 905 | | 157 500 | 2 300 000 | 3 839 788 |
| [95SITES_SC_TRAVAUX] Travaux sur site techniques | Invest. | 25 405 | 6 416 | | | | 31 822 |
| | Subv. | 161 534 | 298 976 | | | | 460 810 |
| [CT S2-travaux-divers] Travaux sur CT S2 | Invest. | 58 321 | | | | | 58 321 |
| [CT S3-AMENAGEMENT] AMENAGEMENT CT S3-FA 47 | Invest. | 64 896 | 1 981 574 | | | | 2 046 469 |
| | Subv. | | 220 449 | | | | 220 449 |
| [CT1-AMENAGEMENT] AMENAGEMENT CT S1-FA 46 | Invest. | 860 847 | 1 378 837 | | | | 2 239 684 |
| | Subv. | | 397 580 | | | | 397 580 |
| [LED] LED-FA40 | Invest. | | 18 000 | | | | 18 000 |
| [SCH DIR PATRIMOINE BATI] SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER PATRIMOINE BATI-FA42 | | | 87 753 | | | | 87 753 |
| [SECURIT2 SITES ADM+TECH] SECURITE SITES ADM+TECH-FA49 | Invest. | | 46 500 | | | | 46 500 |
| [SITE UNIQUE-ETUDE] SITE UNIQUE-ETUDE-FA48 | Invest. | | 700 000 | 1 500 000 | 4 300 000 | 6 110 000 | 12 610 000 |
| | Subv. | | 157 500 | | 157 500 | 2 300 000 | 2 615 000 |
| [TX SITES ADM+TCH] DIVERS TRAVAUX SITES ADM+TECH-FA45 | Invest. | 328 654 | 56 965 | 20 000 | 20 000 | 19 346 | 445 000 |
| | Subv. | 145 949 | | | | | 145 949 |
| [DSTGEMAPI] DST-GEMAPI | Invest. | 399 992 | 1 959 641 | 2 495 751 | 2 317 446 | 998 606 | 8 201 438 |
| | Subv. | 65 334 | 1 383 720 | 933 255 | 585 993 | 547 238 | 3 815 540 |
| [ACQ FONC PETIT LOUET] ACQU FONC PETIT LOUET - FA 70 | Invest. | | 12 000 | | 6 000 | 12 000 | 30 000 |
| | Subv. | | 4 800 | | 2 400 | 4 800 | 12 000 |
| [ACQ FONC ST GEORGES] ACQU FONC ST GEORGES - FA 70 | Invest. | | 23 000 | 18 000 | | | 41 000 |
| | Subv. | | 7 200 | 7 200 | | | 14 400 |
| [ENDIG-PETIT LOUET-TX] GESTION ENDIG PETIT LOUET-TX - FA76 | Invest. | 240 677 | 337 815 | 475 001 | 325 946 | 348 358 | 1 727 797 |
| | Subv. | 59 880 | 181 920 | 162 097 | 119 635 | 119 635 | 623 167 |
| [ENDIG-ST GEORGES-TX2] GESTION ENDIG ST GEORGES-TX - FA76 | Invest. | 159 315 | 566 626 | 1 999 750 | 1 965 500 | 641 250 | 5 352 641 |
| | Subv. | 5 454 | 459 800 | 763 966 | 763 966 | 422 803 | 2 415 973 |
| [SCH DIT EAUX PL] SCHEMA DIRECTEUR EAUX PLUVIALES-FA83 | Invest. | | 1 050 000 | | | | 1 050 000 |
| | Subv. | | 750 000 | | | | 750 000 |
| [DSTVOIRIE] DST VOIRIE | Invest. | 2 956 553 | 9 106 117 | 140 227 | 140 000 | 140 000 | 12 482 927 |
| | Subv. | 551 055 | 1 719 835 | | | | 2 270 890 |
| [FDC-VOIRIE] projets vertueux communaux | Invest. | | 140 000 | 140 000 | 140 000 | 140 000 | 560 000 |
| [INV VOIRIE COMM2] INVESTISSEMENT VOIRIE COMMUNALE 2023 | Invest. | 2 357 771 | 5 416 002 | 227 | | | 10 804 000 |
| | Subv. | 551 055 | 1 719 835 | | | | 2 270 890 |
| [MAT-VOIRIE 2024] matériels + PANNEAUX | Invest. | | 550 115 | | | | 550 115 |
| [MAT-VOIRIE] DEPENSES 2023 | Invest. | 568 812 | | | | | 568 812 |
| [recurrent] Opérations récurrentes | Invest. | 1 066 372 | 1 946 667 | 925 000 | 925 665 | 920 000 | 5 806 105 |
| | Subv. | 391 262 | 980 | | | | 392 242 |
| [939FDC] FONDS DE CONCOURS + PFF | Invest. | 54 000 | 420 000 | 420 000 | 420 000 | 420 000 | 1 764 000 |
| [95SC] Matériels services commun | Invest. | 547 178 | 1 346 867 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | 3 594 045 |
| [960SPO_REC] sport | Invest. | 33 150 | 258 500 | | | | 291 650 |
| | Subv. | 391 058 | | | | | 391 058 |
| [CPTE26] prise de participation | Invest. | 65 750 | 15 500 | | | | 87 250 |
| [CULTURE] CULTURE | Invest. | 51 698 | | | 774 | | 52 473 |
| [musée-rec] Récurrent-musée | Invest. | 1 596 | 5 000 | 5 000 | 5 091 | | 16 687 |
| | Subv. | 234 | 950 | | | | 1 184 |
| Investissement | | 6 497 903 | 24 853 355 | 10 089 418 | 13 096 570 | 12 318 801 | |
| Subvention | | 1 771 047 | 7 227 794 | 2 895 159 | 3 114 582 | 4 427 568 | |
| Emprunts | | 0 | 0 | 684 989 | 5 554 413 | 3 360 610 | |
| Autofinancement | | 4 726 856 | 17 625 561 | 6 509 270 | 4 427 575 | 4 530 623 | |

**Sur ces bases, les budgets communautaires évolueraient de la façon suivante :**

| Analyse | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes de fonctionnement courant | 31 011 680,21 | 32 963 607,47 | 33 443 159,00 | 33 812 859,92 | 34 401 211,59 | 35 034 246,81 |
| Dépenses de fonctionnement courant | 27 189 606,43 | 28 390 078,17 | 30 469 333,50 | 30 688 441,69 | 31 262 419,15 | 31 828 185,39 |
| **Epargne de gestion** | **3 822 073,78** | **4 573 529,30** | **2 973 825,50** | **3 124 418,23** | **3 138 792,44** | **3 206 061,42** |
| Résultats financiers | -115 078,76 | -103 996,62 | -58 300,00 | -48 300,00 | -55 534,16 | -209 532,57 |
| Résultats exceptionnels | 286 350,32 | 22 168,38 | 32 550,00 | 35 550,00 | 35 550,00 | 35 550,00 |
| **Epargne brute** | **3 993 345,34** | **4 491 701,06** | **2 948 075,50** | **3 111 668,23** | **3 118 808,28** | **3 032 078,85** |
| Remboursement courant du capital de la dette | 526 299,14 | 1 145 960,51 | 384 000,00 | 390 000,00 | 340 887,39 | 600 395,85 |
| Créances sur des collectivités | 42 739,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Epargne Disponible (Autofinancement net)** | **3 509 786,19** | **3 345 740,55** | **2 564 075,50** | **2 721 668,23** | **2 777 920,89** | **2 431 683,00** |
| Dépenses réelles d'investissement | 5 900 467,32 | 6 921 112,14 | 25 941 799,94 | 10 089 418,22 | 13 096 570,07 | 12 318 800,70 |
| Recettes réelles d'investissement | 4 051 881,13 | 5 733 340,00 | 11 988 759,29 | 4 631 455,56 | 4 821 148,20 | 6 589 346,65 |
| **Besoin de financement** | **1 848 586,19** | **1 187 772,14** | **13 953 040,64** | **5 457 962,65** | **8 275 421,86** | **5 729 454,04** |
| Emprunts nouveaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 574 471,87 | 5 497 501,17 | 3 297 771,31 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 964 484,99 | 271 562,00 | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Résultat de l'exercice N au 31/12** | **13 496 662,58** | **15 926 192,99** | **5 161 822,57** | **3 000 000,09** | **3 000 000,32** | **3 000 000,64** |
| Dette au 31 12 | 4 254 599,88 | 3 108 639,37 | 2 724 639,37 | 2 909 111,24 | 8 065 725,02 | 10 763 100,48 |
| Capacité de désendettement | 1,07 | 0,69 | 0,92 | 0,93 | 2,59 | 3,55 |




Cette prospective respecte **les critères du PFF** :

- FDR à 3M€
- Capacité de désendettement inférieure à 8 ans (y compris avec la dette du budget actions économiques)

- Pour la CAF nette, les 15 % ne sont pas atteints en CAF budgétaire mais les CAF budgétaires présentées dans cette prospective sont comparables aux CAF nettes budgétaire de la rétrospective et permettent donc d'affirmer que cette CAF de 15 % reste atteignable chaque année.

La collectivité n'ayant pas mis en place les Autorisations de programme et crédits de paiement, on observe chaque année que les dépenses d'investissement inscrites au budget sont très importantes et ne sont jamais intégralement dépensées. Ainsi pour 2024, le niveau de dépenses est de 26 M€ (à comparer aux 23,5 M€ inscrits en 2023 qui ont été réalisés à hauteur de 7 M€ – Rar inclus = 12 M€) dont 8,4 M€ pour les travaux de voirie. Le besoin de financement s'élève à près de 14 M€ et une consommation du fonds de roulement de près de 10 M€ en 2024, mais avec un fort risque de report.

**Pour autant, même si les projets à réaliser se sont décalés par le passé du fait du manque de moyens humains pour les réaliser, les équipes sont aujourd'hui quasiment au complet et vont pouvoir mettre en œuvre le PPI sur un rythme plus soutenu.**

**Par ailleurs, le budget Lotissement est en déficit d'environ 3,6 M€ depuis 2019, déficit permis grâce à une trésorerie importante du budget principal. Or, il n'est pas régulier de voter un emprunt d'équilibre chaque année. La solution envisagée serait une avance du budget principal au budget lotissement en investissement, avance qui sera remboursée au fur et à mesure de la vente de terrains aménagés.**

**Cette orientation pourrait être mise en œuvre dès 2024**

# 3 Les budgets annexes

## 3.1 Le budget annexe assainissement collectif

### 3.1.1 L'exécution budgétaire 2023

L'assainissement collectif vise à assurer la collecte, le transport et le traitement des eaux usées par une station d'épuration. La collectivité assure la maitrise d'ouvrage des équipements (création, renouvellement, redimensionnement) pour permettre l'urbanisation des communes tout en garantissant une protection de l'environnement. L'exploitation de ces ouvrages de collecte, transport et épuration, sont confiés à des délégataires de service public.

En 2023, la Communauté de communes a poursuivi l'harmonisation tarifaire du service, sans augmentation complémentaire liée à l'inflation, pour un prix unique de l'eau sur le territoire en 2028. Elle a également lancé une réflexion sur la mise en œuvre d'une politique publique pour le développement de la réutilisation de l'eau usée, traitée en partenariat avec la Chambre d'agriculture, Véolia et la Communauté de communes, en étudiant la disponibilité de la ressource, les conditions d'usage et les modalités techniques et financière de cette politique publique. Enfin, elle a révisé son Plan Pluriannuel d'Investissement pour prendre en compte les nouvelles orientations de la police de l'eau et de l'Agence de l'eau.

De nombreux travaux d'assainissement collectif ont été réalisés en 2023 :

- Stations d'épuration :
  - Travaux de construction de la station d'épuration partagée entre Beaulieu et Rablay-sur-Layon
  - Travaux de construction de la station d'épuration de Juigné-sur-Loire aux Garennes-sur-Loire
  - Lancement des marchés de travaux pour la station d'épuration des Alleuds (Brissac Loire Aubance)
- Mise en séparatif des réseaux :
  - Travaux sur Rochefort-sur-Loire et Chalonnes, les Alleuds
  - Achèvement des études pour la mise en séparatif des réseaux de Martigné-Briand (Terranjou), Champ-sur-Layon (Bellevigne-en-Layon)
- Extension des réseaux :
  - Puits Rouillon à Denée
  - St Melaine – grand clos
  - Tavaux de raccordement de la ZAC de la Naubert à Juigné-sur-Loire (Les Garennes-sur-Loire)
- Renouvellement des réseaux :
  - Brissac secteur Marin
  - Mozé secteur de l'étang
  - Fin des études pour le renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales pour la rue Rabelais à Martigné-Briand (Terranjou)
  - Fin des études pour le renouvellement du réseaux, secteur Dolmens à Saint-Jean-des-Mauvrets (Les Garennes-sur-Loire)

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

| CHAP | Libellé | CA 2022 | BP 2023 | CA 2023 |
|---|---|---|---|---|
| 011 | charges à caractère général | 150 366,81 | 163 107,95 | 99 520,28 |
| 012 | charges de personnels et frais assimilés | 172 339,71 | 207 109,00 | 207 109,00 |
| 65 | autres charges de gestion courantes | 2 958,29 | 133 000,00 | 102 923,79 |
| 66 | charges financières | 46 562,31 | 68 000,00 | 64 778,59 |
| 67 | charges exceptionnelles | 3 090,26 | 5 000,00 | 3 667,92 |
| 022 | dépenses imprévues | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 |
| **dépenses réelles totales** | | **375 317,38** | **586 216,95** | **477 999,58** |
| 023 | virement à la section d'INVT | | 4 047 301,67 | 0,00 |
| 042 | op. d'ordre entre sect. (dot.aux amort.) | *1 131 780,12* | *1 500 000,00* | *1 096 022,18* |
| **dépenses d'ordre totales** | | **1 131 780,12** | **5 547 301,67** | **1 096 022,18** |
| **Total** | | **1 507 097,50** | **6 133 518,62** | **1 574 021,76** |

RECETTES

| CHAP | Libellé | CA 2022 | BP 2023 | CA 2023 |
|---|---|---|---|---|
| 70 | vente produits fabriqués, prestations | 148 760,73 | 360 000,00 | 514 338,01 |
| 74 | dotations et participations | 0,00 | 46 000,00 | |
| 75 | autres produits de gestion courante | 1 849 289,99 | 1 768 000,00 | 1 771 529,09 |
| 77 | produits exceptionnels | 15 610,92 | 0,00 | 6 490,86 |
| **recettes réelles totales** | | **2 013 661,64** | **2 174 000,00** | **2 292 357,96** |
| 042 | Op. d'ordre entre sect. | 623 242,92 | 548 000,00 | 461 813,85 |
| **Total** | | **2 636 904,56** | **2 722 000,00** | **2 754 171,81** |
| excédent d'exploitation | | 3 761 251,81 | 3 411 518,62 | 3 411 518,62 |
| | | **6 398 156,37** | **6 133 518,62** | **6 165 690,43** |

INVESTISSEMENT

DEPENSES

| CHAP | Libellé | CA 2022 | report | BP 2023 | CA 2023 | report 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1068 | déficit d'investissement transféré | 0,00 | 0,00 | | | |
| 16 | emprunts | 500 493,91 | 0,00 | 505 000,00 | 501 094,80 | |
| 20 | immob. Incorporelles | 35 323,82 | 0,00 | 302 000,00 | 57 279,97 | 132 000,00 |
| 21 | immob. Corporelles | 37 116,51 | 0,00 | 35 500,00 | 44 791,07 | |
| 23 | immob. En cours | 1 357 231,29 | 1 954 626,47 | 8 619 554,37 | 5 766 762,64 | 2 940 000,00 |
| 45 | Op. pour compte de tiers | 54 826,17 | 544 597,35 | 1 087 248,00 | 731 181,28 | 25 000,00 |
| **dépenses réelles totales** | | **1 984 991,70** | **2 499 223,82** | **10 549 302,37** | **7 101 109,76** | **3 097 000,00** |
| 040 | op. d'ordre entre sect. | 623 242,92 | 0,00 | 548 000,00 | 461 813,85 | |
| 041 | op. d'ordre patrimoniale | 0,00 | 0,00 | 355 764,17 | 703 862,82 | |
| **dépenses d'ordre totales** | | **623 242,92** | **0,00** | **903 764,17** | **1 165 676,67** | |
| **Total** | | **2 608 234,62** | **2 499 223,82** | **11 453 066,54** | **8 266 786,43** | **3 097 000,00** |
| Déficit d'investissement | | | | 244 273,65 | 244 273,65 | |
| | | | | **11 697 340,19** | **8 511 060,08** | **3 097 000,0** |
| | | | | **14 196 564,01** | | **11 608 060,08** |

RECETTES

| CHAP | Libellé | CA2022 | report | BP2023 | CA 2023 | Report 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | subventions d'invt | 115 850,68 | 710 400,00 | 3 116 500,00 | 1 735 890,75 | 1 507 000,00 |
| 16 | emprunts | 0,00 | | 1 346 252,70 | 43 656,34 | |
| 1068 | excédent de fct | | | 1 479 540,25 | 1 479 540,25 | |
| 21 | immob. | | | | 109,37 | |
| 23 | immob. En cours | 25 874,33 | 0,00 | 0,00 | 745 432,75 | |
| 45 | Op. pour compte de tiers | 12 072,78 | 553 557,22 | 1 087 248,00 | 760 000,00 | 0,00 |
| **recettes réelles totales** | | **153 797,79** | **1 263 957,22** | **7 029 540,95** | **4 764 629,46** | **1 507 000,00** |
| 021 | virement de la sect. de FCT | 0,00 | | 4 047 301,67 | 0,00 | |
| 040 | op. d'ordre entre section | 1 131 780,12 | 0,00 | 1 500 000,00 | 1 096 022,18 | |
| 041 | op. d'ordre patrimoniale | 0,00 | 0,00 | 355 764,17 | 703 862,82 | |
| **recettes d'ordre totales** | | **1 131 780,12** | **0,00** | **5 903 065,84** | **1 799 885,00** | |
| **Total** | | **1 285 577,91** | **1 263 957,22** | **12 932 606,79** | **6 564 514,46** | **1 507 000,00** |
| excédent d'invt | | 1 078 383,06 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | **2 363 960,97** | **1 263 957,22** | **12 932 606,79** | **6 564 514,46** | **1 507 000,00** |
| | | | | 14 196 564,01 | | 8 071 514,46 |

Le résultat net de l'exercice s'établit à :

| | SECTION DE FONCTIONNEMENT | SECTION D'INVESTISSEMENT | RAR |
|---|---|---|---|
| RESULTAT DE L'EXERCICE | **1 180 150,05 €** | **- 1 702 271,97 €** | **- 1 590 000,00 €** |
| RESULTAT REPORTE | 3 411 518,62 € | **- 244 273,65 €** | |
| RESULTAT CUMULE | **4 591 668,67 €** | - **1 946 545,62 €** | |
| **RAR** | | **- 3 536 545,62 €** | |

### 3.1.2 Proposition d'affectation des résultats

La section d'investissement fait apparaître un solde déficitaire de 1 946 545,62 € et de 3 536 545,62 € avec les restes à réaliser. Il est en conséquence proposé d'affecter une partie de l'excédent de fonctionnement pour 3 536 545,62 €.

### 3.1.3 CAF

2022 est l'année de référence en matière de CAF

CAF brute 2022 : **1 638 344,26 €** soit 81.36 % des recettes réelles de fonctionnement,
CAF nette 2022 : **1 137 850,35 €** soit 56.51 % des recettes réelles de fonctionnement

2023 :

CAF brute 2023 : **1 814 358,38 €** soit 79.15 % des recettes réelles de fonctionnement,
CAF nette 2023 : **1 313 263,58 €** soit 57.29 % des recettes réelles de fonctionnement

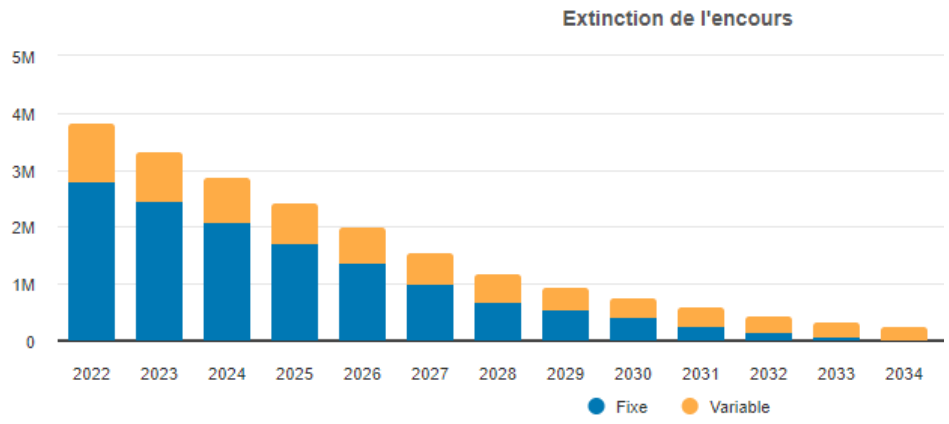
### 3.1.4 L'état de la dette au 31/12/2023

3 emprunts ont pris fin en 2023 (en surligné jaune) : il reste donc 16 emprunts sur le budget assainissement. Le niveau des intérêts a crû de 18 k€ ; 37.5% des emprunts (6) représentant 27% de l'encourt sont à taux variable (6 avaient été remboursés par anticipation ou regroupés à taux fixe à 0.85 % en 2020). L'augmentation des intérêts est concentrée sur un emprunt (en rouge) dont le capital restant dû s'élève à 523 k€.

| Réf. interne | Objet de la dette | Date de 1e échéance des intérêts | Date de fin | Montant initial | Organisme Prêteur | Index de Taux | Amortissement | Intérêts | Annuité | Capital Restant Dû au 31/12/2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ASS-E10 | Investissement 2006 | 15/03/2006 | 15/03/2028 | 287 948,00 | Crédit Agricole | TAM | 16 220,00 | 753,29 | 16 973,29 | 95 505,00 |
| ASS-E12 | Travaux d'assainisement 2015- Chalonnes sur Loire - Ancien MON509549EUR001 | 01/03/2021 | 01/03/2031 | 151 016,73 | Caisse Française de Financement Local | FIXE | 14 733,32 | 1 891,22 | 16 624,54 | 106 816,77 |
| ASS-E16 | Investissements 2002 / Chalonnes sur Loire | 01/01/2021 | 01/12/2032 | 268 000,24 | DEXIA Crédit Local | FIXE | 22 333,32 | 11 059,75 | 33 393,07 | 201 000,28 |
| ASS-E17 | Travaux 2003 / Chalonnes sur Loire | 27/01/2021 | 27/01/2034 | 226 166,93 | Credit Mutuel | FIXE | 15 476,75 | 9 115,09 | 24 591,84 | 185 029,81 |
| ASS-E19 | Investissements 2008 / Chalonnes sur Loire | 25/03/2021 | 25/12/2028 | 140 000,00 | Caisse d'Epargne | EURIBOR03M | 17 500,00 | 3 260,44 | 20 760,44 | 87 500,00 |
| ASS-E2 | Station d'épuration St Melaine | 31/08/2015 | 31/08/2031 | 463 259,26 | Agence de l'eau | FIXE | 27 843,95 | 0,00 | 27 843,95 | 222 751,61 |
| ASS-E22 | Réhabilitation station d'épuration / Chalonnes sur Loire | 15/03/2021 | 15/12/2040 | 646 800,00 | Crédit Agricole | EURIBOR03M | 30 800,00 | 21 062,91 | 51 862,91 | 523 600,00 |
| ASS-E27 | Travaux d'assainissement / St Georges sur Loire | 25/03/2021 | 25/12/2028 | 128 000,00 | Caisse d'Epargne | FIXE | 16 000,00 | 4 248,00 | 20 248,00 | 80 000,00 |
| ASS-E3 | Travaux | 01/08/2001 | 01/12/2032 | 106 714,31 | Caisse Française de Financement Local | FIXE | 3 614,64 | 1 611,76 | 5 226,40 | 39 594,07 |
| ASS-E34 | Travaux d'assainissement / Terranjou | 25/02/2021 | 02/01/2023 | 3 622,50 | Caisse d'Epargne | FIXE | 805,00 | 19,88 | 824,88 | 0,00 |
| ASS-E36 | Agence Eau construction STEP Thouarce / Bellevigne | 31/01/2021 | 31/01/2031 | 287 995,62 | Agence de l'eau | FIXE | 26 181,42 | 0,00 | 26 181,42 | 209 451,36 |
| ASS-E4 | Travaux infrastructures | 15/11/2005 | 15/05/2025 | 200 000,00 | Crédit Agricole | MOYEURIBOR12M | 11 947,71 | 750,53 | 12 698,24 | 18 572,41 |
| ASS-E42 | Construction de la nouveklle station d'épuration / Denée | 31/01/2021 | 31/01/2035 | 224 294,00 | Agence de l'eau | FIXE | 14 952,93 | 0,00 | 14 952,93 | 179 435,21 |
| ASS-E43 | Restructuration du réseau de transfert entre l'ancienne et la nouvelle station d'épuration | 31/01/2021 | 31/01/2033 | 89 378,18 | Agence de l'eau | FIXE | 6 875,24 | 0,00 | 6 875,24 | 68 752,46 |

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ASS-E47 | Investissements / Terranjou | 15/10/2021 | 15/10/2030 | 27 948,00 | Crédit Agricole | TAM | 2 794,80 | 648,51 | 3 443,31 | 19 563,60 |
| ASS-E48 | Restructuration dette | 01/10/2021 | 01/07/2027 | 1 271 795,44 | Crédit Agricole | FIXE | 211 965,92 | 7 882,48 | 219 848,40 | 794 872,12 |
| ASS-E49 | Investissement 2021 | 25/01/2021 | 25/01/2036 | 64 589,88 | Caisse d'Epargne | EURIBOR03M | 4 957,83 | 2 418,26 | 7 376,09 | 52 817,22 |
| ASS-E7 | Refinancement | 25/06/2007 | 25/03/2023 | 156 059,37 | Caisse d'Epargne | EURIBOR03M | 3 303,70 | 19,29 | 3 322,99 | 0,00 |
| ASS-E9 | Financement des investissements 2007 | 25/01/2008 | 25/01/2023 | 393 000,00 | Caisse d'Epargne | EURIBOR03M | 9 131,93 | 37,18 | 9 169,11 | 0,00 |
| **TOTAL** | | | | **5 136 588,46** | | | **457 438,46** | **64 778,59** | **522 217,05** | **2 885 261,92** |

EVOLUTION DE LA DETTE

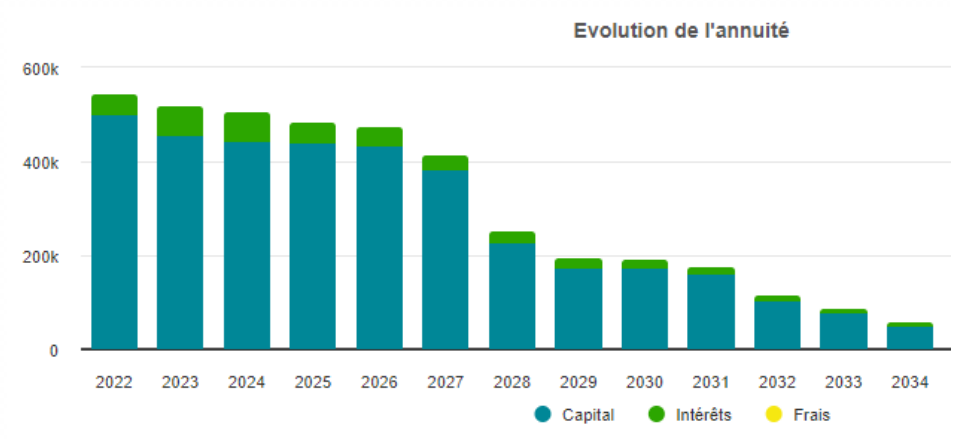



On constate que la « pente » de l'extinction de la dette est assez accentuée et dégage donc des marges de manœuvre dès 2024.

Une chute d'annuité de 55 k€ en 2027 puis une brutale chute en 2028 qui redonnera d'importantes marges de manœuvre (160 k€) (grâce au remboursement complet de l'emprunt 48 correspondant au regroupement de plusieurs emprunts des communes)

Les annuités sont soutenables et conformes à la prospective initiale.

Un nouvel emprunt sera nécessaire dans le courant de l'année 2024 pour faire face à l'accélération du PPI


Evolution de l'annuité
600k
400k
200k
0
2022
2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030
2031
2032
2033
2034
Capital
Intérêts
Frais

## La prospective d'Investissement

| Somme de Montant des travaux | Étiquettes de colonnes | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| 1 - Reconstruction STEP | 1 500 000,00 € | 470 000,00 € | 4 023 500,00 € | 3 333 000,00 € | 1 312 500,00 € | 2 767 500,00 € | 4 763 000,00 € | 2 029 000,00 € |
| AUBIGNE SUR LAYON | | | | | | | | 287 000,00 € |
| JUIGNE SUR LOIRE | | | 1 133 500,00 € | 1 545 000,00 € | | | | |
| BEAULIEU SUR LAYON | 0,00 € | 470 000,00 € | 2 730 000,00 € | 200 000,00 € | | | | |
| LES ALLEUDS | | | 160 000,00 € | 1 588 000,00 € | | | | |
| CHEMELLIER | | | | | 750 000,00 € | | | |
| ROCHEFORT SUR LOIRE | | 0,00 € | | | 562 500,00 € | 1 687 500,00 € | | |
| VAUCHRETIEN | | | | | | 1 080 000,00 € | 1 080 000,00 € | |
| FAYE D'ANJOU | | | | | | | 265 000,00 € | |
| CHARCE - ST ELLIER | | | | | | | 525 000,00 € | |
| MOZE SUR LOUET | | | | | | | 770 000,00 € | |
| ST AUBIN DE LUIGNE | | | | | | | 800 000,00 € | 800 000,00 € |
| ST SATURNIN SUR LOIRE / ST JEAN DES MAUVRETS | | | | | | | 1 323 000,00 € | 882 000,00 € |
| CHAMPTOCE SUR LOIRE | | | | | | | | 60 000,00 € |
| CHAVAGNES | 1 500 000,00 € | | | | | | | |
| 1 - STEP Annuel | | | 0,00 € | 0,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € |
| 2 - Ouvrages | 0,00 € | | 5 500,00 € | 6 000,00 € | | | | |
| 2 - Ouvrages Annuel | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € |
| 3 - Réseaux | 317 000,00 € | 382 200,00 € | 2 255 060,00 € | 2 381 150,00 € | 2 489 700,00 € | 823 500,00 € | 216 200,00 € | 313 000,00 € |
| AUBIGNE SUR LAYON | | | | | | 120 000,00 € | | |
| JUIGNE SUR LOIRE | 0,00 € | 130 000,00 € | | | 250 000,00 € | | | |
| BEAULIEU SUR LAYON | | | 190 000,00 € | 43 000,00 € | | | | |
| LES ALLEUDS | | | 367 100,00 € | 110 000,00 € | | | | |
| CHEMELLIER | | | 101 000,00 € | | | 66 000,00 € | | 92 500,00 € |
| ROCHEFORT SUR LOIRE | 185 500,00 € | 120 200,00 € | 110 000,00 € | 324 500,00 € | 340 000,00 € | | | |
| VAUCHRETIEN | | | | 73 750,00 € | | 100 000,00 € | | |
| MOZE SUR LOUET | | 132 000,00 € | | | | | | |
| ST AUBIN DE LUIGNE | | | | | 18 300,00 € | | | |
| CHAMP SUR LAYON | | | 281 250,00 € | | 310 000,00 € | | | |
| MARTIGNE BRIAND | | | 484 710,00 € | 47 300,00 € | 431 900,00 € | 67 500,00 € | | 220 500,00 € |
| FAVERAY MACHELLES | | | | | 28 500,00 € | | | |
| BRISSAC - QUINCE | | | 115 000,00 € | 230 000,00 € | | | 216 200,00 € | |
| CHALONNES SUR LOIRE | | | 606 000,00 € | 738 600,00 € | 176 100,00 € | | | |
| ST GERMAIN DES PRES | | | | | 10 000,00 € | | | |
| ST JEAN DES MAUVRETS | | | | 125 000,00 € | 108 800,00 € | | | |
| ST LAMBERT DU LATTAY | | | | 244 500,00 € | 816 100,00 € | 450 000,00 € | | |
| ST MELAINE SUR AUBANCE | | | | 120 700,00 € | | | | |
| ST SATURNIN | | | | 45 000,00 € | | | | |
| 3 - Réseaux Annuel | 37 500,00 € | 97 500,00 € | 154 000,00 € | 137 500,00 € | 187 500,00 € | 187 500,00 € | 187 500,00 € | 187 500,00 € |
| 4 - Autosurveillance | 102 500,00 € | 12 000,00 € | | | | | | |
| 5 - Etudes | 24 400,00 € | 36 200,00 € | 297 700,00 € | 286 200,00 € | 139 900,00 € | 40 000,00 € | | |
| AUBIGNE SUR LAYON | | | 20 000,00 € | | | | | |
| JUIGNE SUR LOIRE | 15 500,00 € | | | 60 000,00 € | | | | |
| CHEMELLIER | | | | 30 000,00 € | | | | |
| ROCHEFORT SUR LOIRE | | | 80 000,00 € | | | | | |
| VAUCHRETIEN | | | | 81 300,00 € | | | | |
| FAYE D'ANJOU | | | | | 30 000,00 € | | | |
| CHARCE - ST ELLIER | 4 600,00 € | | | | 30 000,00 € | | | |
| MOZE SUR LOUET | | | 900,00 € | 35 000,00 € | | | | |
| ST AUBIN DE LUIGNE | | | | 7 500,00 € | 45 000,00 € | | | |
| ST SATURNIN SUR LOIRE / ST JEAN DES MAUVRETS | | | | 30 000,00 € | | | | |
| CHAUDEFONDS SUR LAYON | 2 300,00 € | | | | 4 900,00 € | | | |
| CHAVAGNES | | 4 100,00 € | | | | | | |
| DENEE | | | 20 000,00 € | | | | | |
| FAVERAY MACHELLES | 2 000,00 € | | | | | | | |
| LA POSSONNIERE | | 1 500,00 € | | | | | | |
| LUIGNE | | 25 000,00 € | 25 000,00 € | | | | | |
| NOTRE DAME D'ALLENCON | | | | | 30 000,00 € | | | |
| ST GEORGES SUR LOIRE | | 0,00 € | 140 000,00 € | | | | | |
| BLAISON GOHIER | | | | 40 000,00 € | | | | |
| CHALONNES SUR LOIRE | | | | | | 30 000,00 € | | |
| ST JEAN DES MAUVRETS | | 5 600,00 € | 10 300,00 € | | | | | |
| ST MELAINE SUR AUBANCE | | | | 2 400,00 € | | | | |
| ST SATURNIN SUR LOIRE | | | 1 500,00 € | | | | | |
| THOUARCE | | | | | | 10 000,00 € | | |
| 5 - Etudes Annuelles | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 5 000,00 € | 5 000,00 € | 5 000,00 € | 50 000,00 € |
| Total général | 1 981 400,00 € | 997 900,00 € | 6 735 760,00 € | 6 143 850,00 € | 4 334 600,00 € | 4 023 500,00 € | 5 371 700,00 € | 2 779 500,00 € |

### 3.1.5 Les orientations budgétaires proposées pour 2024

En 2023, le service a été renforcé pour accélérer la réalisation du plan d'investissement afin de répondre aux besoins du territoire en matière de préservation de l'environnement et de développement.

Pourront donc être finalisées les STEP à Beaulieu, aux Alleuds et à Juigné et lancées les études sur Chemellier et Rochefort mais également les dimensionnements pour les STEP de Vauchrétien, Mozé sur Louet, Saint Jean des Mauvrets.

Les travaux de mises en séparatif ou de renouvellement des réseaux vont se poursuivre afin de renforcer la protection du milieu naturel (Beaulieu, Brissac Quincé, Chalonnes, Chemellier, les Alleuds, Martigné- Briand, Rochefort, Champ sur Layon) ou démarrer à Juigné, St Rémy, St Jean des Mauvrets, St Melaine, St Lambert du Lattay, St Saturnin, Vauchrétien, St Germain.

La mise à jour des schémas directeurs d'Aubigné, Luigné, Rochefort, Vauchrétien et St Georges sera achevée en 2024 et de nouvelles mises à jour pourront intervenir pour Juigné, Chemellier, St Aubin, Blaison, Vauchrétien.

Enfin, la réflexion sur une politique de réutilisation des eaux usées traitées, afin de répondre au stress hydrique lié au dérèglement climatique, sera lancée.

### 3.1.6 La section de fonctionnement

#### *3.1.6.1 Recettes*

**Redevances des particuliers**

**2024** : mise à jour des fichiers « clients » par le prestataire a généré dès 2023 des recettes complémentaires. S'agissant des tarifs, s'ajoute à la poursuite de l'harmonisation tarifaire une évolution de 5,2 % de la redevance délégataire.

**PFAC** : la recette annuelle sur le territoire est en moyenne de **360 000 €** ; en 2023, il y a eu un rattrapage des retards passés grâce au recrutement opéré sur l'année 2022.

Redevances perçues par le fermier et reversée

| 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | |
|---|---|---|---|---|---|
| 823 598,57 € | 1 829 111,39 € | 1 849 289,99 € | 1 771 529,09 € | **1 860 105 €** | **2024 = révision des tarifs votés en décembre 2023** |

Les prévisions de recettes réelles de fonctionnement

RECETTES

| CHAP | Libellé | BP 2023 | CA 2023 | Projet BP 2024 |
|---|---|---|---|---|
| 70 | vente produits fabriqués, prestations | 360 000,00 | 514 338,01 | 360 000,00 |
| 74 | dotations et participations | 46 000,00 | | 28 900,00 |
| 75 | autres produits de gestion courante | 1 768 000,00 | 1 771 529,09 | 1 842 750,00 |
| 77 | produits exceptionnels | 0,00 | 6 490,86 | 0,00 |
| **recettes réelles totales** | | **2 174 000,00** | **2 292 357,96** | **2 231 650,00** |
| 042 | Op. d'ordre entre sect. | 548 000,00 | 461 813,85 | 550 000,00 |
| **Total** | | **2 722 000,00** | **2 754 171,81** | **2 749 650,00** |
| excédent d'exploitation | | 3 411 518,62 | 3 411 518,62 | 1 055 123,05 |
| | | **6 133 518,62** | **6 165 690,43** | **3 836 773,05** |

### *3.1.6.2 Dépenses*

Les charges de personnel vont à nouveau augmenter en 2024, pour permettre l'accélération de la réalisation du PPI. Par ailleurs, il est prévu en 2024 et 2025, une prestation de curage de lagunes (8 lagunes au total). Ce qui porte l'estimation des dépenses réelles de fonctionnement à :

DEPENSES

| CHAP | Libellé | BP 2023 | CA 2023 | Projet BP 2024 |
|---|---|---|---|---|
| 011 | charges à caractère général | 163 107,95 | 99 520,28 | 528 000,00 |
| 012 | charges de personnels et frais assimilés | 207 109,00 | 207 109,00 | 261 000,00 |
| 65 | autres charges de gestion courantes | 133 000,00 | 102 923,79 | 15 000,00 |
| 66 | charges financières | 68 000,00 | 64 778,59 | 68 000,00 |
| 67 | charges exceptionnelles | 5 000,00 | 3 667,92 | 5 000,00 |
| 022 | dépenses imprévues | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **dépenses réelles totales** | | **586 216,95** | **477 999,58** | **877 000,00** |
| 023 | virement à la section d'INVT | 4 047 301,67 | 0,00 | 1 459 773,05 |
| 042 | op. d'ordre entre sect. (dot.aux amort.) | *1 500 000,00* | *1 096 022,18* | *1 500 000,00* |
| **dépenses d'ordre totales** | | **5 547 301,67** | **1 096 022,18** | **2 959 773,05** |
| **Total** | | **6 133 518,62** | **1 574 021,76** | **3 836 773,05** |

### 3.1.7 La section d'investissement

Des opérations pour compte de tiers (chapitre 45) sont inscrites en crédits nouveaux pour les communes de Chalonnes sur Loire (484 k€), de Terranjou (514 k€), de Brissac Loire Aubance - les Alleuds (139 k€), de Champs sur Layon (144 k€), Chemellier (60 k€), Rochefort (36 k€) et St Lambert (162 k€).

La réalisation du PPI mis à jour est prévue pour un peu moins de 9 M€ (y compris les restes à réaliser) avec des subventions à hauteur de 2 500 k€

Il est prévu un emprunt d'équilibre de 2 835 k€ qui se réalisera pour un montant définitif selon les dépenses effectives sur l'exercice.

- Les opérations en cours à terminer

- Step de Beaulieu : 300 k€ pour 2024
- Step de Juigne : 1 500 k€ pour 2024
- Mise en séparatif :
- Mises à jour schémas directeurs :

- Les principales opérations en cours ou nouvelles

Les priorités 2024 sont définies comme suit :

- Travaux en lien avec la voirie :
  - La possonnière – centre bourg : 90 k€
  - Denée – Haute Hallopeau : 55 k€
  - Brissac Loire Aubance – St Rémy la Varenne centre bourg : 200 k€
  - Beaulieu sur Layon – Place de l'église : 100 k€
  - Brissac Loire Aubance – Brissac Quincé Louis Moron : 230 k€
  - Bellevigne en Layon – Machelles Artemieff : 90 k€

- Travaux de mise en séparatif :
  - Chalonnes sur Loire – Secteur Courtil : 500 k€
  - Chalonnes sur Loire – Secteur Confluence : 265 k€
  - Bellevigne en layon – Champ sur layon Tranche 1 : 277 k€
  - Val du Layon – Saint Lambert du lattay Tranche 1 : 502 k€
  - Travaux de renouvellement de réseau :
  - Saint Melaine sur Aubance – Rue des Jardins : 240 k€
  - Terranjou – Martigné Briand Rue rabelais : 450k€
  - Les Garennes sur Loire – St Jean des Mauvrets : 125 k€

- Les études en vue des reconstructions de STEP :
  - Vauchrétien Schéma directeur et Dossier Loi sur l'Eau : 80 k€
  - Mozé sur Louet : Diag et DLE : 35k€
  - Saint Jean des Mauvrets : Diag et DLE : 30k€

## 3.2 Le budget annexe assainissement non collectif

La Communauté de communes gère l'assainissement non collectif en régie directe depuis le 1er janvier 2021 avec pour unique objectif : proposer un service de qualité et améliorer la qualité des rejets en milieu naturel. En effet, elle accompagne les usagers dans leurs démarches et réalise des contrôles pour diminuer les pollutions et rejets d'effluents aux milieux naturels.

En 2023, le service a réalisé :
- 144 contrôles avant ventes
- 551 contrôles périodiques de bon fonctionnement
- 189 contrôles de conception
- 170 contrôles de réalisation

L'année 2023, 2ème année de plein exercice de la compétence, montre encore un léger déséquilibre entre recettes et dépenses mais qui diminue par rapport à 2022.

Les tarifs de la régie ont été majorés pour 2024 de 2,5 % par délibération DELCC 2023-12-262 du 14 décembre 2023

| Section d'exploitation | BP 2023 + DM | CA 2023 | Projet BP 2024 |
|---|---|---|---|
| **Dépenses d'exploitation** | **152 844,77** | **143 229,12** | **165 888,71** |
| 002 résultat d'exploitation reporté | 6 066,92 | 6 066,92 | 4 268,71 |
| 011 Charges à caractère général | 13 494,00 | 5 459,46 | 19 100,00 |
| 012 Charges de personnel | 125 700,00 | 125 699,49 | 130 800,00 |
| 65 Autres charges de gestion courante | 956,75 | 0,20 | 1 000,00 |
| 67 Charges exceptionnelles | 623,91 | | 1 000,00 |
| 042 **Amortissement** | **6 003,19** | **6 003,19** | **9 720,00** |
| **Recettes d'exploitation** | **152 844,77** | **138 960,41** | **165 888,71** |
| 70 Vente prod. fab., prest. serv., mar. | 151 844,77 | 137 711,75 | 164 158,15 |
| 77 Produits exceptionnels | 1 000,00 | 1 000,09 | |
| 042 **Amortissement subvention** | | | **1 730,56** |

| Section d'investissement | | BP 2023 + DM | CA 2023 | Projet BP 2024 |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses Investissement** | | **42 678,92 €** | **7 281,36 €** | **18 372,82 €** |
| 001 | déficit d'investissement reporté | | | 622,72 |
| 020 | dépenses imprévues | 2 550,91 | | |
| 1678 | Remboursement du budget principal | **6 003,19** | **6 003,19** | **9 720,00** |
| 2051 | Concession - informatique | | | 2300,98 |
| 2182 | Véhicules | 28 842,73 € | 28 645,63 | |
| 2183 | Renouv. Matériel informatique | 5 282,09 | | 3 998,56 |
| 040 | Amortissement | | | 1 730,56 |
| **Recettes Investissement** | | **42 678,92 €** | **34 026,10 €** | **18 372,82 €** |
| 001 | Solde d'exécution reporté | 28 022,91 | 28 022,91 | |
| 13 | subvention | 8 652,82 | | 8 652,82 |
| 040 | Amortissement | **6 003,19** | **6 003,19** | **9 720,00** |

## 3.3 Les budgets annexes économiques

### 3.3.1 Budget annexe Lotissement : exécution budgétaire 2023

Le budget dit « Lotissements » comporte actuellement 16 zones à aménager.
Le budget lotissement est globalement déficitaire en 2023 de 3 577 975,65 €. Ce montant correspond aux stocks des différentes zones historiques.
Les tarifs de ventes de terrain ont été revus en 2023 augmentant d'autant les « restes à vendre »

**Zones communautaires**

**ZI les ACACIAS**

| | |
|---|---|
| Reste à vendre : | 114 000 € |
| Reste à aménager : | 76 000 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **+ 144 000 €** |

**ZA le BREGEON**

| | |
|---|---|
| Travaux/frais annexes réalisés en 2023 : | 10 734 € |
| Reste à vendre : | 255 000 € |
| Subvention à percevoir : | 39 102 € |
| Reste à aménager : | 123 000 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **équilibre** |

**ZA la CROIX DES LOGES**

| | |
|---|---|
| Travaux/frais annexes réalisés en 2023 = | 3 239 € |
| Reste à vendre : | 100 000 € |
| Reste à aménager : | 58 000 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **+ 114 000 €** |

**ZI le BIGNON**

| | |
|---|---|
| Travaux/frais annexes réalisés en 2023 = | 29 000 € |
| Vente de terrain en 2023 : | 30 060 € |
| Reste à vendre : | 175 000 € |
| Reste à aménager : | 157 000 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **- 200 000 €** |

**ZA la MURIE**

| | |
|---|---|
| Travaux/frais annexes réalisés en 2023 = | 10 777 € |
| Reste à vendre : | 1 244 000 € |
| Reste à aménager : | 275 500 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **+300 000 €** |

**ZI le LEARD**

| | |
|---|---|
| Travaux/frais annexes réalisés en 2023 = | 5 255 € |
| Reste à vendre : | 362 000 € |
| Reste à aménager : | 157 500 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **- 340 000 €** |

**ZA le RABOUIN**

| | |
|---|---|
| Achat terrain | 92 727 € |
| Travaux/frais annexes réalisés en 2023 = | 2 115 € |
| Reste à vendre : | 410 700 € |
| Reste à aménager/frais annexes : | 919 700 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **- 714 000** |

### ACTIPARC ANJOU ATLANTIQUE

| | |
|---|---|
| Travaux/frais annexes réalisés en 2023 = | 14 667 € |
| Reste à vendre (avec 3è tranche) : | 4 455 900 € |
| Reste à aménager (avec 3ème tranche) : | 2 571 000 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **+ 247 000 €** |

## Zones communales

### ZA la POTHERIE

| | |
|---|---|
| Reste à vendre : | 178 520 € |
| Reste à aménager : | 8 000,00 € |
| Résultat prévisionnel de la zone | **195 000 €** |

### ZA les GABORIES

| | |
|---|---|
| Reste à vendre : | 85 440 € |
| Reste à aménager : | 55 9700 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **+ 21 400 €** |

### ZA la MINEE

| | |
|---|---|
| Reste à vendre : | 6 660 € |
| Reste à aménager : | 56 000 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **- 50 000 €** |

### ZA les CHAMPS BEAUCHERS

| | |
|---|---|
| Reste à aménager : | 1 500 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **+ 20 800 €** |

### ZA les GUERIVEAUX

| | |
|---|---|
| Reste à vendre : | 00 € |
| Frais 2023 : | 6 267 € |
| Reste à aménager : | 0€ |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **- - 6 267 €** |

### ZA le MILON

| | |
|---|---|
| Subvention attendue : | 30 273 € |
| Reste à vendre : | 8 580 € |
| Reste à aménager : | 25 000 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **-13 500 €** |

### ZA la PROMENADE

| | |
|---|---|
| Travaux/frais annexes réalisés en 2023 = | 1 750 € |
| Vente de terrain solde en 2023 : | 73 020 € |
| Reste à aménager : | 0 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **+ 131 960 €** |
| A déduire : la Restitution à la commune réalisée en 2022 | 60 000 € |

### ZA le Gué Menois (VDL) – zone transférée en 2023

| | |
|---|---|
| Travaux/frais annexes réalisés en 2023 = | 8 782 € |
| Reste à vendre : | 95 940 € |
| Reste à aménager : | 51 000 € |
| Résultat prévisionnel de la zone : | **36 000 €** |

### 3.3.2 Budget Actions économiques - exécution 2023

Les faits marquants 2023 :

La Communauté de communes Loire Layon Aubance s'est engagée depuis 2017, en partenariat avec plusieurs acteurs locaux dont la Chambre d'agriculture, à favoriser les circuits courts, rapprocher les producteurs locaux des consommateurs, fédérer les acteurs de l'alimentation, promouvoir une alimentation saine et responsable ou encore à faciliter les conditions d'accès à une alimentation durable et de qualité pour tous, par l'élaboration d'une stratégie alimentaire : le Projet Alimentaire Territorial (PAT) Loire Layon Aubance (32 k€).

En 2023, la Communauté de communes a soutenu deux projets de développement des circuits courts sur le territoire via un fonds de soutien :

- Acquisition d'un véhicule utilitaire pour la société BRANCHER LOCAL (plateforme web de vente de produits locaux en direct du producteur ou artisan) : subvention de 4 000€
- Création d'un espace de stockage de 28m² pour le développement du tiers lieu C'EST BIO L'ANJOU : subvention de 3 559 €.

Elle poursuit également ses partenariats en matière d'économie circulaire avec les autres chambres consulaires : 28 k€.

La Communauté de communes a également conventionné en avril 2021 pour une durée de 3 ans avec l'association Bout à Bout et le syndicat 3RD'Anjou pour développer le réemploi des bouteilles et autres contenants en verre (5 k€) : 71 000 bouteilles collectées ne 2023, 11 producteurs, 4 distributeurs, ce qui évitent la fonte de plus de 60 tonnes de verre chaque année.

La Communauté de communes **accompagne les porteurs de projet** pour la création, la reprise, le développement ou le maintien d'activités via différents dispositifs de soutien : 21 prêts accordés pour un total de 169 800 € ayant généré la création ou le maintien de 89 emplois (contre 45 k€ en 2023).

Dans le cadre de l'accompagnement des entrepreneurs Initiative Anjou, la communauté de commune Loire Layon Aubance a organisé 4 ateliers en 2023 avec la participation d'une trentaine jeunes chefs d'entreprise. Elle apporte aussi son soutien au développement de l'innovation des entreprises via Angers technopole (10 k€).

Le dispositif régional « Pays de la Loire Commerce-Artisanat » de soutien à l'investissement dans les communes en situation de fragilité commerciale : 4 dossiers accompagnés pour un total de 50 010 € de subvention.

Elle a poursuivi également ses partenariats en matière d'emploi et d'insertion avec la mission locale (106 k€), initiative Emploi (22 k€) Alise (31 k€)

En recettes de fonctionnement, la vente de plusieurs ateliers relais (plastipart – 358 k€ - , Modema - 372 k€ - , Perrault – 38 k€) vient diminuer les loyers (25 k€ /2022) ; la région a opéré le premier remboursement du fonds résilience pour 33 k€

La construction d'un nouvel atelier relai a commencé sur la zone de Champtocé (1,1 M€). Le marché de signalétique des zones d'activités est notifié et sera réalisé en 2024.

La CCLLA a souscrit 1700 actions supplémentaires (85 k€) au sein de la SPL Alter Eco dans le cadre d'une augmentation de capital.

La politique de désendettement se poursuit avec le remboursement anticipé de 3 emprunts pour 480 k€.

L'entreprise Cadre et Light a été mise en liquidation judiciaire au mois de mars 2023, l'actif de l'entreprise a été vendue en janvier 2024. Une provision a été constituée en raison des recettes très incertaines qui ont été comptabilisées à l'encontre de cette entreprise et de son liquidateur.

**FONCTIONNEMENT**

DEPENSES

| CHAP | Libellé | CA 2022 | BP 2023 + DM | CA 2023 |
|---|---|---|---|---|
| 011 | charges à caractère général | 221 496,33 | 277 176,00 | 218 191,92 |
| 012 | charges de personnels et frais assimilés | 178 597,67 | 170 000,00 | 164 747,74 |
| 65 | autres charges de gestion courantes | 205 327,12 | 242 168,00 | 213 685,32 |
| 66 | charges financières | 71 477,28 | 86 950,10 | 66 262,85 |
| 67 | charges exceptionnelles | 33 250,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Provisions | | 262 067,00 | 262 067,00 |
| **dépenses réelles totales** | | **710 148,40** | **1 038 361,10** | **924 954,83** |
| 023 | virement à la section d'INVT | | 248 093,44 | |
| 042 | op. d'ordre entre sect. (dot.aux amort.) | *884 205,58* | *1 349 142,42* | *1 318 812,46* |
| **dépenses d'ordre totales** | | **884 205,58** | **1 597 235,86** | **1 318 812,46** |
| **Total** | | **1 594 353,98** | **2 635 596,96** | **2 243 767,29** |

S'agissant des recettes de fonctionnement, une subvention d'équilibre du budget principal au budget annexe a été votée fin 2023 à hauteur de 350 000 €.

RECETTES

| CHAP | Libellé | CA 2022 | BP 2023 + DM | CA 2023 |
|---|---|---|---|---|
| 13 | atténuation de charges | 300,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | vente produits fabriqués, prestations | 27 556,44 | 27 700,00 | 33 726,00 |
| 74 | dotations et participations | 292 000,00 | 405 082,00 | 414 069,00 |
| 75 | autres produits de gestion courante | 377 486,38 | 347 000,00 | 351 957,47 |
| 77 | produits exceptionnels | 1 132 920,35 | 939 389,28 | 923 658,58 |
| **recettes réelles totales** | | **1 830 263,17** | **1 719 171,28** | **1 723 411,05** |
| 042 | Op. d'ordre entre sect. | 48 007,54 | 537 280,14 | 537 264,74 |
| **Total** | | **1 878 270,71** | **2 256 451,42** | **2 260 675,79** |
| excédent d'exploitation | | 95 228,81 | 379 145,54 | 379 145,54 |
| | | **1 973 499,52** | **2 635 596,96** | **2 639 821,33** |

## INVESTISSEMENT

DEPENSES

| CHAP | Libellé | CA 2022 | report | BP 2023 | CA 20232 | report 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | subventions d'invt | | | **600 000,00** | **600 000,00** | |
| 16 | emprunts | 965 659,88 | | 967 721,92 | 950 789,57 | 0,00 |
| 20 | immob. Incorporelles | 53 539,20 | 24 496,80 | 15 000,00 | 10 656,40 | 0,00 |
| 204 | Subv. D'équipement | 32 265,49 | 5 314,63 | 25 000,00 | 28 892,31 | 0,00 |
| 21 | immob. Corporelles | 461 999,92 | 0,00 | 140 000,00 | 986,00 | 0,00 |
| 23 | immob. En cours | 43 131,33 | 21 339,16 | 1 284 262,63 | 224 356,04 | 894 882,04 |
| 26 | participation | | | 85 000,00 | 85 000,00 | 0,00 |
| 27 | avance de trésorerie | 500 000,00 | | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **dépenses réelles totales** | | **2 056 595,82** | **36 150,59** | **3 653 135,14** | **1 900 680,32** | **894 882,04** |
| 040 | op. d'ordre entre sect. | 48 007,54 | | 537 280,14 | 537 264,74 | 0,00 |
| **Total** | | **2 104 603,36** | **36 150,59** | **4 154 264,69** | **2 437 945,06** | **894 882,04** |
| | | | | **4 190 415,28** | | **3 332 827,10** |

RECETTES

| CHAP | Libellé | CA 2022 | report 2022 | BP 2023 | CA 2023 | report 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **10** | **Dotation fonds divers** | **8 511,75** | | **12 000,00** | **20 430,94** | **0,00** |
| 13 | subventions d'invt | 1 883 850,57 | | 1 365 502,25 | 673 935,60 | 194 345,00 |
| 16 | emprunts | 51 310,92 | | 258 206,57 | 219 976,71 | 0,00 |
| 1068 | excédent de fct | 121 508,23 | | 0,00 | | |
| 23 | | | | | 283,38 | |
| **recettes réelles totales** | | **2 065 181,47** | | **1 635 708,82** | **914 626,63** | **194 345,00** |
| 021 | virement de la sect. de FCT | | | 248 093,44 | 0,00 | |
| 024 | cessions d'actifs | 0,00 | | -204 981,28 | 0,00 | |
| 040 | op. d'ordre entre section | 884 205,58 | | 1 349 142,42 | 1 318 812,46 | |
| **Total** | | **2 949 387,05** | | **3 027 963,40** | **2 233 439,09** | **194 345,00** |
| excédent d'invt | | 317 668,19 | | 1 162 451,88 | 1 162 451,88 | |
| | | **3 267 055,24** | | **4 190 415,28** | **3 395 890,97** | **194 345,00** |

Les 600 k€ en chapitre 13 « dépenses » sont une régularisation de compte – ils sont aussi en recette du chapitre 13.

3 soldes de subvention ont été versés : 9 176 € pour le réseau tiers lieux, 28 200 € pour l'étude densification des zones d'activités et 36 559 € pour la dépollution de CA décap.

Le résultat net de l'exercice s'établit à :

| | SECTION DE FONCTIONNEMENT | SECTION D'INVESTISSEMENT | RAR |
|---|---|---|---|
| RESULTAT DE L'EXERCICE | **16 908,50 €** | **- 204 505,97 €** | **- 700 537,04 €** |
| RESULTAT REPORTE | **379 145,54 €** | **1 162 451,88 €** | |
| RESULTAT CUMULE | **396 054,04 €** | **957 945,91 €** | **257 408,87 €** |

### 3.3.3 Proposition d'affectation des résultats

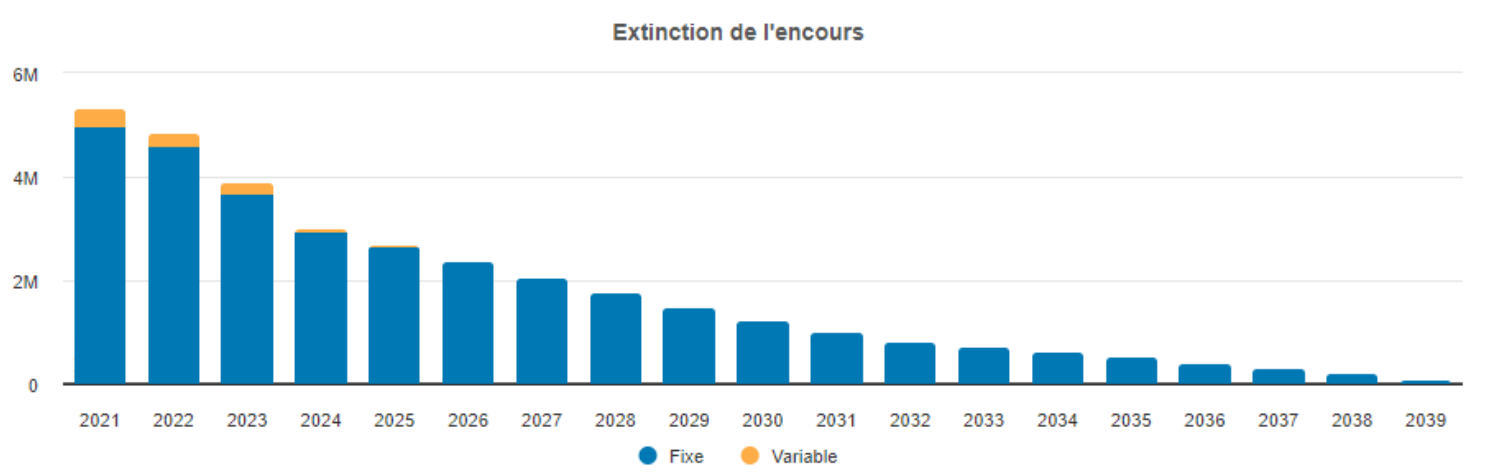
La section d'investissement fait apparaitre un solde excédentaire avec les restes à réaliser. Il est en conséquence proposé de ne pas affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement.

### 3.3.4 L'état de la dette du budget actions économiques

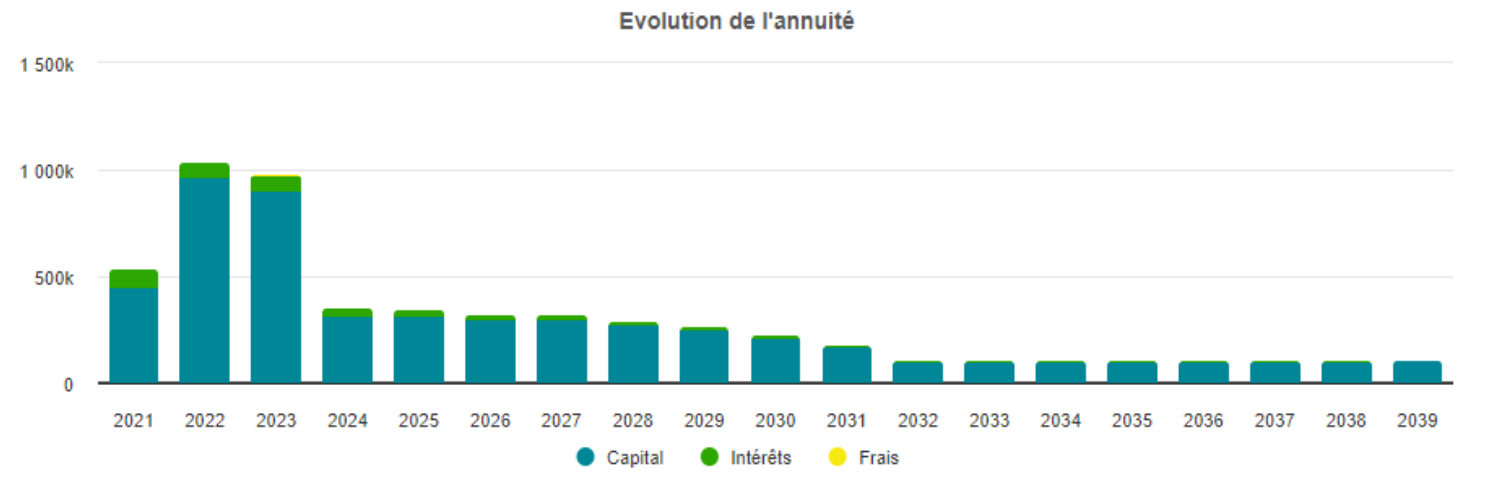
Les emprunts sur les budgets annexes sont les suivants :

En 2023, 3 emprunts ont été remboursés par anticipation (en jaune) et 2 emprunts sont arrivés à leur terme. Il ne reste que 9 emprunts sur ce budget

| Réf. interne | Objet de la dette | Date de 1e échéance des intérêts | Date de fin | Montant initial | Organisme Prêteur | Index de Taux | Amortissement | Intérêts | Annuité | Capital Restant Dû au 31/12/2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AE-E10 | Financement bâtiments relais La Croix des Loges | 15/03/2013 | 15/12/2027 | 95 500,00 | Caisse d'Epargne | FIXE | 7 160,86 | 1 682,14 | 8 843,00 | 32 146,85 |
| AE-E11 | Travaux d'infrastructure | 10/03/2011 | 10/12/2025 | 95 000,00 | Crédit Agricole | MOYEURIBOR03M | 6 326,14 | 582,57 | 6 908,71 | 13 322,66 |
| AE-E13 | Investissements | 01/07/2012 | 01/06/2023 | 398 124,00 | Caisse des Dépôts et Consignation | EURIBOR03M | 119 437,20 | 3 009,89 | 125 658,72 | 0,00 |
| AE-E14-EUR | Bâtiments relais | 17/12/2020 | 17/12/2023 | 46 721,92 | Crédit Agricole | FIXE | 14 376,01 | 19,77 | 14 395,78 | 0,00 |
| AE-E17 | Investissements | 01/05/2013 | 01/06/2023 | 1 000 000,00 | Caisse des Dépôts et Consignation | FIXE | 408 934,61 | 19 673,75 | 437 734,10 | 0,00 |
| AE-E18 | Investissements 2019 | 15/03/2020 | 15/12/2039 | 2 000 000,00 | Crédit Agricole | FIXE | 94 773,06 | 13 646,54 | 108 419,60 | 1 625 465,94 |
| AE-E2 | 23 - V Graveur - transféré après cession COM INJECT | 25/01/2013 | 25/01/2023 | 560 686,36 | Caisse d'Epargne | FIXE | 9 321,40 | 71,99 | 9 393,39 | 0,00 |
| AE-E3 | Travaux d'infrastructures | 15/03/2010 | 15/05/2023 | 114 000,00 | Crédit Agricole | EURIBOR03M | 41 609,29 | 509,77 | 42 119,06 | 0,00 |
| AE-E4 | Financement bâtiments relais ZA La Mûrie Saint Georges | 15/03/2013 | 15/12/2027 | 233 200,00 | Caisse d'Epargne | FIXE | 17 485,96 | 4 107,60 | 21 593,56 | 78 499,24 |
| AE-E5 | Batiment relais | 15/10/2016 | 15/07/2031 | 688 000,00 | Crédit Agricole | FIXE | 45 373,37 | 4 999,03 | 50 372,40 | 371 520,10 |
| AE-E6 | Travaux d'infrastructures | 10/03/2011 | 10/12/2025 | 236 500,00 | Crédit Agricole | MOYEURIBOR03M | 15 748,79 | 1 450,28 | 17 199,07 | 33 166,44 |
| AE-E7 | Construction Atelier Relais | 15/02/2017 | 15/02/2031 | 526 000,00 | Crédit Agricole | FIXE | 34 363,69 | 3 555,60 | 37 919,29 | 288 872,69 |
| AE-E8 | Investissement | 01/07/2015 | 01/04/2030 | 780 000,00 | Caisse Française de Financement Local | FIXE | 52 323,95 | 7 820,45 | 60 144,40 | 366 219,90 |
| AE-E9 | Investissements | 01/04/2014 | 01/01/2029 | 552 500,00 | La Banque Postale | FIXE | 36 833,32 | 7 335,83 | 44 169,15 | 193 375,13 |
| **TOTAL** | | | | **7 326 232,28** | | | **904 067,65** | **68 465,21** | **984 870,23** | **3 002 588,95** |




On observe un fort désendettement depuis 2021. En 2020, il avait été souscrit un emprunt de 2 M€ pour face à la construction de plusieurs ateliers relais sur les Fontenelles et Thouarcé et à la réorganisation des budgets annexes économiques.




L’annuité va être stable jusqu’en 2028 avec une légère baisse de 25 k€ en 2026 et 30 k€ en 2028 puis une autre de 30 k€ en 2029, puis 40 k€ en 2030.

.

### 3.3.5 Projections budgétaires 2024

#### *3.3.5.1 Budget actions économiques*

Les projets pour 2024 sont les suivants :

Finalisation de la stratégie de développement économique 2024-2030, spatialisée sur le territoire et prenant en compte les nouveaux enjeux de transition écologique, notamment la zéro artificialisation nette qui a pour objectif de ne plus détruire aucun espace naturel, agricole ou forestier.

Optimisation du foncier à travers des opérations de recyclage foncier de type OAP (étude ZI Eperonnerie à Chalonnes/Loire et ZA Gours à Rochefort/Loire) : 20 k€ en fonctionnement

Optimisation des espaces publics en ZAE à travers les politiques de stationnement et de mobilité (étude ZA de Lanserre (Juigné/Loire) – 20 k€ en fonctionnement

Pose de la nouvelle signalétique dans les zones d'activités économiques – 181 k€ en investissement

Etude sur la sécurité incendie (DECI) des zones d'activités – 77 k€ en investissement en investissement

Projet de construction d'un nouvel atelier relais 1,1 M€ en investissement

Mise en œuvre d'un programme d'animation économique en direction des entreprises autour des enjeux de sobriété foncière et énergétique (15 k€).

Basculement vers la plateforme emploi régionale « nosemplois.fr » en lieu et place de la plateforme « emploi.loirelayonaubance » (-13 k€).

Accompagnement opérationnel au développement des tiers-lieux – 70 k€ en investissement

Agir sur le foncier agricole en favorisant l'installation d'agriculteurs/maraichers répondant aux objectifs d'alimentation territoriale & Projet alimentaire de référence des communes (36 k€ en fonctionnement)

Il est également prévu le versement d'une avance de 500 000 € pour la zone de Treillebois II mais le retour d'une avance sur la zone des Fontenelles.

**Fonctionnement :**

DEPENSES

| CHAP | Libellé | BP 2023 | CA 2023 | BP 2024 |
|---|---|---|---|---|
| 011 | charges à caractère général | 277 176,00 | 218 191,92 | 293 151,00 |
| 012 | charges de personnels et frais assimilés | 170 000,00 | 164 747,74 | 220 400,00 |
| 65 | autres charges de gestion courantes | 242 168,00 | 213 685,32 | 335 765,00 |
| 66 | charges financières | 86 950,10 | 66 262,85 | 42 000,00 |
| 67 | charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Provisions | 262 067,00 | 262 067,00 | 0,00 |
| **dépenses réelles totales** | | **1 038 361,10** | **924 954,83** | **891 316,00** |
| 023 | virement à la section d'INVT | 248 093,44 | | 104 570,86 |
| 042 | op. d'ordre entre sect. (dot.aux amort.) | *1 349 142,42* | *1 318 812,46* | *122 726,00* |
| **dépenses d'ordre totales** | | **1 597 235,86** | **1 318 812,46** | **227 296,86** |
| **Total** | | **2 635 596,96** | **2 243 767,29** | **1 118 612,86** |

RECETTES

| CHAP | Libellé | BP 2023 | CA 2023 | BP 2024 |
|---|---|---|---|---|
| 70 | vente produits fabriqués, prestations | 27 700,00 | 33 726,00 | 36 500,00 |
| 74 | dotations et participations | 405 082,00 | 414 069,00 | 350 000,00 |
| 75 | autres produits de gestion courante | 347 000,00 | 351 957,47 | 289 158,82 |
| 77 | produits exceptionnels | 939 389,28 | 923 658,58 | 0 |
| **recettes réelles totales** | | **1 719 171,28** | **1 723 411,05** | **675 658,82** |
| 042 | Op. d'ordre entre sect. | 537 264,74 | 537 264,74 | 46 900,00 |
| **Total** | | **2 256 451,42** | **2 260 675,79** | **722 558,82** |
| excédent d'exploitation | | 379 145,54 | 379 145,54 | 396 054,04 |
| | | **2 635 596,96** | **2 639 821,33** | **1 118 612,86** |

**Investissement :**

DEPENSES

| CHAP | Libellé | CA 2023 | report 2023 | BP 2024 | |
|---|---|---|---|---|---|
| 16 | emprunts | 950 789,57 | 0,00 | 315 000,00 | |
| 20 | immob. Incorporelles | 10 656,40 | 0,00 | 50 000,00 | |
| 204 | Subv. D'équipement | 28 892,31 | 0,00 | 35 000,00 | Fonds d'amorçage |
| 21 | immob. Corporelles | 986,00 | 0,00 | 181 000,00 | signalétique |
| 23 | immob. En cours | 224 356,04 | 894 882,04 | 1 177 000,00 | Atelier relai + Tx DCI |
| 26 | participation | 85 000,00 | 0,00 | 0,00 | ALTER éco |
| 27 | avance de trésorerie | 0,00 | 0,00 | 550 000,00 | Avance Treillebois, tiers lieux |
| **dépenses réelles totales** | | **1 900 680,32** | **894 882,04** | **2 308 000,00** | |
| 040 | op. d'ordre entre sect. | 537 264,74 | 0,00 | 46 900,00 | |
| 041 | op.patrimoniales | | | 100 000,00 | |
| **Total** | | **2 437 945,06** | **894 882,04** | **2 454 900,00** | |
| | | | | **3 349 782,04** | **Avec rar** |

RECETTES

| CHAP | Libellé | CA 2023 | report 2023 | BP 2024 | |
|---|---|---|---|---|---|
| **10** | **Dotation fonds divers** | **20 430,94** | **0,00** | **20 000,00** | |
| 13 | subventions d'invt | 673 935,60 | 194 345,00 | 500 000,00 | Avance Fontenelles |
| 16 | emprunts | 219 976,71 | 0,00 | 964 194,27 | Emprunt d'équilibre |
| 23 | | 283,38 | | 0,00 | |
| **recettes réelles totales** | | **914 626,63** | **194 345,00** | **1 484 194,27** | |
| 021 | virement de la sect. de FCT | 0,00 | | 104 570,86 | |
| 024 | cessions d'actifs | 0,00 | | 386 000,00 | Vente 2 ateliers |
| 040 | op. d'ordre entre section | 1 318 812,46 | 0,00 | 122 726,00 | |
| 041 | op.patrimoniales | | | 100 000,00 | |
| **recettes d'ordre totales** | | **1 318 812,46** | **0,00** | **713 296,86** | |
| **Total** | | **2 233 439,09** | **194 345,00** | **2 197 491,13** | |
| excédent d'invt | | 1 162 451,88 | | 957 945,91 | |
| | | **3 395 890,97** | **194 345,00** | 3 155 437,04 | |
| | | | | **3 349 782,04** | **Avec Rar** |

## Les provisions du budget actions économiques :

Comme le budget principal (voir page 51), il a été constitué sur le budget actions économiques des provisions pour les motifs suivants :

| Constituées sur le BA Actions économiques | | | | |
|---|---|---|---|---|
| objet | montant | compte | proposition | délibération |
| pour dépréciation des actifs circulants (perte de loyer - créances douteuses) | 10 000 | 4961 | reprise dans l'affaire cadre et light si nécessaire | DELCC-2019-38 |
| pour dépréciation des actifs circulants (perte de loyer - créances douteuses) | 100 000 | 4961 | reprise dans l'affaire cadre et light si nécessaire | DELCC-2030-31 |
| pour dépréciation des actifs circulants (perte de loyer - créances douteuses) | 262 067 | 4961 | reprise dans l'affaire cadre et light si nécessaire | DELCC-2023-03-183 |

## La prospective du budget actions économiques :

La prospective ci-dessous tient compte des grandes hypothèses suivantes :

- Activités de fonctionnement stable (+2 %/an)
- Recettes de loyer stable (325 k€/an) et subvention du BP de 350 k€ /an jusqu'en 2027
- Retour des excédents des zones concédées sur la période 2024-2027 : 2,9 M€
- Construction d'un nouvel atelier relai en 2025

| Analyse | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes de fonctionnement courant | 697 342,82 | 799 752,47 | 675 658,82 | 656 500,00 | 636 500,00 | 636 500,00 | Subvention BP = 350 k€ |
| Dépenses de fonctionnement courant (hors travaux en régie) | 605 421,12 | 858 691,98 | 849 316,00 | 1 005 717,30 | 810 918,63 | 721 323,96 | en 2024 et 2026 partiicpation Treillebois 100 ke et en 2025 300 k€ |
| **Epargne de gestion** | **91 921,70** | **-58 939,51** | **-173 657,18** | **-349 217,30** | **-174 418,63** | **-84 823,96** | La subvention du BP est insuffisante : à réviser en 2028 ? 450 K€ ? |
| Résultats financiers | -71 477,28 | -66 262,85 | -42 000,00 | -35 000,00 | -30 000,00 | -23 000,00 | |
| Résultats exceptionnels | 380 598,46 | 216 780,30 | 0,00 | 730 000,00 | 800 000,00 | 1 400 000,00 | Retour CRAC |
| **Epargne brute** | **401 042,88** | **91 577,94** | **-215 657,18** | **345 782,70** | **595 581,37** | **1 292 176,04** | |
| Remboursement courant du capital de la dette (hors RA) | 965 659,88 | 950 789,57 | 315 000,00 | 320 000,00 | 301 000,00 | 305 000,00 | |
| **Epargne Disponible (Autofinancement net)** | **-564 617,00** | **-859 211,63** | **-530 657,18** | **25 782,70** | **294 581,37** | **987 176,04** | |
| Dépenses réelles d'investissement y compris travaux en régie | 1 090 935,94 | 349 890,75 | 2 887 882,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | étalement des projet 2024 notamment AR pour 1100 ke à reporter en 2025 |
| Recettes réelles d'investissement | 1 943 673,24 | 267 904,71 | 1 100 345,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | Remboursment Fontenelles + vente AR en 2024 |
| **Besoin de financement** | **-852 737,30** | **81 986,04** | **1 787 537,04** | **-20 000,00** | **-20 000,00** | **-20 000,00** | |
| Emprunts nouveaux | 0,00 | 46 721,92 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | avance du BP à faire pour éviter le recours à l'emprunt |
| Produits des cessions d'immobilisations | 719 071,89 | 706 878,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **Résultat global de clôture** | **1 541 597,42** | **1 353 999,95** | **-964 194,27** | **-918 411,57** | **-603 830,20** | **403 345,84** | |
| Dette au 31 12 | 3 906 656,58 | 3 175 843,72 | 2 860 843,72 | 2 540 843,72 | 2 239 843,72 | 1 934 843,72 | |
| Capacité de désendettement | 9,74 | 34,68 | -13,27 | 7,35 | 3,76 | 1,50 | |

Le recours à l'emprunt peut être éviter avec une avance du BP de 2025 à 2027 si les zones concédées se terminent avec les excédents annoncés.

#### *3.3.5.2 Budget ZONES D'ACTIVITES (lotissement)*

Au chapitre précédent 3.3.1, ont été présenté les restes à aménager et les restes à vendre de chaque zone.

Le bilan 2023 fait apparaitre un déficit global actuel de 3 577 975,65 €.

Il est donc proposé qu'en 2024 le budget principal concède une avance à hauteur du déficit réel qui sera constaté à la fin de l'année 2024 pour éviter d'emprunter.

L'inscription budgétaire sera moindre puisque sont inscrites en dépenses tous les restes à aménager et en recettes tous les restes à vendre ; l'avance d'équilibre s'élève en conséquence à environ XXX €

Le budget annexe lotissement restituera au budget principal le montant de cette avance au fur et à mesure des ventes de terrain ou si le budget principal nécessitait le recours à l'emprunt, alors ce serait le budget Lotissement qui contracterait ledit emprunt jusqu'à concurrence de 3,6 M€

# 4 FOCUS SUR LES DEPENSES DE PERSONNELS

## 4.1 Les orientations politiques

**En 2023, les activités du service des ressources humaines se sont orientées principalement sur :**

- **L'Installation des nouvelles instances de dialogue social** : Comité Social Territorial et Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail (F3SCT) et la désignation de l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI)
- **La définition du plan d'actions en matière de sécurité et de santé au travail :** Le déploiement du document unique d'évaluation des risques professionnels et le travail, d'une part, de définition des mesures correctives à mettre en place et d'autre part, l'acculturation des agents aux risques de leur métier.
- **La conception du second plan d'action égalité professionnelle hommes/femmes** intégrant la prise en compte de l'accès à l'emploi, à la formation, à la mobilité et à la promotion.
- **Le renforcement de l'expertise communautaire pour les manageurs** en développant un cycle de formation pour l'ensemble des manageurs de la collectivité afin d'améliorer l'expertise sur le management des équipes et des activités, travailler sur le mode projet et la planification d'activités, la cohésion et la transversalité.

**Pour 2024,** les orientations majeures pour compléter les politiques de ressources humaines de la collectivité :

- **Développer et promouvoir la culture de la Collectivité** au travers de ses valeurs pour créer un environnement de travail favorable à l'efficience, la cohésion et à la satisfaction des agents
- **Faire évoluer les lignes directrices de gestion** en matière de promotion et de valorisation des parcours et le règlement intérieur des services
- **Déployer la sécurité au travail au sein des services** en lien avec le réseau des assistants de prévention
- Structurer la **Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences** (GPEEC)
- **Développer l'attractivité de la Collectivité** dans le contexte national d'évolution des rapports au travail et former les professionnels du recrutement aux sélections de candidats et aux entretiens
- **Faciliter la communication interne** au sein de la Collectivité

## 4.2 Les effectifs

La Communauté de communes a vu ses effectifs augmenter durant l'année 2023 correspondant aux postes pourvus suite à la réorganisation de septembre 2022 permettant de répondre aux orientations de l'Acte II du projet de territoire. En effet, les effectifs au 1er janvier 2023 étaient stables par rapport à 2022. L'année 2023 a vu une augmentation de 7% des effectifs.

La Collectivité a toujours la caractéristique de la prédominance de la filière technique en lien avec les compétences communautaires et les mutualisations mises en place (services communs des secteurs techniques, voirie, assainissement).

Au 1er janvier 2024, ce sont donc 227 agents communautaires qui sont employés sur des postes permanents au sein de la Collectivité.

Ne figurent pas dans les effectifs des postes permanents pourvus, les agents recrutés sur des postes non permanents (liés à des accroissements temporaires d'activité, besoins saisonniers ou encore les contrats de projets). Ces missions sont limitées dans le temps.

Parmi ces 227 agents employés :

| Statut | Nombre |
|---|---|
| Fonctionnaire | 186 |
| Contractuel | 41 |
| **Total** | **227** |

| *Pour rappel, 2023* | |
|---|---|
| **Fonctionnaire** | 179 |
| **Contractuel** | 32 |
| Total | 211 |

Comme 2022, il est constaté une évolution du nombre de contractuels, évolution qui est à mettre en corrélation avec la diminution des candidatures de fonctionnaires lors des jurys de recrutement.

À noter qu'en 2023, pour faire face à des besoins ponctuels ou des remplacements, ont été recrutés :

- 19 contractuels en remplacement
- 18 contractuels en renfort
- 16 contractuels saisonniers
- 3 contrats de projets

Ces agents ne figurent pas dans le total au 1er janvier de l'année.

En 2023, le nombre d'apprentis est de 4 et 23 stagiaires école ont été accueillis.

### 4.2.1 Evolution des effectifs (nombre de postes pourvus)

*Ce tableau reprend le nombre d'agents sur postes permanents, quelle que soit la quotité de leur poste (temps complet ou non complet)*

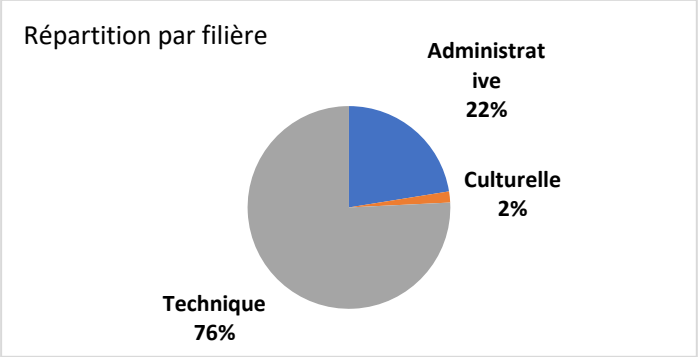
| CATÉGORIE | EMPLOIS STATUTAIRES POURVUS | 01/01/2021 | 01/01/2022 | 01/01/2023 | 01/01/2024 |
|---|---|---|---|---|---|
| **EMPLOIS FONCTIONNELS** | | **3** | **2** | **2** | **1** |
| A | Directeur général des services | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Directeur général adjoint | 2 | 1 | 1 | 0 |
| **FILIERE ADMINISTRATIVE** | | **34** | **38** | **44** | **51** |
| A | Directeur territorial | 1 | 0 | 0 | 0 |
| | Attaché principal | 1 | 1 | 2 | 3 |
| | Attaché | 6 | 6 | 9 | 13 |
| B | Rédacteur principal 1ère classe | 1 | 1 | 2 | 2 |
| | Rédacteur principal 2ème classe | | | 2 | 2 |
| | Rédacteur | 8 | 12 | 8 | 9 |
| C | Adjoint adm. principal 1ère classe | 7 | 8 | 10 | 14 |
| | Adjoint adm. principal 2ème classe | 5 | 7 | 9 | 3 |
| | Adjoint adm. | 5 | 4 | 2 | 4 |
| **FILIERE TECHNIQUE** | | **161** | **160** | **161** | **171** |
| A | Ingénieur hors classe | 1 | 1 | 0 | 0 |
| | Ingénieur en chef | 0 | 0 | 1 | 1 |
| | Ingénieur principal | 4 | 5 | 6 | 6 |
| | Ingénieur | 4 | 7 | 6 | 6 |
| B | Technicien principal 1ère classe | 4 | 3 | 1 | 2 |
| | Technicien principal 2ème classe | 1 | 2 | 2 | 4 |
| | Technicien | 9 | 8 | 9 | 8 |
| C | Agent de maîtrise principal | 10 | 10 | 13 | 12 |
| | Agent de maîtrise | 10 | 14 | 9 | 12 |
| | Adjoint tech. Principal 1ère classe | 38 | 36 | 31 | 31 |
| | Adjoint tech. Principal 2ème classe | 26 | 36 | 31 | 29 |
| | Adjoint tech. | 53 | 45 | 52 | 61 |
| **FILIERE CULTURELLE** | | **3** | **4** | **4** | **4** |
| A | Attaché principal de conservation du Patrimoine | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Attaché de conservation du Patrimoine | | 0 | 0 | 0 |
| B | Assistant de conservation principal de 2ème classe | | 2 | 1 | 1 |
| | Assistant de conservation | 1 | 0 | 1 | 1 |
| C | Adjoint du patrimoine principal 1ère classe | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Adjoint du patrimoine principal 2ème classe | 1 | 0 | 0 | 0 |
| | Adjoint du patrimoine | 1 | 0 | 0 | 0 |
| **FILIERE ANIMATION** | | **1** | **1** | **0** | **0** |
| B | Animateur | 1 | 1 | 0 | 0 |
| **TOTAL DES EMPLOIS STATUTAIRES POURVUS** | | **202** | **212** | **211** | **227** |

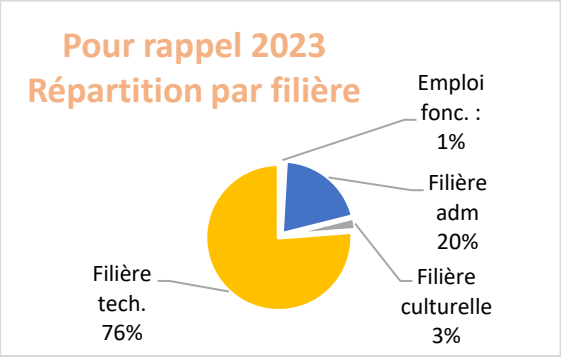
### 4.2.2 Mouvements en 2023

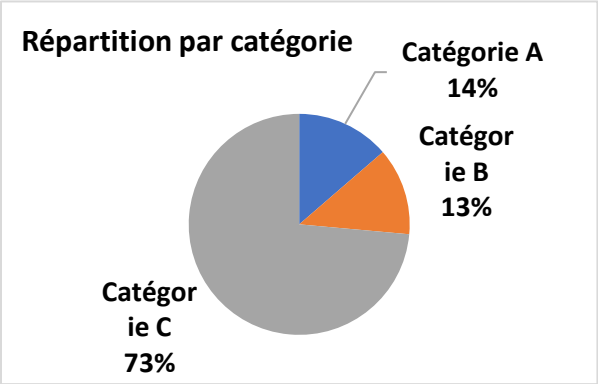
| Filière | Arrivées dans l'année | Départs dans l'année | Mouvements de l'année |
|---|---|---|---|
| **CATEGORIE A** | | | |
| **Technique** | 1 directeur DST<br>1 responsable de secteur S1 | 1 mutation (responsable S1)<br>1 démission adjointe DST | + 2<br>- 2 |
| **Administrative** | 4 chargés de mission<br>1 responsable adm et financier<br>1 changement positionnement directeur (plus emploi fonctionnel) | 1 démission chargé de mission urbanisme | + 6<br>- 1 |
| **CATEGORIE B** | | | |
| **Administrative** | 1 chargé petite enfance<br>1 chargé de communication | 1 chargé de mission marchés publics | + 2<br>- 1 |
| **Technique** | 3 techniciens (2 voirie et 1 assainissement)<br>1 responsable service RN<br>1 responsable service S3 | 1 mutation resp service S2<br>1 démission resp service voirie S2<br>1 démission technicien BE voirie | + 5<br>- 3 |
| **CATEGORIE C** | | | |
| **Administrative** | 1 assistant comptable<br>2 assistants de secteur (S1) | 1 démission assistant comptable<br>1 mutation et 1 démission assistant de secteur (S1) | + 3<br>- 3 |
| **Technique** | 2 agents opérationnels S1<br>1 agent voirie S2<br>4 agents opérationnels S3<br>3 agents opérationnels S4<br>1 chef d'équipe S4<br>5 agents opérationnels S5<br>1 responsable de service (S2) | 1 fin CDD agent opérationnel S1<br>1 disponibilité agent opé S1<br>2 démissions agents opé S3<br>2 mutations agents opé S4<br>1 retraite pour invalidité S5<br>1 disponibilité agent opé S5 | + 17<br>- 8 |

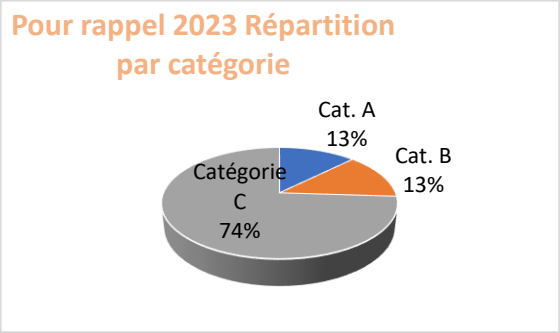
### 4.2.3 Par filière et catégorie

Les agents de la filière technique restent les agents les plus représentés au sein de la Collectivité. La filière administrative a augmenté compte tenu des missions dévolues dans le cadre de la réorganisation des services de 2022. Le constat est identique concernant la répartition par catégorie hiérarchique, la catégorie C étant toujours la plus prégnante mais avec une légère évolution de la catégorie A.




### 4.2.4 Effectifs par catégorie et filière

| Comparaison 2023 - 2024 des postes permanents pourvus par catégorie et filière | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Filière | A | | B | | C | | Total général | |
| | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 |
| Fonctionnelle | 2 | 1 | *Sans objet* | | | | 2 | 1 |
| Administrative | 11 | 16 | 12 | 13 | 21 | 21 | 44 | 50 |
| Technique | 13 | 13 | 12 | 14 | 136 | 145 | 161 | 172 |
| Culturelle | 1 | 1 | 2 | 2 | 1 | 1 | 4 | 4 |
| Total | 27 | 31 | 26 | 29 | 158 | 167 | 211 | 227 |
| Pourcentage | 13% | 14% | 12% | 12% | 75% | 74% | 100% | 100% |

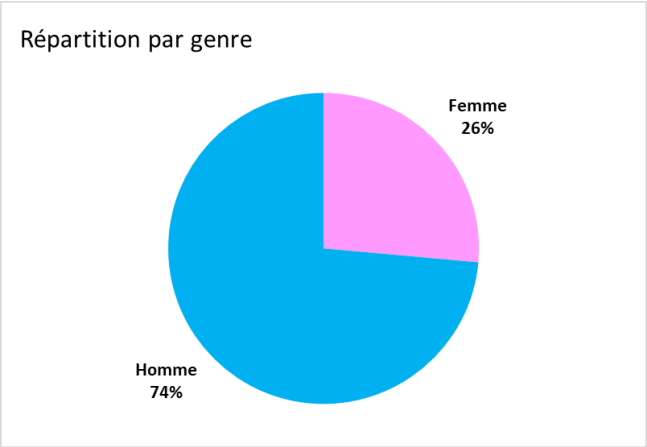
### 4.2.5 Structure des effectifs par temps de travail

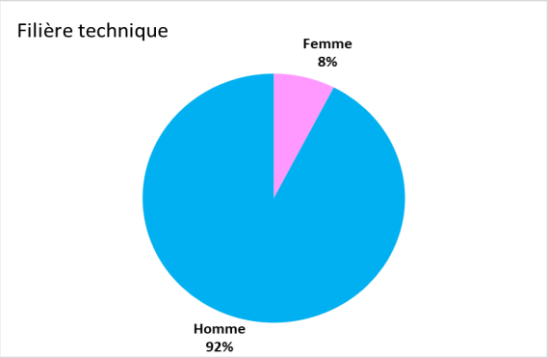
| Filière | Type temps travail | Temps partiel | Temps non complet | Nombre de hommes | Nombre de femmes | Nombre d'agents |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Filière administrative** | Temps complet | | | 7 | 40 | 47 |
| | Temps non complet | | 17,5/35 | 1 | | 1 |
| | | | 32/35 | | 1 | 1 |
| | Temps partiel | **0,8** | | | 2 | 2 |
| **Total Filière administrative** | | | | **8** | **43** | **51** |
| **Filière culturelle** | Temps complet | | | | 4 | 4 |
| **Total Filière culturelle** | | | | | **4** | **4** |
| **Filière technique** | Temps complet | | | 155 | 12 | 167 |
| | Temps non complet | | 10/35 | | 1 | 1 |
| | | | 28/35 | 1 | | 1 |
| | | | 30/35 | 1 | | 1 |
| | Temps partiel | **0,8** | | 1 | | 1 |
| | | **0,9** | | 1 | | 1 |
| **Total Filière technique** | | | | **159** | **13** | **172** |
| Total général | | | | 167 | 60 | 227 |

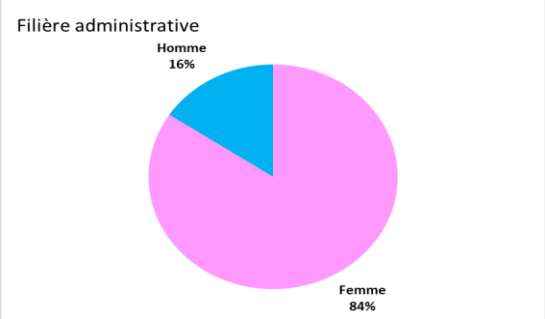
Il est constaté une baisse des temps partiels (- 4 temps partiels, liés à des départs et à un changement de poste).

### 4.2.6 Structure des effectifs par genre

Le constat est identique à 2023. Toutes filières confondues, l'effectif au 1er janvier 2024 reste masculin à 74%. Le manque de candidatures féminines est toujours prégnant dans la filière technique et encore plus marqué sur des profils d'agents opérationnels.

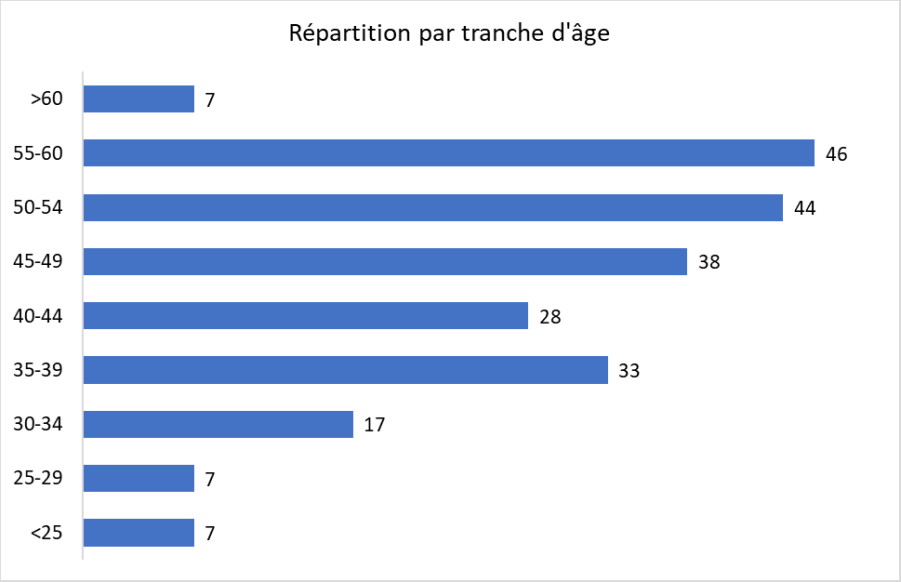


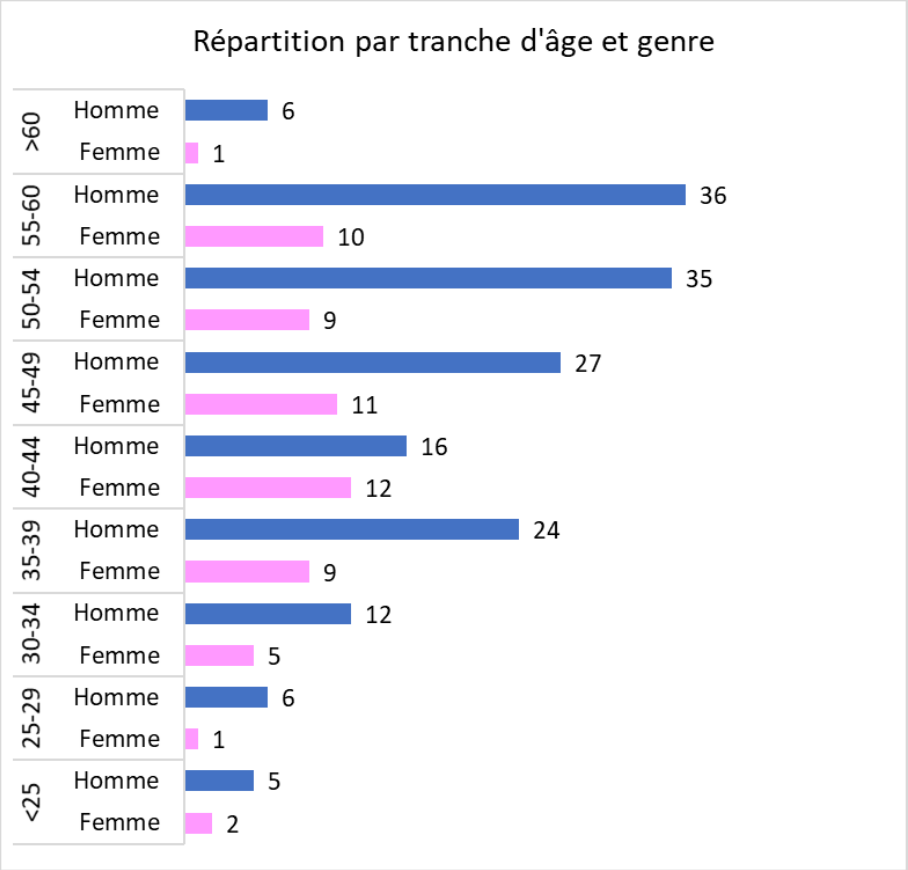



### 4.2.7 Structure des effectifs par âge

L'âge moyen a fortement évolué 46 ans et 1 mois (44 ans et 6 mois en 2023). Au 1er janvier 2024, les agents de plus de 55 ans représentent 23% des effectifs contre 19,43% en 2023. Avec l'allongement de la durée de la carrière professionnelle, il y aura de plus en plus d'agents au-delà des 60 ans, générant des difficultés de maintien en emploi pour les métiers physiques. La Collectivité travaille avec les professionnels de la médecine du travail pour d'une part, les situations d'agents qui ont des restrictions médicales et d'autre part prévenir de telles situations.



## 4.3 Dépenses de personnel

### 4.3.1 Dépenses 2023

Les dépenses de personnel brutes se sont élevées à 9 986 819€ pour l'année 2023, soit un taux d'exécution de 97,4 % (10 249 201€ votés au budget prévisionnel 2023). Elles représentent 34.7 % du budget de fonctionnement du budget principal de la CCLLA.

Les dépenses brutes se décomposent ainsi :

| DÉPENSES | CA 2022 | CA 2023 |
|---|---|---|
| Rémunération des personnels sur poste permanent (1) | 8 912 974 € | 9 450 231 € |
| Rémunération des contractuels non permanents (remplacements, renforts, saisonniers apprentis, stagiaire) (2) | 430 467 € | 536 588 € |
| CENTRE DE VACCINATION – PERSONNELS | 61 739 € | |
| **TOTAL** | **9 405 180 €** | **9 986 819 €** |
| Développement économique (BA) (3) | 178 598 € | 164 747 € |
| **TOTAL** | **9 583 778 €** | **10 151 566 €** |

*(1) : la hausse est liée aux mesures en année pleine (augmentation de la valeur du point d'indice sur 6 mois : 98K€ et certains postes : en communication et liés à la réorganisation +350K€ : plusieurs postes à la DATE, Directeur DSIP et poste de DST). L'effet statutaire est toujours présent (GVT Glissement Vieillesse et Technicité).*
*(2) : la hausse est principalement liée à la nouvelle mission archives (75K€), au-delà des contrats de projets CLEA, SIG et des remplacements notamment dans les services techniques, renfort bâtiments, tourisme.*
*(3) la baisse est liée à la durée de vacances de postes.*

Les recettes perçues en 2023 se décomposent comme il suit :

| RECETTES | 2022 | 2023 |
|---|---|---|
| **Remboursements externes** | **69 529 €** | **135 199 €** |
| Remboursement de personnel assurance (faits générateurs au titre des polices antérieures au 01/01/2021) | 48 219 € | 3 811 € |
| Fonds de compensation SFT (rattrapage 2019 à 2021) | 0 € | 103 966 € |
| Indemnité inflation en 2022 / FIPHFP en 2023 | 19 900 € | 6 410 € |
| Autres remboursements (CPAM, SDIS, CET…) | 1 410 € | 21 012 € |
| **Remboursement de personnel :** | **473 095 €** | **379 372 €** |
| Personnel mis à disposition | *34 996 €* | *40 225 €* |
| Décharges d'activité syndicales | *80 086 €* | *81 238 €* |
| Services communs ADS et adressage en 22 et archives en 2023) | *296 274 €* | *257 909 €* |
| Centre de vaccination personnel employé directement | *61 739 €* | *0 €* |
| **Remboursement auto-assurance services communs depuis 01/01/22** | **126 082 €** | **126 082 €** |
| S1 | 24 553 € | 24 553 € |
| S2 | 24 074 € | 24 074 € |
| S3 | 21 536 € | 21 536 € |
| S4 | 20 657 € | 20 657 € |
| S5 | 35 262 € | 35 262 € |
| **Remboursement de personnel pour les budgets annexes** | **291 608 €** | **332 808 €** |
| Assainissement collectif | 172 340 € | 207 109 € |
| Assainissement non collectif | 119 268 € | 125 699 € |
| **TOTAL** | **960 314 €** | **973 461 €** |

### 4.3.2 Prévisions 2024

*En 2024, le budget du personnel sera impacté par :*

- L'évolution statutaire des effectifs + 120k€ :
  - Mesures nouvelles obligatoires dont l'attribution réglementaire de 5 points d'indice au 01/01/24 à l'ensemble des agents et l'augmentation d'1% des cotisations patronales CNRACL :
  - Les avancements de carrière, l'attribution de CIA à certains agents, le forfait mobilité durable, la GIPA ;
- et des mesures en année pleine hors services communs : +243 K€ pour les postes de community manager et créateurs de supports graphiques, technicien SIG, RAF, responsable service RN, chargé de mission urbanisme, techniciens BE voirie, technicien assainissement, un poste agent opérationnel voirie S3
- Des créations de postes hors services communs : +150K€
  - Responsable service bâtiments
  - Un poste assistant administratif DAF-DATE
  - Un rédacteur marchés publics
  - Un poste assistant pôle 80% DATE
  - Un poste coordinateur CLIC
  - Un poste responsable CTG
  - Un poste d'agent opérationnel voirie S5
- Les effets en année pleine également pour les services communs et les besoins pour les services communs validés en commission de gestion +265K€

| DÉPENSES | Budget Principal 2024 |
|---|---|
| Rémunération des personnels sur poste permanent | 10 263 958 |
| Rémunération des contractuels non permanents (remplacements, renforts, saisonniers) | 418 200 |
| Enveloppe dédiée aux avancements de carrière, l'attribution de CIA à certains agents et paiement des jours de CET, GIPA, forfait mobilité durable, … | 82 842 |
| **TOTAL** | **10 765 000** |

REPARTITION :

| | |
|---|---|
| **CCLLA (hors SC, voirie, ADS, archive et budgets éco)** | **3 509 416** |
| **CCLLA (hors SC, voirie, ADS, archive et budgets éco) renforts** | **106 200** |
| **CCLLA : compétence voirie** | **1 499 700** |

Pour mémoire : assainissement intégré au BP et remboursé par le BA

| | |
|---|---|
| ***AC et ANC*** | ***391 500 €*** |

| | |
|---|---|
| **SECTEUR 1** | **938 000 €** |
| Rémunération des personnels sur poste permanent | 922 200 |
| Rémunération des contractuels non permanents (remplacements, renforts, saisonniers) | 15 800 |
| **SECTEUR 2** | **1 021 742 €** |
| Rémunération des personnels sur poste permanent | 970 442€ |
| Rémunération des contractuels non permanents (remplacements, renforts, saisonniers) | 51 300€ |
| **SECTEUR 3** | **928 500 €** |
| Rémunération des personnels sur poste permanent | 863 000 |

| | |
|---|---|
| Rémunération des contractuels non permanents (remplacements, renforts, saisonniers) | 65 500 |
| **SECTEUR 4** | **848 700 €** |
| Rémunération des personnels sur poste permanent | 790 000 |
| Rémunération des contractuels non permanents (remplacements, renforts, saisonniers) | 58 700 |
| **SECTEUR 5** | **1 493 500 €** |
| Rémunération des personnels sur poste permanent | 1 449 600 |
| Rémunération des contractuels non permanents (remplacements, renforts, saisonniers) | 43 900 |
| **TOTAL DES SECTEURS** | **5 230 442 €** |

| | |
|---|---|
| **ADS et archivage** | **336 400€** |
| Rémunération des personnels sur poste permanent | 259 600 |
| Rémunération des contractuels non permanents (mission archive et renfort ADS non recruté) | 76 800 |

| | |
|---|---|
| **Développement économique** | **221 600 €** |